

LA SAISINE DU JUGE D'INSTRUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 22 Janvier 1937, à 17 heures

PAR
Jack BLOUET
Juge Suppléant

JURY D'EXAMEN

MM. PERREAU, *Professeur, Président de la Thèse.*
LEMONNIER, *Professeur.*
FRÉJAVILLE, *Professeur.*



CHERBOURG

Imprimeries Centrale et Moderne réunies, 25, rue Tour-Carrée Tél. 3-71

1937

THE END OF THE WORLD

THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD

THE END OF THE WORLD

THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD



THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD
THE END OF THE WORLD

THE END

LA SAISINE DU JUGE D'INSTRUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le 22 Janvier 1937, à 17 heures

PAR

Jack BLOUET

Juge Suppléant

JURY D'EXAMEN

MM. PERREAU, *Professeur, Président de la Thèse.*

LEMONNIER, *Professeur.*

FRÉJAVILLE, *Professeur.*



CHERBOURG

Imprimeries Centrale et Moderne réunies, 25, rue Tour-Carrée (Tél. 3-71)

1937

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1935-1936

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. U)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. U)

Assesseur du Doyen

M. GOMBEAUX (*, I. U)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. U)

DEGOIS (I. U).

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I. U), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. U), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (*, I. U), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR (*, I. U), professeur de Droit commercial ;

LEMONNIER (I. U), professeur de Droit civil ;

PERREAU (U), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUE (U), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (*, **, U), professeur de procédure Civile et de Voies d'Exécution ;

FRÉJAVILLE, professeur de Droit Civil ;

BESNIER, professeur de Droit Romain ;

LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Législation Industrielle.

Secrétaire :

M. ROUX (I. U, U, *), secrétaire des Facultés de l'Université, Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

A MA MÈRE

ABRÉVIATIONS

- B. — Bulletin Criminel de la Cour de Cassation
C. I. C. — Code d'Instruction Criminelle
D. — Dalloz, Répertoire pratique
D. A. — Dalloz, Répertoire alphabétique.
D. H. — Dalloz, Recueil hebdomadaire
G. P. — Gazette du Palais
G. T. — Gazette des Tribunaux
J. P. — Journal du Palais.
S. — Recueil des lois et arrêts de Sirey
S. Chr. — Sirey Chronologique.



INTRODUCTION

Du Principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction

Section I. — Le Principe

Le jour, déjà lointain, où la Société prit à sa charge la défense des citoyens, ses représentants eurent une double tâche à remplir : la première fut de donner aux règles de droit une sanction en menaçant de peines ceux qui les enfreignent : elle aboutit en France à la promulgation du Code Pénal. La deuxième fut la mise en pratique des sanctions qui venaient d'être édictées : elle fut réalisée par l'achèvement en 1808 du Code d'Instruction Criminelle. Ces deux codes eurent force obligatoire dans le pays à partir du 1^{er} janvier 1811.

Le but de la procédure pénale est d'appliquer la peine prévue par le Code Pénal à l'auteur de l'in-

fraction. Pour arriver à ce résultat, un certain nombre d'étapes doivent être franchies : il importe tout d'abord de rechercher les infractions qui ont détruit d'une façon plus ou moins grave l'ordre établi. Puis, dès qu'une infraction est parvenue à la connaissance des autorités, celles-ci doivent, au nom de la Société qu'elles représentent, exercer des poursuites devant les juridictions compétentes. La charge de la preuve incombant en matière pénale comme en toute autre matière à la partie poursuivante, les fonctionnaires intéressés auront la tâche de rassembler les preuves qui devront emporter la conviction des magistrats. Enfin, dernière étape, l'auteur de l'infraction comparaitra devant ses juges qui se prononceront sur sa culpabilité.

La procédure criminelle comprend donc des fonctions de recherche, de poursuite, d'instruction et de jugement. Pour parvenir au résultat recherché, à la punition du coupable, deux magistrats vont jouer un rôle de tout premier plan. Le Procureur de la République et le juge d'instruction.

Le Procureur de la République, agent du pouvoir exécutif, fait partie du ministère public, puissant corps de magistrats hiérarchisés. Il est chargé de la recherche des crimes et des délits et de l'exercice de l'action publique au nom de la Société en vue d'obtenir le châtimement du coupable.

De son côté, le juge d'instruction a pour mission l'instruction des procédures criminelles auxquelles

donne lieu la poursuite des crimes et des délits. La loi a attribué à ce magistrat un double caractère : il est à la fois Officier de Police Judiciaire et juge. Comme Officier de Police Judiciaire, et pendant le cours même de l'instruction, il procède à des actes de recherches et de constatations ; il a même une certaine prééminence sur les autres Officiers de Police Judiciaire, puisque l'article 60 C. I. C. lui confère le droit, dans certains cas, de refaire ou de compléter les actes qui lui ont été transmis. Comme juge, il vérifie les faits qui lui ont été dénoncés et ordonne tout un ensemble d'actes qui formeront l'instruction préparatoire. Depuis la loi de 1856 qui a supprimé la Chambre du Conseil, le juge d'instruction, après avoir achevé l'information, règle le dossier de l'affaire qu'il a lui-même constitué. Il en apprécie les résultats obtenus, statue sur la prévention et détermine la compétence en sa qualité de juge, c'est-à-dire d'arbitre impartial entre l'accusation et la défense.

Tout en poursuivant le même but qui est la sauvegarde de la Société, en veillant à ce que le trouble qui s'est produit cesse et ne se reproduise pas, par la punition du coupable, Procureur et juge d'instruction exercent des fonctions essentiellement distinctes et qui ne doivent pas être confondues : au Procureur est réservé le droit de poursuivre, au juge d'instruction le pouvoir d'instruire. La séparation de la poursuite et de l'instruction est une

des règles fondamentales de notre procédure criminelle ; nombreux sont les articles du Code qui y font allusion : articles 22, 47, 53, 54, 61, 64... Aux termes de l'article 22, les Procureurs de la République (*seuls*) sont chargés de la *recherche* et de la *poursuite* de tous les délits. Plus loin, l'article 47 porte que le Procureur de la République, instruit qu'un délit vient de se commettre, *sera tenu de requérir* le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé. L'article 64 précise enfin que les plaintes adressées au Procureur de la République seront par lui *transmises au juge d'instruction* avec son réquisitoire.

Cette division des deux fonctions de poursuite et d'instruction n'a pas été une innovation des rédacteurs du Code de 1808. La question n'avait pu évidemment se poser avant le xiv^e siècle alors que la procédure était encore accusatoire. Ce système avait pour base l'accusation privée : c'était au plaignant de prouver le mérite de son accusation ; le pouvoir social n'intervenait qu'au jugement final. De plus, à l'époque féodale, la procédure était orale et publique : il n'y avait pas d'instruction préparatoire. Plus tard, notre procédure pénale subit des modifications profondes : la principale fut marquée par l'apparition et le développement du ministère public qui intervint à défaut d'accusation privée en exerçant d'office la poursuite. Le

Procureur du Roi portait plainte et prenait des conclusions ; le juge entendait des témoins et procédait à des confrontations. Dans notre ancien droit, le ministère public restait donc complètement en dehors de l'instruction.

Sous le régime de l'ordonnance de 1670, le juge procède de lui-même à l'information qui est communiquée au Procureur. Ce fut seulement pendant la Révolution, après la loi de septembre 1791 que les pouvoirs de poursuite et d'instruction furent remis entre les seules mains du juge de paix. Ce système prévalut encore après la loi du 7 pluviôse an IX, bien qu'ayant été très critiqué par Cambacérès : on se contenta de confier les deux pouvoirs non plus au juge de paix mais à un commissaire du Gouvernement ! Tel était l'état de notre législation lorsque commencèrent les travaux préparatoires qui devaient aboutir au Code de 1808.

Deux systèmes étaient donc en présence entre lesquels les rédacteurs du Code allaient avoir à choisir. Le projet primitif du C. I. C. donna au ministère public le droit de « constater les crimes et les délits par procès-verbaux ; de recueillir les indices et les preuves, de s'assurer de la personne des inculpés » ; alors seulement, après avoir accompli toutes ces mesures, le procureur devait « traduire » le prévenu devant le juge d'instruction qui achevait l'information. Le système révolutionnaire,

défendu par Treilhard, favorable à la célérité des procédures, semblait donc bien près de l'emporter, mais il fut énergiquement combattu par Cambacérés, et, Bigot de Préameneu, aux séances du Conseil d'Etat, fit remarquer « que par son institution, le ministère public est partie ; à ce titre, il lui appartient de poursuivre, mais que, par là même, il serait contre la justice de le laisser faire des actes d'instruction ». Au cours de la vive discussion qui eut lieu à ce sujet le 4 juin 1808, Cambacérés déclara : « C'est déjà une prérogative immense que ce droit illimité de poursuivre, il faut bien se garder d'y ajouter celui de s'immiscer dans les fonctions de juge ; or le droit de constater les délits rentre certainement dans ces fonctions. Il est bon de rentrer dans les limites de l'ancienne législation et de séparer comme autrefois les fonctions propres à la partie publique de celles qui sont essentiellement du ministère du juge ». Ces arguments finirent par convaincre l'assemblée de jurisconsultes et le 11 juin on fut d'accord pour reconnaître qu'il convenait de séparer les pouvoirs de poursuite et d'instruction.

Section II. Justification du principe

Il est, en matière de procédure criminelle, un but vers lequel doivent tendre tous les efforts du législateur : ce but, c'est la protection de deux intérêts, l'un et l'autre sacrés et qu'il importe, au même titre, de protéger efficacement : l'intérêt général de la Société qui exige la réparation rapide et énergique de tous les délits et l'intérêt particulier de l'accusé qui exige une garantie toujours assurée des droits de la défense. Le problème à résoudre se pose donc de la façon suivante : concilier dans les règles de procédure l'ordre social et la liberté individuelle. La règle de la séparation de la poursuite et de l'instruction représente un effort du législateur en vue d'arriver à cette conciliation nécessaire. Nous allons nous efforcer de démontrer qu'elle s'imposait dans l'intérêt même de la justice.

On admet que les fonctions de poursuite sont incompatibles avec celles de jugement : on ne saurait en effet être à la fois juge et partie. Ce principe élémentaire de justice n'a d'ailleurs pas toujours été appliqué. A l'époque où la procédure était accusatoire et avait pour unique base l'accusation privée, la répression s'avéra tellement insuffisante qu'on reconnut bientôt au juge le droit de se saisir lui-même et, par conséquent, de cumuler

les deux rôles. Aujourd'hui, la séparation des fonctions de poursuite et de jugement est incontestée ; elle est considérée comme une application du principe général de la séparation des pouvoirs. Le pouvoir exécutif a la charge de veiller à l'exécution des lois : il a la haute main sur le corps des agents qui recherchent et poursuivent la violation de ces lois. Le pouvoir judiciaire doit être entièrement indépendant des autres pouvoirs ; c'est une condition nécessaire mais insuffisamment respectée de son bon exercice. Les fonctions de jugement doivent donc être confiées à des corps distincts et libres.

La question est un peu plus délicate en ce qui concerne l'instruction. A priori, les fonctions de poursuite ne sont pas absolument incompatibles avec les fonctions d'instruction. N'est-il pas normal au contraire, que, suivant le droit commun, la charge de la preuve incombe à la partie poursuivante qui justifie par là son action, suivant la formule « *probatio incumbit ei qui agit* » ?

Toute la difficulté vient de la complexité de la fonction du juge d'instruction, considérée à juste titre comme des plus difficiles à bien exercer. Les pouvoirs de ce magistrat sont considérables : nous avons dit qu'il était en même temps Officier de Police Judiciaire et juge. Les fonctions de l'instruction participent à la fois de l'action et du juge-

ment. Une grande partie des actes de l'instruction sont de véritables jugements (1). De plus, une instruction criminelle s'accompagne le plus souvent de certaines mesures de contrainte : arrestation de l'inculpé, saisies, perquisitions, qui sont le propre du juge. Comment donc pourrait-on admettre la possibilité pour le ministère public qui est demandeur, donc partie, de rendre des jugements contre l'autre partie ? Enfin remettre entre les mains du ministère public les pouvoirs d'instruction c'eût été l'obliger, en cas d'erreur, à se condamner lui-même en reconnaissant la fausseté de son accusation ; ne pourrait-on craindre alors que, pour éviter une rétractation, il persévérât dans une poursuite injuste ? Chaque erreur du magistrat instructeur peut être une atteinte aux intérêts les plus chers des citoyens, à leur vie ou à leur liberté, et c'est pourquoi cette fonction exige, chez ceux qui l'exercent, des qualités éminentes. Remettre entre les mains d'un seul homme les fonctions de poursuite et d'instruction, c'eût été lui permettre de nuire ou de favoriser à son gré l'inculpé. L'équité exigeait une séparation complète de ces deux fonctions. Le concours de deux magistrats est une garantie certaine. C'est ce qu'a parfaitement compris le

(1) Voir à ce sujet la fameuse distinction des ordonnances juridictionnelles et non juridictionnelles : les premières seules doivent être communiquées au Procureur de la République et aux Conseils de l'inculpé et de la partie civile.

législateur de 1808 ainsi qu'en témoignent les travaux préparatoires. Bergasse, au nom du comité de constitution de l'Assemblée constituante, prévoyant des erreurs possibles au cours d'une instruction déclara notamment : « Tant que le magistrat qui décrète sera le même que celui qui juge, vous aurez toujours à craindre que s'il a décrété sur de faux soupçons, son amour propre ne le porte à justifier par une condamnation inique, un décret injustement lancé (1). Dans le même ordre d'idées, Cambacérès s'exprima ainsi au sein du Conseil d'Etat (2) : « Leurs erreurs, dit-on encore, seront reconnues et réparées aux débats. Est-ce qu'on ignore quels funestes préjugés s'élèvent contre l'homme qui se trouve incriminé par les premiers actes de l'instruction ? » Au cours d'une autre séance (3), donnant son avis sur le cumul des deux fonctions, il déclara « A la vérité, cette réunion accélère la procédure, mais elle se présente sous un aspect défavorable, parce qu'il est difficile que l'homme qui poursuit conserve son impartialité quand il s'agit d'instruire ». Cette séparation des deux pouvoirs est-elle aussi nette, en pratique, que semblaient l'annoncer les déclarations du législateur de 1808 ?

(1) Garraud, *Traité d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, II, p. 313, n° 521.

(2) Séance du 7 Juin 1808.

(3) Séance du 4 Juin 1808.

Section III. Application du Principe.

La nécessité de la séparation de la poursuite et de l'instruction étant reconnue, le législateur devait s'appliquer à la garantir de la façon la plus complète possible par des lois appropriées. Il semble, en effet, que, dans l'ensemble de nos règles de procédure, le principe soit respecté. Nombreux sont les arrêts qui y font allusion. Nous ne citerons ici que ce seul attendu d'un arrêt récent de la Cour d'Appel d'Alger (1) : « Attendu que la séparation de la poursuite et de l'instruction est une règle fondamentale », simple rappel d'un principe qui n'est plus discuté. Le Procureur de la République apprend qu'un crime a été commis par un rapport de la Police Judiciaire, par une dénonciation ou par une plainte. Il exerce la poursuite et doit se borner à requérir le juge d'instruction qu'il en soit informé. Il ne lui appartient pas d'établir les preuves et de constater si la poursuite est fondée ou non. En vertu de l'article 61 du C. I. C., pendant le cours de l'instruction, le Procureur peut prendre connaissance du dossier s'il le juge utile, ce qui est parfaitement légitime car il est le premier intéressé à la bonne marche de l'affaire. Il indique au juge

(1) Alger, 26 Janvier 1924. D. H. 1924-358.

V. aussi Nîmes, 4 Juin 1925-G. P. 1925-2-315.

sous forme de nouvelles réquisitions les mesures qu'il croit devoir être prises et, une fois l'instruction terminée, il adresse au juge d'instruction un réquisitoire définitif aux fins de poursuite si les charges réunies contre l'inculpé lui paraissent suffisantes. Il ne s'agit pas là d'une immixtion dans les pouvoirs d'instruction mais simplement d'un droit de surveillance.

Le Procureur de la République ne saurait faire lui-même des actes d'instruction ou y faire procéder des Officiers de Police Judiciaire qu'il désignerait à cet effet. La sanction serait la nullité de tels actes. Toutefois, on a estimé que le Procureur a le devoir de ne pas laisser disparaître les preuves qui viendraient s'offrir à lui avant le jugement d'une affaire criminelle. Outre les premières constatations faites par ce magistrat pour appuyer son réquisitoire d'information, il peut, même lorsque le juge d'instruction a été saisi, recevoir certaines déclarations et procéder à des enquêtes officieuses. Toutefois, ces actes n'ayant pas le caractère d'actes d'instruction, ne doivent être considérés que comme de simples renseignements.

De son côté, le juge d'instruction, s'il a seul la charge de réunir les preuves de l'infraction, ne doit, en aucun cas, exercer l'action publique. Il ne peut s'en saisir lui-même ni juger de son opportunité. Le législateur a pensé en effet que c'eût été revenir au cumul des deux fonctions par une même

personne, ce qu'il fallait éviter. En principe donc, le juge d'instruction ne peut commencer une instruction sans avoir été requis d'informer par le Procureur de la République ; il s'ensuit qu'il ne peut pas faire porter son instruction sur des faits autres que ceux qui sont énumérés dans le réquisitoire. La sanction est, de même, la nullité de tous les actes d'information faits par le juge d'instruction sans réquisitoire introductif.

Parallèlement à ce que nous disions plus haut pour le Procureur de la République, la même réserve se retrouve ici pour le cas où, dans l'exercice de ses fonctions, le juge a connaissance d'une infraction nouvelle ; dans ce cas, agissant en sa qualité d'Officier de Police Judiciaire, il doit, sans avoir besoin de réquisitions spéciales, réunir les premiers indices de l'infraction qui vient de lui être révélée et il en avise immédiatement le Procureur.

Section IV.

Exceptions au Principe

Une bonne administration de la justice exigerait une interdépendance complète entre les deux pouvoirs. Il est loin d'en être ainsi et nombreux sont les cas d'immixtion du ministère public dans l'instruction.

Deux conditions doivent être simultanément réunies pour que la séparation entre la poursuite et l'instruction soit effective : ce sont l'incompatibilité et aussi l'indépendance entre ces deux fonctions. Or, si nos règles de procédure criminelle observent la première condition, il n'en est pas de même pour la seconde. En effet, en dehors de la discipline générale à laquelle est soumis le juge d'instruction en sa qualité de magistrat, il est d'autre part astreint à une surveillance particulière du Procureur Général près la Cour d'Appel, c'est-à-dire du chef du ministère public du ressort, partie principale au procès ! Chose étrange, cette question ne rencontra pas au sein du Conseil d'Etat les mêmes résistances qu'avait connues celle de la discussion du principe et elle fut adoptée sans opposition. On avait tout d'abord proposé que le juge d'instruction fût placé sous la surveillance du Président de la Cour de Justice Criminelle du Département. Cambacérés fit alors observer qu'il était préférable de confier cette haute surveillance à la Cour elle-même et non à son Président. Cette solution n'eut pas les faveurs du Conseil d'Etat ; il considéra qu'une mission de surveillance exige à la fois une unité de direction et une rapidité de décision qui font généralement défaut à une assemblée. Cambacérés proposa alors le Procureur Général. En dépit d'une observation d'Oudart, jugeant qu'il serait singulier de placer un juge permanent sous

la surveillance d'un magistrat amovible et sur l'intervention du Ministre de la Justice qui proposa de « limiter cette surveillance aux procédures criminelles seulement, en laissant au juge toute son indépendance dans le surplus de ses fonctions », la proposition de Cambacérés fut adoptée. Il est intéressant de noter que l'auteur de cette disposition avait lui-même énergiquement combattu à d'autres séances le cumul des fonctions de poursuite et d'instruction. On peut en conclure qu'il ne voyait pas, dans ce droit de surveillance d'un magistrat du ministère public, une grave dérogation au principe de la séparation dont il s'était fait l'ardent défenseur.

Quelle est exactement l'étendue de ce droit de surveillance du Procureur Général ? La question, des plus délicates, a été fort discutée. Doit-elle s'étendre à tous les actes du juge d'instruction ou seulement à ceux qui se rattachent à sa fonction d'Officier de Police Judiciaire ? Il nous paraît certain qu'elle implique le pouvoir du Procureur Général d'adresser aux magistrats instructeurs des circulaires pour les éclairer sur certaines interprétations de la loi ou pour leur recommander plus de diligence dans l'exercice de leurs fonctions, et qu'il lui appartient de veiller à ce que des négligences ne soient pas commises. Si, par exemple, le Procureur Général constate qu'une affaire actuellement en cours d'instruction n'a fait l'objet depuis

plusieurs semaines d'aucune mesure nouvelle, il a le droit d'exiger du juge d'instruction une reprise immédiate de l'affaire. Il peut, dans ce sens, lui donner des avertissements ou des ordres, mais jusqu'où peut aller ce pouvoir d'injonction ? Les auteurs sont divisés à ce sujet : la plupart font une distinction entre les actes faits par le juge d'instruction comme Officier de Police Judiciaire et les actes qu'il accomplit en qualité de magistrat instructeur et de juge. Reportons-nous, pour nous éclairer sur l'esprit de la loi, aux Travaux Préparatoires. Nous avons vu que le Ministre de la Justice répondit à la critique d'Oudart sur le choix du Procureur Général en disant que « l'on pourrait subordonner à sa surveillance le juge d'instruction mais à l'égard des procédures criminelles seulement, et en laissant à ce juge toute son indépendance dans le surplus de ces fonctions ». Il est évident qu'une confusion a été commise par le Ministre et que l'expression « procédures criminelles » a été employée à tort au lieu de « actes de Police Judiciaire », sans quoi le reste de la phrase ne s'expliquerait pas, et l'on peut admettre que, dans l'expression « surplus de ses fonctions », c'étaient les actes d'instruction qui étaient visés. D'ailleurs l'article 56 du Code d'Instruction Criminelle précise nettement que le pouvoir de surveillance du Procureur Général est restreint aux seules fonctions de police judiciaire.

Cependant certains auteurs se sont montrés favorables à l'élargissement des pouvoirs du Procureur Général. Mangin (1) déclare notamment « qu'à la différence du Procureur de la République, le juge d'instruction peut discuter les ordres du Procureur Général mais non les enfreindre », et il ajoute : « Il est évident que le droit du Procureur Général est un droit de direction : il a le droit de prescrire *directement* aux juges d'instruction les actes de police judiciaire qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité ; il peut même les inviter à décerner tels ou tels mandats contre les inculpés ». Faisant sienne cette interprétation extensive du pouvoir de surveillance, un Garde des Sceaux infligea un blâme disciplinaire à un juge d'instruction qui, par ordonnance, avait repoussé une demande de mise en liberté provisoire (2). En rendant une telle décision, le juge n'avait fait acte ni de police judiciaire, ni même d'instruction, mais il y avait fait un acte de juridiction ! C'est donc une juridiction qui se trouvait ainsi frappée disciplinairement par le Garde des Sceaux ! Il est vrai que ce magistrat avait maintenu en détention préventive pendant 26 jours une femme qui n'avait pas d'antécédents judiciaires et qui fut condamnée à 16 francs d'a-

(1) Instruction Ecrite, Tome I, p. 38-39-40.

(2) Revue pénitentiaire, 1901, p. 588.

mende pour vol de trois morceaux de pain ; il n'en demeure pas moins que le Garde des Sceaux usa, en l'espèce, d'une procédure singulière. Il eut été plus juridique qu'il frappât d'une peine semblable le Procureur de la République qui s'était abstenu de faire opposition à l'ordonnance du juge de refus de mise en liberté provisoire.

Cette interprétation exagérée de la loi a été combattue avec raison par la plupart des criminalistes qui font une distinction entre les actes de police judiciaire proprement dits et les actes d'instruction. « La loi atteint, dit Faustin-Hélie (1), dans le juge d'instruction tous les actes de Police Judiciaire, parce que ces actes n'appartiennent pas à l'instruction, parce que, destinés à préparer l'action publique, ils rentrent dans la classe des actes que le ministère public est apte à perpétrer lui-même ». Au contraire, lorsque le juge d'instruction procède à des actes d'instruction, ou lorsqu'il agit en qualité de juge, il doit rester libre et statuer en toute indépendance, hors de la surveillance du Procureur Général, sans quoi, « l'instruction passerait au ministère public et le juge ne serait plus qu'un instrument aveugle entre ses mains » (2). Ce système est incontestablement plus conforme à l'esprit de la loi. Il faut donc refuser énergiquement au

(1) F. Hélie, 2^e édition, 1866. Traité de l'Instruction Criminelle, n° 1601.

(2) F. Hélie, n° 1601.

Procureur Général le pouvoir d'influer sur la délivrance d'un mandat, acte juridictionnel des plus graves, et aussi le pouvoir de blâmer le juge d'instruction à l'occasion d'un acte juridictionnel accompli au cours d'une instruction. De plus, autre argument, il n'est pas possible de faire rentrer dans les actes définis par les articles 57 et 279 du C. I. C. une attribution que le juge a reçue postérieurement, par la loi du 17 juillet 1856, qui consacra la suppression de la Chambre du Conseil. A l'égard des ordonnances juridictionnelles, il n'y a pour le ministère public qu'une voie de recours qui soit possible : l'appel devant la Chambre de Mises en Accusation prévu par l'article 135 du Code.

Cependant, cette distinction entre les actes de police judiciaire et les actes d'instruction ne nous semble pas avoir, en pratique, l'importance que lui attribuent les auteurs. En effet, les actes auxquels procède le juge au cours de son instruction, quoique différents par leur nature, forment un tout et tendent vers le même but, que ce soient des auditions de témoins, expertises, saisies ou arrestations. Dès lors, il est difficile, sinon impossible de dire exactement où s'arrêtent les actes accomplis par l'Officier de Police Judiciaire et où commencent les actes du magistrat instructeur. D'autre part, lorsqu'une punition frappe l'Officier de Police Judiciaire, elle atteint par là même le juge, car la personnalité du juge d'instruction ne se dédouble pas comme sa fonction ; il en résulte qu'un juge

se trouve sanctionné par le pouvoir exécutif ce qui est fâcheux pour son indépendance et contraire au principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction. Il serait facile pourtant, de remédier à cette réglementation qui porte une grave atteinte à la liberté de la défense. Ecartons délibérément le principe de la surveillance du juge d'instruction par une assemblée pour les motifs légitimes invoqués par le législateur de 1808 et recherchons à qui pourrait être confiée cette délicate mission de surveillance qui, à notre avis, doit être maintenue, car la fonction de magistrat instructeur, particulièrement difficile à exercer, demande la plus grande activité et il faut toujours prévoir le cas où celui auquel elle est confiée, n'est pas à la hauteur de sa tâche. Certains auteurs (1) ont proposé le Président du Tribunal ou le Premier Président de la Cour, magistrats inamovibles, indépendants et étrangers à la poursuite. Nous estimons qu'il serait assez naturel de la confier soit au Premier Président de la Cour, soit encore au Président de la Chambre des Mises en Accusation, qui, spécialiste des instructions criminelles, offrirait toutes les garanties désirables d'indépendance et de compétence.

La surveillance du magistrat instructeur par le Procureur Général peut se traduire par un blâme, si le Chef du Parquet de la Cour estime que le juge

(1) J. Paris, *Des rapports du juge d'instruction et du ministère public*, p. 112.

a fait preuve de négligence dans l'exercice de ses fonctions. Si, malgré cet avertissement, il y a récidive, le Procureur Général peut dénoncer le juge d'instruction à la Cour et le faire citer devant la Chambre du Conseil ; la Cour lui enjoindra d'être plus exact à l'avenir et le condamnera aux frais (C. I. C. art. 281, 282, 283).

Pour faciliter le contrôle du Procureur Général, les juges d'instruction doivent lui adresser chaque semaine un état des affaires en cours. Cette notice, divisée en plusieurs colonnes, doit contenir un rappel des affaires non terminées et énumérer les actes auxquels il a été procédé pendant la semaine qui vient de s'écouler ; en outre, le juge doit y indiquer, le cas échéant, le motif de son inaction durant cette période (1). Après examen des notices, le Procureur adresse aux magistrats les observations qu'elles ont pu lui suggérer.

L'ingérence du pouvoir exécutif et du ministère public dans l'instruction s'est développée de nos jours de plusieurs façons. Tout d'abord, les juges d'instruction sont nommés par décret du Chef d'Etat (art. 55 C. I. C.) et les Procureurs Généraux ont un droit de présentation. Leur entrée dans la carrière de l'instruction dépend donc des Officiers du ministère public. De plus, s'ils sont inamovibles en tant que juges, ils sont amovibles et révocables par simple décret en tant que chargés des fonctions de

(1) Circulaire du 1^{er} juin 1855, (Recueil Officiel. 2. 365).

l'instruction. Et puis la perspective d'un avancement rapide ne peut leur être indifférente et, à ce titre, ils sont le plus souvent amenés à se conformer aux ordres et aux désirs des Chefs de Parquet, tant il est vrai qu'on dispose aussi facilement d'un homme par son ambition que par sa crainte. Il est un cas, en particulier, où toute garantie disparaît et où le principe de la séparation des pouvoirs se trouve complètement faussé : lorsque les fonctions de l'instruction sont confiées à un juge suppléant. L'ancien article 55 du C. I. C. visait uniquement les juges titulaires. L'article 56 du Code et les articles 11 et 12 du décret du 18 avril 1810 apportaient certaines limites au droit pour le pouvoir exécutif d'augmenter à sa volonté le nombre des juges d'instruction. Aux termes de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1856, lorsque le chiffre des affaires criminelles s'élève d'une façon anormale et qu'un seul juge ne peut plus suffire à la tâche, un juge suppléant peut être, par décret, provisoirement chargé de l'instruction concurremment avec le juge titulaire. Ainsi donc, lorsqu'une affaire politique ou autre, présentant un intérêt particulier pour le gouvernement, fera l'objet d'une information, il pourra choisir un juge suppléant pour y procéder. Actuellement dans un grand nombre de tribunaux, des juges suppléants sont chargés de l'instruction. Or, il est impossible à un juge suppléant qui débute dans la magistrature de faire preuve d'indépendance

vis à vis du ministère public comme pourrait encore le faire un magistrat ancien et expérimenté. A chaque instant, il a besoin de conseils qu'il va tout naturellement chercher à côté, dans le bureau du Procureur de la République dont il espère, bientôt, devenir le substitut, et qu'il considère à juste titre comme son supérieur hiérarchique. Comment pourrait-il, dans ces conditions, opposer la moindre résistance à une pression éventuelle des magistrats du parquet, et qui serait de nature à compromettre son avenir ? Il devient donc fatalement l'auxiliaire de l'accusation et les deux pouvoirs se trouvent à nouveau réunis entre les mains d'une même personne.

Admettons que le Procureur n'use pas de son influence pour persuader le juge d'accomplir tel ou tel acte de sa juridiction ; il aura, surtout dans les petites villes, de nombreuses occasions de le rencontrer et de lui donner son avis sur une affaire en cours d'information ; ils échangeront leurs impressions, et, indirectement, l'opinion du Procureur pèsera sur les décisions à intervenir. Nous sommes loin du juge, arbitre impartial entre les deux parties !

Cette dépendance se manifeste encore par le droit, reconnu aux Officiers du ministère public, de répartir eux-mêmes les dossiers entre les différents juges d'instruction dans les arrondissements où il y en a plusieurs. Nous verrons plus loin que cette règle s'applique aussi bien lorsque le juge a

été saisi par la plainte et constitution de partie civile de la personne lésée que lorsqu'il l'a été par un réquisitoire du Procureur de la République.

Une autre exception au principe se produit lorsque l'inculpé est arrêté dans un lieu éloigné (loi du 8 décembre 1897, articles 5 et 6). Dans ce cas, en raison de l'éloignement du juge d'instruction qui a décerné le mandat d'amener, il appartient au Procureur de la République du lieu de l'arrestation de procéder à la vérification de l'identité de l'individu arrêté et de recevoir ses déclarations s'il veut en faire.

La séparation de la poursuite et de l'instruction disparaît complètement dans le cas où la partie poursuivante croit pouvoir se passer de l'instruction préalable et citer directement l'inculpé devant le Tribunal Correctionnel. La charge de rassembler les preuves du délit incombe alors au ministère public ou à la partie lésée. Ce mode de poursuite s'est développé avec la pratique fréquente de la correctionnalisation ; le ministère public ne retient pas la circonstance aggravante qui transforme le délit en crime, et, de cette façon, le dossier ne doit plus obligatoirement passer par le cabinet du juge d'instruction. Toutefois, dans ce dernier cas, le Procureur ne peut procéder à une arrestation.

Si ces dérogations au principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction sont, pour la

plupart, sujettes à critique, il en est une autre, la plus caractérisée, qui, au contraire, s'impose dans l'intérêt public, à condition toutefois qu'elle soit strictement limitée : nous voulons parler du cas de flagrant délit. Il importe en effet que, dans ce cas, l'on s'empresse de recueillir les preuves de l'infraction, que l'on constate immédiatement les circonstances qui ont accompagné le délit, et que l'on arrête au plus tôt l'inculpé ; le moindre retard pourrait compromettre cette œuvre de justice. Dans ce cas exceptionnel, une double dérogation se produit : le Procureur et le juge d'instruction cumulent l'un et l'autre les deux fonctions séparées par la loi : le premier, qui, en règle générale, a pour seule mission d'exercer la poursuite, fait des actes d'instruction ; le second, qui n'est chargé que d'instruire, se saisit d'office et commence la poursuite. Nous aurons plus loin l'occasion d'étudier d'une façon plus complète le flagrant délit, mode spécial de saisine du juge d'instruction ; nous nous contenterons de l'envisager ici d'une façon succincte, en tant qu'il constitue une exception remarquable au principe que nous étudions.

La confusion des pouvoirs de poursuite et d'instruction en cas de crime flagrant s'est introduite dans notre législation à la suite d'un compromis entre les partisans du système révolutionnaire et les partisans du retour à l'ancien droit parmi les membres du Conseil d'Etat. A la séance du 11 juin

1808, Cambacérès, le premier, proposa de distinguer le flagrant délit et le délit occulte. « Dans le cas de flagrant délit, dit-il, peut importe par qui le fait est constaté ; il n'y a nul inconvénient par exemple à ce que le juge d'instruction constate qu'on a trouvé un cadavre ; mais il serait dangereux de lui accorder le même pouvoir hors du flagrant délit ». Au cours de la discussion qui s'ensuivit, Berlier se rangea de cet avis, et remarqua notamment : « en quelle circonstance importe-t-il le plus que nulle entrave n'existe ? C'est au premier moment d'un délit patent ». Ces idées fondamentales furent adoptées dans la séance du 18 juin et passèrent dans notre Code.

Après avoir ainsi posé cette exception au principe, le législateur a pris soin de la limiter. Le Procureur de la République peut procéder *sommairement* à des actes d'instruction, se transporter sur les lieux, constater le corps du délit, recevoir les déclarations des témoins, interdire aux personnes présentes de s'éloigner avant la clôture de son enquête, saisir les pièces à conviction, faire une perquisition au domicile du prévenu, désigner des experts et surtout décerner contre le prévenu un mandat d'amener. Les premiers éléments de preuve et les faits périssables étant recueillis, le coupable étant désormais en lieu sûr, l'intervention du Procureur doit prendre fin. Au préalable, il a dû donner avis de son transport au juge d'instruc-

tion (art. 32). Il ne peut entendre que les personnes présentes sur les lieux et les parents voisins ou domestiques, mais il ne peut faire citer de témoins devant lui, ce droit étant réservé au juge d'instruction. Il peut procéder à une visite domiciliaire, mais seulement dans le domicile du prévenu et non dans celui des tiers (art. 36 et 37). Tout contrevenant à ses ordres peut être saisi et déposé dans la maison d'arrêt mais il ne peut prononcer contre lui aucune peine (art. 34) ; enfin, en principe, le Procureur de la République n'a qu'un droit d'arrestation provisoire. Aux termes de l'article 40, il fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves. Si le prévenu n'est pas présent, il rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître : cette ordonnance s'appelle mandat d'amener. De plus, si le juge d'instruction averti par l'avis du Procureur arrive sur les lieux avant que l'enquête soit terminée, celui-ci interrompt sur le champ ses fonctions provisoires de juge pour ne conserver que celles de représentant du ministère public : il requiert le juge d'ordonner qu'il soit informé sur ce nouveau crime.

De son côté, en cas de crime flagrant, le juge d'instruction peut commencer la poursuite d'office : il met en mouvement l'action publique sans avoir besoin d'attendre les réquisitions du parquet.

Mais la double dérogation au principe en cas de crime flagrant ne doit pas survivre aux circonstan-

ces qui l'ont fait naître. Elle disparaît aussitôt que cesse le flagrant délit et chacun des magistrats ainsi sorti de ses attributions doit y rentrer sans tarder et provoquer l'intervention de son collègue pour régulariser les mesures déjà prises (1).

L'extension réciproque des pouvoirs n'a lieu qu'au cas où le fait constitue un crime flagrant. La loi du 20 mai 1863 ne l'a pas étendue au cas de délit flagrant (2) ; cependant, elle a autorisé dans ce cas (art. 1) le Procureur de la République à décerner par mesure de police des mandats de dépôt ; toute la poursuite lui est confiée et l'intervention du juge supprimée : il procède à l'interrogatoire le jour même où l'inculpé est amené devant lui et il peut délivrer un mandat de dépôt à durée très limitée ; si, en effet, il n'y a pas d'audience le jour même, le Procureur de la République est tenu de faire citer l'inculpé pour l'audience du lendemain (art. 2). Signalons à ce sujet la tendance regrettable des parquets à étendre d'une façon exagérée la notion de flagrant délit. Il arrive fréquemment que l'on mette sous mandat de dépôt des individus ar-

(1) Voir à ce sujet un arrêt ancien de la Cour de Cassation du 30 septembre 1826 (J. P. t. 20, p. 875). Une opposition avait été formée par le ministère public contre l'ordonnance d'un juge d'instruction qui refusait de se transporter sur les lieux par ce motif que le délit n'était plus flagrant. La Chambre d'Accusation, tout en rejetant cette opposition autorisa cependant le ministère public à se transporter seul pour y faire les actes qu'il estimerait nécessaires à l'instruction du procès. Cette décision fut annulée par la Cour de Cassation.

(2) Cassation 31 janvier 1914. (S. 1916-1-59).

rétés plus de 24 heures après le délit ; on les cite à la prochaine audience, mais c'est pour demander la confirmation, toujours accordée, du mandat de dépôt jusqu'à ce qu'on ait reçu des renseignements. Une fois de plus, le ministère public a empiété sur les attributions propres du juge d'instruction.

Nous avons longuement insisté au début de cette étude de la saisine du juge d'instruction sur le principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction, et sur ses exceptions. C'est qu'il nous a semblé que ce principe était à la base même de notre sujet, qu'il le dominait tout entier, et qu'il importait, pour mieux le situer et pour en suivre plus facilement les développements, de rappeler comment il est passé dans notre Code et comment il est appliqué aujourd'hui. Il est, en quelque sorte, la loi fondamentale dont nous allons suivre les applications.

Nous étudierons dans une première partie les modes de saisine du juge d'instruction. La première règle pratique qui découle du principe de la séparation des deux pouvoirs, c'est que le juge d'instruction ne peut commencer une information sans un réquisitoire du Procureur de la République. Ce réquisitoire, premier acte indispensable à toute information est le premier mode de saisine du juge d'instruction. Toutefois, il peut agir sans réquisitoire du Procureur : 1° lorsqu'il est saisi par une plainte accompagnée d'une constitution de partie

civile ; nous envisagerons ce second mode de saisine dans un deuxième chapitre ; 2° en cas de crime flagrant : dans ce cas, le juge d'instruction peut agir d'office, sans réquisitoire ni plainte préalables ; ce troisième mode de saisine fera l'objet de notre troisième chapitre. Enfin, dans un quatrième chapitre nous passerons en revue les différents autres modes de saisine du juge d'instruction par le renvoi des autres juridictions.

Nous consacrerons la deuxième partie de cet ouvrage à l'étude de l'étendue et des effets de la saisine du juge d'instruction. Une seconde conséquence du principe de la séparation des deux pouvoirs c'est que le juge d'instruction n'est saisi que des faits qui sont précisés dans le réquisitoire introductif ou dans la plainte et la constitution de partie civile. S'il instruit sur des faits autres que ceux qui sont ainsi visés, ou si le réquisitoire, par des énonciations trop vagues, laisse au juge d'instruction le soin de rechercher et de déterminer lui-même, au fur et à mesure, les faits sur lesquels portera son information, le juge, dans ces conditions, met en mouvement l'action publique dont l'exercice doit être réservé au ministère public. Enfin, nous nous occuperons dans un dernier chapitre des effets de cette saisine : le juge d'instruction est irrévocablement saisi par le réquisitoire ou la constitution de partie civile ; d'autre part, lorsqu'il est régulière-

ment saisi ; il ne peut pas se refuser à informer car, toujours en vertu du principe de séparation, il n'a aucun droit sur la poursuite et il n'est pas juge de son opportunité ; opposer un tel refus, non motivé, s'eut été déclarer l'action publique dénuée de tout fondement, et il n'est pas qualifié pour rendre une telle décision.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Du Réquisitoire Introductif d'Information

SECTION I.

I. — Le Principe de l'opportunité des poursuites

L'exercice de l'action publique est confié aux magistrats du ministère public qui représentent la Société (art.I) (C. I. C.) Dans quels cas doivent-ils agir ? Deux systèmes s'offraient aux choix du législateur : celui de la légalité et celui de l'opportunité des poursuites. Dans le premier système, le ministère public est obligé de poursuivre dès qu'une infraction a été constatée ; dans le second, au contraire, le ministère public est libre de poursuivre ou non, alors même qu'une infraction a été légalement constatée. C'est ce dernier système qui a été admis en France. Lorsqu'une infraction arrive à la connaissance du Procureur de la République, il

peut donc déclancher l'action publique contre le délinquant ou, s'il estime que la faute signalée ne présente pas un caractère suffisant de gravité, il peut classer l'affaire sans suite. Toutefois, ce principe n'est pas absolu ; il est limité à deux points de vue : tantôt, pour éviter un scandale inutile, le ministère public ne peut poursuivre qu'avec le consentement de la victime ou son autorisation ; tantôt, pour remédier à une inaction volontaire de sa part, l'action publique peut être mise en mouvement contre lui et sans son aide.

II. — Choix du Procureur de la République entre la citation directe et l'instruction

Le Procureur de la République, Officier du ministère public, exerce l'action publique devant le juge d'instruction ou le tribunal correctionnel. En matière de crimes, l'information est obligatoire ; le Procureur ne peut donc que la provoquer. En matière de délits, il a le choix entre la citation directe du prévenu devant le Tribunal Correctionnel et la voie de l'instruction préparatoire (C. I. C. art. 47, 64, 182). La citation directe présente l'avantage d'accélérer l'expédition des affaires ; le Procureur en use, soit lorsque le délit ne lui semble pas d'une gravité particulière et qu'il n'y a pas lieu à détention préventive, soit lorsqu'il est simple et qu'il n'existe aucune incertitude sur le caractère de l'in-

fraction et sur la désignation du prévenu : lorsque celui-ci a avoué par exemple. Dans l'esprit de la loi, l'instruction préparatoire en matière de délit est une exception et les circulaires ministérielles engagent le ministère public à recourir de préférence à la citation directe devant les Tribunaux de Police Correctionnelle. Il existe cependant quelques exceptions à cette règle, notamment dans le cas de poursuites contre les mineurs ; aux termes de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1912, le Tribunal Correctionnel ne peut être saisi par voie de citation directe des délits, emportant peine d'emprisonnement, commis par les mineurs de 13 à 18 ans. D'autre part, la voie de l'information préalable est la seule qui soit possible lorsque l'auteur ou les auteurs d'un délit restent inconnus. On ne peut délivrer de citation directe car on ne conçoit pas de citation délivrée en blanc ; il faudra, dans ce cas, que le juge d'instruction vienne éclaircir l'affaire.

SECTION II.

Le Réquisitoire Introductif en droit commun

Lorsque le Procureur de la République, au reçu d'un procès-verbal de la Police Judiciaire estime que l'affaire dont il s'agit doit fait l'objet d'une information, il saisit le juge d'instruction par un réquisitoire aux fins d'informer que, dans la pratique, on désigne sous le nom de réquisitoire intro-

ductif. En principe, ce réquisitoire n'est soumis à aucune condition de forme spéciale. Toutefois, comme il s'agit d'un acte important, du premier acte de la procédure, certaines formalités doivent être observées. Tout d'abord, il est évident qu'il doit être établi *par écrit*, sans quoi rien ne prouverait dans le dossier que l'information qui va suivre a une base légale. Le réquisitoire doit indiquer en second lieu les faits sur lesquels doit porter l'information et préciser les circonstances de temps et de lieu qui ont accompagné l'infraction. Aucun doute ne doit exister à ce sujet car il est essentiel que le juge d'instruction connaisse exactement l'étendue de la mission qui lui est confiée.

Il a souvent été conseillé aux parquets d'employer autant que possible pour qualifier les infractions des formules générales afin de laisser aux juges une latitude suffisante pour préciser ensuite l'inculpation. Il leur a été recommandé aussi de ne pas préciser les circonstances aggravantes afin que tel fait qui, au début, semble constituer un crime, puisse motiver un renvoi devant le Tribunal de Police correctionnelle sans que, pour cela, on soit obligé de procéder, au moment du règlement de la procédure, à un changement d'inculpation. C'est ainsi par exemple que pour toutes les espèces de vols, on inscrira l'inculpation générale : Vol, articles 379 et suivants du Code Pénal ; pour toutes les espèces de violences, l'inculpation : Coups et bles-

sures, articles 309 et suivants du Code Pénal. Certains Procureurs, suivant de trop près ces conseils, ont parfois rédigé leurs réquisitoires d'une façon très sommaire ; nous citerons par exemple un réquisitoire requérant une information contre « X - Escroqueries article 405 » (1), et ne contenant aucune autre précision ni aucun renvoi à des pièces jointes. Or, il importe qu'aucune confusion ne puisse naître dans l'esprit du magistrat instructeur sur l'étendue des faits au sujet desquels doit porter son information, et la jurisprudence a condamné cette pratique en décidant que, faute d'une qualification suffisante pour limiter les investigations du juge d'instruction, le réquisitoire doit être déclaré nul, d'une nullité substantielle pour violation d'une règle d'ordre public séparation de l'apoursuite et de l'instruction), ce qui entraîne la nullité de toute la procédure ultérieure et notamment de l'ordonnance de renvoi. Un jugement du Tribunal de Marseille (2) précise « qu'en effet, on ne saurait admettre qu'une qualification générale, relative à un acte incriminé (il s'agissait en l'espèce d'une escroquerie), puisse permettre à un juge d'instruction de s'arroger le droit de les poursuivre toutes à son choix, dans un temps plus ou moins long, et

(1) Jugement du Tribunal de Marseille, 8 juillet 1926 : G. P. 1926-2-542.

(2) 8 juillet 1926 précité ; voir dans le même sens :
Nîmes, 4 juin 1925 - G. P. 1925-2-315.
Alger, 26 janvier 1924-D. H. 1924-358.

d'interrompre ainsi la prescription à l'égard de tels ou tels inculpés ». L'irrégularité du réquisitoire introductif ne cesserait d'influer sur la validité de l'information que si le magistrat instructeur se trouvait saisi indépendamment de toutes réquisitions préalables du ministère public, par exemple en cas de crime flagrant (1).

En outre, le réquisitoire introductif doit être daté afin d'établir qu'aucun acte d'instruction n'a été fait avant que le juge ait été régulièrement saisi ; de plus, la mention de la date peut avoir une importance particulière au point de vue de l'interruption de la prescription.

Enfin la signature du procureur est indispensable car elle donne au réquisitoire son existence légale ; sans cette signature, le réquisitoire n'aurait aucune valeur et ne pourrait servir de base à une information.

Le plus souvent, le Procureur désigne dans son réquisitoire l'individu soupçonné et ses complices s'ils sont connus. Mais l'auteur d'une infraction n'est pas toujours immédiatement soupçonné et le parquet est amené à requérir l'ouverture d'une information contre « X ». Dans ce cas, c'est au juge d'instruction qu'il appartiendra de découvrir les coupables.

(1) Cr. 29 décembre 1910 B. 1910 n° 672, p. 1225,

En dernier lieu, il est fait mention des articles de la loi pénale qui répriment les faits signalés. Cette indication n'est pas prescrite à peine d'annulation, mais elle est utile pour préciser le caractère du fait qui va être l'objet de l'information requise.

Aucune disposition de loi n'interdit dans le réquisitoire d'information l'usage des formules imprimées. Un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 12 février 1927 (1) dit à ce sujet que « la signature du procureur de la République a pour effet de conférer l'authenticité à toutes les énonciations manuscrites ou imprimées du réquisitoire, notamment à une énonciation imprimée concernant la nature du délit, objet de l'inculpation ».

Il est d'usage, dans les parquets, de joindre au réquisitoire les procès-verbaux, plaintes, dénonciations et autres documents qui lui servent de base et justifient la poursuite. Le juge d'instruction se trouve ainsi mieux à même de se rendre compte de la nature des faits incriminés. Mais par le fait même que des pièces sont ainsi annexées au réquisitoire, il devient inutile d'en reproduire le contenu. Par suite, il a été jugé (2) que « la mention dans le réquisitoire du Procureur de la Républi-

(1) D. H. 1927-209
B. 1927 n° 54.

(2) Cassation 12 juillet 1895 Pand. franç. 1895-1-361.
Aix, 17 Novembre 1926 : G. P. 1927-1-404.
D. H. 1927-105.

que que des pièces y sont jointes équivalant à l'analyse de ces pièces lesquelles doivent être présumées avoir contenu toutes les indications nécessaires pour éclairer le juge d'instruction ». De même le réquisitoire est régulier bien qu'il ne comporte que la mention : « Escroqueries art. 405 » et qu'aucun document n'y ait été matériellement annexé s'il résulte d'une délégation donnée le jour même à un commissaire de police par le juge d'instruction par exemple, la preuve que celui-ci « avait sous les yeux un document suffisant pour servir de base à la poursuite dont il était saisi et pour l'éclairer nettement et exactement sur la nature et l'étendue de sa mission. (1)

Peu importe enfin qu'un document annexé et visé dans le réquisitoire soit reconnu irrégulier et tenu pour non avenu par le juge d'instruction ainsi que les pièces ayant suivi, dans les conditions prévues par l'article 60 C. I. C. si le Procureur de la République a pu formuler ses réquisitions sur d'autres documents antérieurs en date et ne donnant lieu à aucune critique (3). Le Procureur ayant fait abstraction du procès-verbal incriminé, son réquisitoire demeure parfaitement valable car le droit de poursuite de ministère public n'est soumis à aucune condition lorsqu'il n'en a pas été décidé autrement par une disposition formelle de la loi.

(1) Aix, même arrêt.

(2) Cr. 27 Mai 1927- B. 1927 n° 131.

En résumé, le réquisitoire introductif peut être rédigé selon la formule suivante :

Nous, Procureur de la République, près le Tribunal de 1^{re} instance de

Vu les articles 22 et 47 C. I. C.

Vu les pièces jointes,

Attendu qu'il en résulte présomption contre le nommé d'avoir à le commis une soustraction frauduleuse, infraction prévue et punie par les articles 379 et suivants du Code Pénal,

Requérons qu'il plaise à Monsieur le Juge d'Instruction procéder à une information.

Au Parquet à le.....

Le Procureur de la République

Aux termes de l'article 47 du Code d'Instruction Criminelle, il semble que, lorsque le Juge d'Instruction est saisi par un réquisitoire du Procureur de la République, il doive rendre une ordonnance pour ouvrir l'information.

Sous l'ancienne législation, le lieutenant criminel rendait en effet, avant l'instruction, une ordonnance portant permission d'informer. Cette ordonnance est considérée aujourd'hui comme inutile et elle n'est plus rendue en pratique.

Ce premier mode de saisine du juge d'instruction par un réquisitoire du Parquet est, de beaucoup, le plus fréquent. Les statistiques nous enseignent en effet qu'il est à l'origine de 70 à 75 % des informations.

SECTION III.

Le Réquisitoire introductif en matières d'informations régies par la loi du 29 Juillet 1881.

Les règles de procédure devant les juridictions répressives sont profondément modifiées en matière de presse. La voie de l'information préalable est toujours facultative ; elle peut être suivie au cas où le fait ne constitue qu'une contravention de la compétence du Tribunal de Simple Police, et au cas où le fait constitue un crime, le ministère public peut citer directement l'accusé devant la cour d'Assises. La procédure du flagrant délit n'est pas applicable. (loi du 20 mars 1863, art. 7). Les deux voies, celle de la citation directe et celle de l'information préalable sont donc ouvertes dans tous les cas pour saisir le Tribunal de répression. Une circulaire ministérielle du 9 novembre 1881 (1), rappelée depuis à plusieurs reprises, a recommandé aux Procureurs de la République de n'engager une poursuite dans les affaires ayant un caractère politique qu'après avoir pris préalablement l'avis du Procureur Général, qui lui-même doit en référer au Garde des Sceaux. La même circulaire les invitait à choisir,

(1) Circulaire aux Procureurs Généraux : J. des Parquets 1889-3-17 et 1892-2-105.

de préférence, la voie plus rapide de la citation directe et à ne recourir à une information préalable que lorsqu'elle paraissait indispensable.

Dans le cas où la répression d'une infraction de presse est poursuivie par la voie de l'instruction, le premier acte de procédure est, comme en droit commun, le réquisitoire du Procureur de la République adressé au juge d'instruction. La loi du 26 mars 1819 sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse exigeait, dans son article 6, que le réquisitoire du ministère public contint l'articulation et la qualification des provocations, attaques, offenses, outrages, faits diffamatoires ou injures en raison desquels la poursuite était intentée, à peine de nullité. Cette disposition a été reproduite dans l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 et complétée en ce qui concerne l'indication des textes dont l'application est demandée, exigée par la loi nouvelle à peine de nullité du réquisitoire.

Il faut donc que le réquisitoire contienne : 1° l'articulation des faits,

2° leur qualification,

3° l'indication des textes dont l'application est demandée.

Examinons successivement ces trois conditions de validité du réquisitoire.

L'articulation des faits consiste dans l'énonciation complète et précise du fait sur lequel doit por-

ter l'instruction. S'il s'agit d'une poursuite exercée à l'occasion d'un discours, le réquisitoire doit rapporter textuellement les paroles proférées et leur traduction si elles ont été prononcées en langue étrangère. Si la poursuite résulte de la publication d'un livre, d'un article de journal ou de tout autre imprimé ou écrit, le réquisitoire ne doit pas se borner à indiquer le titre de l'ouvrage ; mais il n'est pas nécessaire que les passages incriminés soient intégralement transcrits dans le réquisitoire ; il suffit qu'ils soient indiqués de telle manière qu'on puisse les retrouver facilement en consultant l'écrit ou l'imprimé.

Il a été jugé (1) que la seule mention du numéro du journal faisant l'objet de la poursuite était insuffisante, alors qu'il y avait dans ce numéro deux articles relatifs au même procès pouvant faire naître, sur le point de savoir auquel des deux articles on se référerait, une équivoque de nature à porter atteinte aux droits de la défense. Par contre, l'indication du titre du journal et du numéro dans lequel l'article incriminé a été publié, ainsi que ses premiers et derniers mots, désigne d'une façon suffisamment précise l'écrit mis en cause (2), et il n'est

(1) Tribunal Correctionnel Dinan. 16 février 1905-D 1905-5-37- En l'espèce la difficulté s'est présentée au sujet de la citation, mais cette condition de forme est commune au réquisitoire et à la citation.

(2) Cr. 20 décembre 1889-B. n° 398 p. 628.
Cr. 23 juin 1900-D. 1903/1/133.

pas nécessaire de signaler d'une manière spéciale les passages de l'écrit où se trouve plus particulièrement le délit. (1).

L'indication précise de la date des faits n'est pas expressément exigée par la loi de 1881. On doit en conclure que cette indication ne doit être mentionnée que dans la mesure où elle est nécessaire pour donner au fait incriminé toute la précision suffisante. (4) De même la loi n'exige pas que le lieu du délit soit précisé dans le réquisitoire, mais il peut être utile de l'indiquer pour mieux préciser le fait. Des inexactitudes dans l'articulation des faits peuvent avoir les mêmes conséquences que le défaut d'articulation si elles sont de nature à induire l'inculpé en erreur sur l'objet de la poursuite (3). En résumé, le législateur a voulu que le réquisitoire soit suffisamment précis pour qu'aucune méprise, préjudiciable aux intérêts de la défense ne puisse se produire.

En second lieu le réquisitoire introductif doit contenir la qualification des faits, c'est à dire la dénomination du délit qu'ils semblent constituer. Il a été jugé qu'il y a articulation et qualification suffisantes des faits lorsque le réquisitoire contient l'indication des différents passages incriminés et

(1) Cassation 15 février 1850.
S. 1850-1-482.

(2) Cassation 3 Novembre 1893- B. n° 287-p. 435,

(3) Cassation 14 juin 1834 S. et P. chr.

l'énonciation des divers délits que ces passages renferment, bien qu'il ne spécifie pas quel est le délit qui se rapporte à chaque article incriminé (1).

Enfin, troisième condition de validité, le réquisitoire doit mentionner les articles de loi dont l'application est demandée ; il s'agit uniquement de ceux qui déterminent la peine applicable au délit poursuivi et non de ceux qui définissent le délit. Comment doit être faite cette mention ?

La transcription intégrale des textes des articles n'est pas nécessaire, mais il ne suffit pas non plus de viser d'une façon générale la loi du 29 juillet 1881, ou les articles 23 et suivants de cette loi qui répriment tous les délits de presse. Il faut que les articles visés soient bien précisés. Il a été jugé (2) que le réquisitoire introductif indique suffisamment le texte de loi applicable et satisfait au vœu de l'article 48 lorsqu'il vise l'article qui prévoit l'infraction et fixe la peine par référence au texte qui la prononce. La Cour de Cassation a décidé en outre que la mention d'autres articles que ceux dont l'application est demandée ou une erreur sur la date de la loi de la presse, alors que celle-ci était spécifiée sur le réquisitoire, n'entraînent la nullité que si le prévenu a pu être induit en erreur ; c'est une question de fait soumise à l'appréciation des Tribunaux.

(1) Cassation 13 juillet 1832 S. 1833-1-803.

(2) Cassation 11 mai 1929 G.-P. 1929-2-197.

Ces conditions de forme spéciales imposées au réquisitoire introductif sont prescrites par l'article 48 de la loi de 1881, inséré dans le paragraphe 2 A du Chapitre 5 spécial à la procédure de la Cour d'Assises ; mais l'article 60, sous la rubrique « B » Police correctionnelle et Simple Police » porte : sont applicables au cas de poursuite et de condamnation les dispositions de l'article 48 de la présente loi. » Une controverse s'est engagée sur le point de savoir si le réquisitoire est soumis aux conditions de l'article 48 quand il s'agit d'un délit de la compétence du Tribunal Correctionnel. Il semble bien que l'article 48 ait été visé par erreur à la place de l'article 49. Appartenait-il aux tribunaux d'y remédier ? Certains auteurs ont répondu affirmativement et la Cour d'Appel de Bordeaux, dans son arrêt du 29 avril 1891 (1) se rangea de cet avis. Mais cette interprétation a été repoussée par la Cour de Cassation (2) « attendu qu'il est impossible d'affirmer en l'absence de toute discussion qu'une erreur matérielle a été commise ». Le texte étant net et précis, les Tribunaux doivent l'appliquer ; si une erreur matérielle a été commise, le pouvoir législatif seul est compétent pour la rectifier.

L'omission d'une ou de plusieurs des formalités exigées par l'article 48 entraîne la nullité du réquisitoire. Cette nullité est d'ordre public : elle ne

(1) Bordeaux, 29 Avril 1891-S. 91-2-53.

(2) Cassation, 13 juin 1891 - D. P. 1891-1-425.

peut être couverte par le silence du prévenu et les juges doivent la prononcer d'office. Par suite, tous les actes de l'information qui ont suivi sont nuls et de nul effet (1). Mais la nullité du réquisitoire et de la procédure n'éteint pas l'action ; une nouvelle poursuite peut être exercée tant que la prescription n'est pas acquise. D'autre part, le défaut d'indication dans le réquisitoire introductif des textes prévus ne saurait influencer sur la validité de la procédure ultérieure lorsque l'action publique a été mise en mouvement, non par ce réquisitoire, mais par une plainte au juge d'instruction avec constitution de partie civile. En effet, dans cette hypothèse, le réquisitoire n'est plus introductif puisqu'il n'a pas ouvert l'action publique, celle-ci ayant été déjà déclenchée par la plainte de la partie civile (2).

Il nous reste à envisager, au sujet des conditions de forme spéciales du réquisitoire introductif en matière de presse, l'hypothèse où, en cours de procédure, le juge d'instruction s'aperçoit que le prévenu n'a pas commis le délit relevé dans le réquisitoire mais un autre délit, et qu'il convient par suite de procéder à un changement de qualification.

Lorsque le fait, objet de l'information, a été qualifié de délit de presse dans le réquisitoire introductif et que l'information fait apparaître un délit

(1) Cassation 13 juin 1891 précité.

(2) Paris 12 décembre 1922- D. P. 1924- 2-79.

Dijon 23 juillet 1930 - G. P. 1930-2-836.

Angers 7 mars 1934-G. P. mensuelle juin 1934 p. 930.

de droit commun, délit d'outrages prévu par les articles 222 et suivants du Code Pénal par exemple, le changement de qualification est licite ; il a simplement pour conséquence d'écarter l'application de la loi de 1881 et de son article 48.

Si le juge d'instruction relève au cours de son enquête un délit de presse différent de celui qui était visé dans le réquisitoire, le changement de qualification est-il possible ? La Cour de Cassation paraît l'admettre (1) ; il nous semble cependant que dans ce cas, le réquisitoire ne remplit qu'imparfaitement les conditions exigées par l'article 48 et que le juge d'instruction n'a pu valablement instruire sur un délit de presse qui n'avait pas été expressément visé dans le réquisitoire.

Enfin lorsque le réquisitoire n'a relevé à la charge de l'inculpé qu'un délit de droit commun, la poursuite ne peut pas se transformer et aboutir régulièrement à une ordonnance de renvoi pour une infraction à la loi de 1881. Sans doute, en matière ordinaire, le juge d'instruction peut, au cours de l'information, modifier la première inculpation ; mais en matière de presse le législateur a prévu une procédure particulière et il n'est pas permis d'y substituer les règles du droit commun.

Dans ce cas, le réquisitoire est nul, ainsi que les actes d'instruction qui ont suivi (2) ; le magistrat

(1) 28 mai 1892-D. 92-1-582.

(2) D. 92-1-77.

instructeur devra rendre une ordonnance de non-lieu et provoquer de la part du ministère public un nouveau réquisitoire conforme aux dispositions de l'article 48.

SECTION IV.

Choix du Juge d'Instruction.

Lorsque le Procureur de la République décide qu'un délit déterminé fera l'objet d'une information, à qui appartient-il de choisir le Juge d'instruction ? Dans la plupart des Tribunaux il n'existe qu'un seul Juge d'instruction ; celui-ci doit donc être nécessairement saisi de toutes les informations qui sont ouvertes. Mais il n'en est pas de même dans les arrondissements populeux où le nombre des affaires à instruire exige le concours de deux ou plusieurs magistrats. Devant les Tribunaux divisés en plusieurs Chambres, ce ne sont pas les plaideurs qui choisissent la Chambre devant laquelle viendra leur affaire ; cette désignation est faite par le Président du Tribunal qui fixe les rôles des différentes Chambres. L'absence de chef parmi les Juges d'instruction a rendu impossible un tel procédé. Le législateur de 1856 a pris soin de spécifier en effet que, dans le cas où un Juge suppléant est chargé à titre temporaire des fonctions de l'instruction, il ne saurait être considéré comme le substitut du Juge titulaire et que « cette hiérarchie de fonctions

serait contraire à l'esprit d'une institution essentiellement personnelle et indépendante ».

Différents usages s'étaient introduits dans certains Tribunaux pour la répartition des affaires ; dans les uns, la répartition était faite par le Président du Tribunal ; dans d'autres elle avait lieu par semaines ou par mois ; dans d'autres enfin, les juges se partageaient les affaires selon des zones conventionnelles divisant les arrondissements. La diversité de ces solutions témoignait de l'incertitude qui régnait à ce sujet. Ces différents procédés ont été formellement prohibés par la Chancellerie dans sa circulaire du 23 juillet 1856 (1), car « ils sont contraires au droit de réquisition qui appartient au ministère public et trop souvent ils constituent une entrave à la prompt expédition des affaires, ou un obstacle à la recherche utile et intelligente de la vérité ». La Cour de Cassation (2) s'est rangée de cet avis ; c'est donc au Procureur de la République seul qu'il appartient de répartir les dossiers. Il saisit celui des Juges d'instruction qu'il lui plaît de désigner et le magistrat requis ne peut se refuser à informer sous prétexte que la répartition n'est pas équitablement faite et que le Parquet lui envoie plus d'affaires qu'à ses collègues.

(1) Circulaire Chancellerie 23 juillet 1856. Rec. Of. t. 2, p. 352

(2) Cassation 22 Avril 1875. S. 1875-1-283.

D. 1876 1-43.

Cassation 28 juin 1935-B. 1935 n° 87.

Que devons nous penser de cette solution ? L'article 55 alinéa 2 du C. I. C. porte qu'il pourra être établi plusieurs juges d'instruction dans les arrondissements où les besoins du service l'exigeront ; il ne nous dit pas à qui incombera le choix du Juge d'instruction. Juridiquement, la décision de la Cour Suprême est acceptable car le ministère public exerce l'action publique ; or, le premier acte de cet exercice est le réquisitoire qui saisit un Juge d'instruction déterminé. Il est vrai que la pluralité des Juges d'instruction a été prévue pour les besoins du service et non pour donner au Parquet le droit de choisir entre les différents Juges, il est vrai qu'en principe « il devrait être défendu à ceux qui ont le pouvoir d'instituer et de destituer les Juges, d'user de ce pouvoir pour donner un certain juge à une certaine cause » (1).

Mais il ne suffit pas de critiquer cette solution, il faut encore en trouver une autre et la justifier. Or, l'état actuel des textes ne nous permet pas d'en trouver une meilleure. En pratique, elle a l'inconvénient grave de diminuer encore l'indépendance des juges d'instruction vis à vis du pouvoir exécutif, surtout quand ces fonctions ont été confiées à un juge suppléant. Le plus souvent d'ailleurs ce choix est dicté par le seul souci de la bonne administration de la justice. Il s'établit fatalement entre

(1) Denisart cité par Guillot. Ch. 3 p. 34.

les divers juges d'instruction une différence selon les aptitudes, l'activité et l'expérience de chacun d'eux. Certains se sont signalés par la compétence avec laquelle ils ont conduit des informations d'une nature particulièrement délicate ; d'autres ont des connaissances approfondies sur des matières spéciales, lois sur les Sociétés ou lois fiscales par exemple, et son en meilleure situation de mener à bien une information portant sur ces matières que leurs collègues spécialistes des crimes et délits de droit commun.

C'est ainsi qu'à Paris, le Parquet a pris l'habitude de distribuer aux mêmes magistrats des affaires de nature identique. Il en est de même pour les Commissions rogatoires qui arrivent de tous les points de France et d'étranger ; au lieu de les distribuer à tous les Juges d'instruction, ce qui aurait pour conséquence de paralyser leurs services, elles sont confiées à un ou deux Juges d'instruction, qui, n'ayant pas d'autres soucis, les expédient avec toute la célérité voulue. Enfin les instructions des affaires extrêmement délicates concernant les mineurs sont confiées dans tous les Tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction à des magistrats spécialisés désignés par le Premier Président sur la proposition du Procureur Général.

La désignation du juge d'instruction par le Procureur de la République pour chacune des affaires dont il est saisi est une mesure d'ordre intérieur

qui échappe à la critique des inculpés et des parties civiles. Si le magistrat saisi exerce normalement ses fonctions et s'il est compétent, sa désignation est parfaitement régulière. Il n'est pas douteux que si une requête était présentée à la Chambre des Mises en Accusation par ce motif que la désignation d'un juge d'instruction est entachée d'arbitraire ou de partialité, cette requête serait écartée comme non recevable.

Une instruction commencée par un juge d'instruction peut être poursuivie par un autre. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord à ce sujet. Aux termes de l'article 58 C. I. C., le Tribunal de 1^{re} instance doit, dans les villes où il n'y a qu'un juge d'instruction, si celui-ci est absent, malade ou autrement empêché, désigner un de ses membres pour le remplacer. Le Juge ainsi désigné commencera de nouvelles instructions s'il y a lieu mais il achèvera aussi celles qui sont commencées. C'est donc au Tribunal qu'il appartient de désigner le remplaçant au juge légitimement empêché quand il n'y en a qu'un seul dans l'arrondissement. Le C. I. C. n'a pas reproduit le système pratiqué dans l'ancien droit qui consistait à prendre dans l'ordre du tableau le plus ancien magistrat après le magistrat empêché. Mais l'article 58 ne confère pas au Tribunal le droit de désigner un magistrat pour assister le juge d'instruction ou le juge qui le remplace, et instruire les affaires pour lesquelles celui-ci ne

pourrait suffire ; s'il en était autrement, le Tribunal créerait un second juge dans l'arrondissement où la loi n'en a établi qu'un et il empiéterait sur les attributions que les articles 55 et 56 C. I. C. ne confèrent qu'au pouvoir exécutif (1).

De même, le Tribunal commettrait un excès de pouvoir et s'écarterait des limites fixées par l'article 58 s'il déterminait les affaires devant être attribuées au juge délégué jusqu'au retour du juge titulaire (2).

L'article 58 C. I. C. n'envisage pas le cas où il y a plusieurs juges d'instruction. La Cour de Paris, dans son arrêt du 4 juillet 1888 (3) a tranché la question en décidant que dans les ressorts pourvus de plusieurs juges d'instruction, l'intervention du Tribunal, au cas d'empêchement de l'un des titulaires n'avait pas de raison d'être, « puisque les juges d'instruction ont même caractère, mêmes attributions et même compétence territoriale que leur collègue » ; elle a attribué la désignation d'un nouveau juge d'instruction au ministère public et précisé que ni le parquet, ni le nouveau juge d'instruction n'avaient à aviser le conseil de l'inculpé de cette mesure d'ordre ou de service. Cette décision de la Cour de Paris, confirmée par un arrêt de la

(1) Cri. 26 janvier 1907. B. n° 45, p. 78.

(2) Cri. 22 avril 1875. B. 1875, n° 132, p. 253.

(3) Paris, 4 juillet 1888, D. P. 1890-2-200.

Cour de Cassation du 12 décembre 1925 (1) est sujette à critique ; on ne saurait la justifier en invoquant le droit reconnu au parquet de désigner un juge d'instruction au début de l'information ; les deux situations n'ont rien de commun, car dans un cas il n'y avait pas de juge saisi et dans le second, au contraire, il y en a un. Elle implique le droit au ministère public de dessaisir, au moins provisoirement, le juge désigné en premier lieu car il ne peut en saisir qu'un à la fois, par son réquisitoire introductif. Or, ce droit de dessaisir un juge d'instruction a toujours été refusé au parquet (2).

D'autre part, la désignation d'un juge d'instruction en cours d'information peut avoir des conséquences encore plus regrettables qu'au début de l'information, au point de vue de l'indépendance des fonctions d'instruction. Ce droit de désignation ne peut appartenir davantage au Tribunal car l'article 58 ne s'applique qu'au cas où le juge désigné par le Tribunal est un juge ordinaire : il convient de respecter aussi le principe de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement. En présence de l'ambiguïté de la loi, nous estimons que cet incident devait être réglé par la Chambre des Mises en Accusation comme le sont déjà tous les

(1) B. 1925, n° 344, p. 670.

(2) Cas. 5 janvier 1878, B. 1878, n° 7. Nous nous étendrons plus longuement sur cette importante question en étudiant les effets de la saisine du juge d'instruction. (II^e Partie - Chapitre 2).

incidents qui s'élèvent en cours d'instruction (1). La Chambre des Mises en Accusation possède la plénitude des fonctions de l'instruction ; elle devrait être tout naturellement compétente pour rétablir le cours d'une information arrêté par l'empêchement d'un juge d'instruction. Cette solution parfaitement juridique aurait surtout le gros avantage de respecter le principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction méconnu par la Cour de Paris dans son arrêt de 1898.

(1) Solution proposée par M. Roux. Arrêt Paris, 7 déc. 1898. S. 1901-2-305.

CHAPITRE II.

Saisine du Juge d'Instruction par la partie lésée

SECTION I.

Rôle de la partie lésée

dans la mise en mouvement de l'action publique.

Son origine en droit français.

Le ministère public a-t-il le monopole de la mise en mouvement de l'action publique ? Le juge d'instruction ne peut-il être saisi que par lui ? L'article 1^{er} du C. I. C. semble l'admettre en posant en principe que « l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ». Mais l'article 63 du même code vient apporter à ce principe une exception, un tempérament, en stipulant que « toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou un délit pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé ». Ainsi, lors-

que le dommage a été causé par un crime ou un délit, la personne lésée a le droit de se constituer partie civile dans la plainte adressée au juge d'instruction et de provoquer de cette façon l'ouverture d'une information. La participation de la partie lésée à la mise en mouvement de l'action publique est un des plus graves problèmes de la justice répressive ; elle est parfaitement conforme à la tradition du droit français et constitue aujourd'hui le dernier vestige de l'ancien droit d'accusation qui appartenait à tous les citoyens. Il nous a paru utile de tracer à grands traits l'histoire de la poursuite criminelle en France et de souligner l'évolution remarquable qui la caractérise pour mieux comprendre le sens et la portée des articles 1^{er} et 63 du Code de 1808.

Dans notre très ancien droit, la mise en mouvement de l'action publique appartient exclusivement à la partie lésée ; on ne fait pas de distinction entre la réparation sociale, c'est à dire la punition de l'infraction et la réparation privée, ou paiement du dommage causé par le fait ; l'action publique et l'action civile se confondent : c'est à la victime ou à sa famille qu'il appartient de poursuivre le coupable devant le juge pour obtenir le juste châtiment du crime et la réparation du dommage.

De bonne heure, la nécessité se fit sentir de donner au magistrat une initiative qu'il ne possédait pas tout d'abord en lui permettant de poursuivre le

criminel que personne ne poursuivait. Au 14^e siècle, dans les Cours d'Eglises, puis, dans les Cours Seigneuriales, on voit apparaître un officier spécialement chargé de poursuivre le crime quand il n'y a pas d'héritiers de la victime ; son titre d' « Officier du ministère public » lui est resté. Son rôle, d'abord accessoire et secondaire va grandir au fur et à mesure que s'affermir le pouvoir central. Bientôt, il pourra lui-même exercer la poursuite dans tous les cas, soit en agissant seul, sur la dénonciation du plaignant, soit en se joignant à la partie lésée qui continue à mener elle-même le procès. Quand le ministère public concourt à la poursuite criminelle, la procédure est dite « extraordinaire » ; quand la réparation d'une infraction n'est poursuivie que par la partie lésée, la procédure est dite « ordinaire ». La procédure inquisitoriale garda longtemps cette qualification qui marque son origine, même à une époque où elle était devenue la procédure ordinaire.

A partir de l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539), le crime ou le délit n'est plus considéré seulement comme une atteinte à un intérêt particulier, mais comme un trouble à l'ordre établi. Le rôle du ministère public se précise et l'on distingue la simple dénonciation au Procureur du Roi lequel agit dans ce cas selon sa volonté et possède seul le droit de réclamer une peine dans un but public, de

la plainte avec partie civile où le ministère public n'est que partie jointe.

Au 17^e siècle, l'autorité royale ne cesse de se développer et, par suite, les pouvoirs du Procureur du Roi augmentent. La grande ordonnance de Louis XIV, du mois d'août 1670 désignée sous le nom de l' « Ordonnance Criminelle » marque une étape importante dans ce mouvement de centralisation. Elle pose en principe que seul le ministère public est l'accusateur et que la partie civile ne peut que demander la réparation pécuniaire du dommage qu'elle a subi ; par contre, la plainte de la partie civile, remise au juge, oblige celui-ci à poursuivre.

Au cours des 17^e et 18^e siècles, la justice du roi se substitue aux juridictions seigneuriales ; l'organisation du service public de la Justice devient plus forte et l'institution du ministère public s'affermir ; à la veille de la Révolution, il joue le rôle principal dans la procédure criminelle.

Les premières lois de l'Assemblée Constituante marquent un recul très net des pouvoirs du ministère public causé surtout par la méfiance qu'inspirait au peuple le Procureur du Roi agent du pouvoir central dévoué à la cause monarchiste. La loi des 16-29 septembre 1791 crée en France un double jury et distingue le Commissaire du Roi nommé par le pouvoir central qui dénonce les crimes et l'accusateur public, élu par le peuple, qui soutient

l'accusation devant le jury. La partie lésée joue un rôle de premier plan dans la poursuite car elle a le droit d'obliger les magistrats à procéder à une enquête préliminaire, de soutenir sa plainte devant le jury d'accusation et de participer à la rédaction de l'acte d'accusation. Ce système, trop compliqué, ne dura pas longtemps. L'Assemblée Nationale abolit la dualité des fonctions du ministère public mais ce fut pour attribuer à l'accusateur public les pouvoirs du Commissaire du Roi. Ce fut le Code des délits et des peines du 3 Brumaire an IV qui rétablit le ministère public en lui réservant les pouvoirs qu'il devait conserver par la suite ; aux termes de son article 5 « l'action publique appartient essentiellement au peuple. Elle est exercée en son nom par des fonctionnaires spécialement établis à cet effet ». Notons que ce texte était encore suffisamment large pour justifier l'intervention des tiers dans la poursuite.

Sous le Consulat et l'Empire, l'autorité du pouvoir central s'affirme à nouveau ; elle influe immédiatement sur la mise en marche de l'action publique : la loi du 7 pluviôse an IX marque un retour vers le passé en restituant la poursuite au ministère public et en lui affirmant son caractère de véritable partie publique.

Nous en arrivons aux travaux préparatoires ; une première rédaction, portant simplement que « l'action publique est exercée par les fonctionnaires

établis à cet effet » fut écartée (1) ; on lui préféra le texte définitif qui constitue le 1^{er} paragraphe de l'article 1 du Code et pose le principe du monopole du ministère public dans l'exercice de l'action publique d'une façon beaucoup plus rigoureuse que le précédent. Ce principe, a dit F. Hélie, constitue « la base fondamentale de notre Justice Criminelle » et les termes employés prouvent la ferme volonté du législateur de réserver le droit de poursuite aux Officiers du ministère public.

Le second paragraphe de cet article oppose nettement le droit de punir à la réparation civile. Ce n'est que plus loin dans le Code, à l'article 63, qu'il est fait mention des droits de la partie civile qui n'intervient, au contraire de l'ancien droit, que pour la défense de ses intérêts privés dans les conditions prévues par la loi.

La participation de la partie lésée n'est écartée qu'en ce qui concerne l'exercice de l'action publique réservée aux fonctionnaires à qui elle est confiée par la loi ; or, le droit d'exercer l'action publique et le droit de la mettre en mouvement et de saisir la justice d'une plainte sont essentiellement différents et, dans l'article 63 du Code, le législateur a permis à la partie lésée, sous certaines conditions que nous aurons à examiner, de provoquer la mise en mouvement de l'action publique. Il est

(1) Séance du Conseil d'Etat, 17 fructidor, an XII.

(Locré, t. XXIV, p. 210).

intéressant de noter que, malgré cette centralisation lente et continue de l'administration de la Justice au cours de l'histoire, le système de la poursuite privée, tout en s'atténuant, n'a jamais disparu de nos institutions et le Code n'a fait que suivre sur ce point la tradition de l'ancien droit. Certains réformateurs se sont montrés favorables au monopole absolu du ministère public dans la mise en mouvement de l'action publique ; d'autres, souhaiteraient le retour à l'ancien système de l'accusation populaire ; ces deux conceptions extrêmes sont exagérées. Il est au contraire bien préférable que la loi favorise le concours du ministère public et du plaignant qui se complètent l'un et l'autre et tendent vers un but commun : la répression de l'infraction.

SECTION II.

Conditions de la mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée.

Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut, aux termes de l'article 63 C. I. C. en porter plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction. Dans ce cas, l'exercice de l'action civile devant le juge le saisit nécessairement de l'action publique car, en vertu de l'article 3 du Code, la première ne peut être exercée qu'en même temps que la seconde devant les juridictions répressives.

Deux conditions sont exigées par l'article 63 pour que la partie lésée mette en mouvement l'action publique : il faut

- 1° qu'elle en rende plainte au juge d'instruction,
- 2° qu'elle se constitue partie civile.

Examinons successivement ces deux conditions :

La plainte est la déclaration faite à l'autorité compétente par la personne directement lésée qu'une infraction à la loi pénale a été commise portant atteinte à sa personne, à ses biens ou à son honneur. La plainte diffère de la dénonciation en ce que toute personne, un particulier quelconque, peut ou doit dénoncer à la Justice une infraction parvenue à sa connaissance, tandis que seul, celui qui a été lésé par le crime ou le délit est recevable à en rendre plainte. « Toute plainte, remarque la Cour de Cassation (1) contient nécessairement une dénonciation », « elle n'est qu'une forme particulière de la dénonciation » ajoute F. Hélie (2) ; elle se propose le même but, celui de porter un fait punissable à la connaissance des Officiers qui sont chargés d'en poursuivre la répression ». La plainte peut viser plusieurs délits ou plusieurs inculpés. Si plusieurs personnes ont été lésées par le même délit, elles peuvent se réunir pour former une seule plainte ; mais il a été jugé que la connexité qui existe entre deux faits ne peut pas faire considérer

(1) Cas. 12 nov. 1813 (Rép. Dal. Dénon. cal. 49).

(2) T. 4, n° 1.705.

la plainte relative à l'un de ces faits comme comprenant l'autre, et le second fait peut être l'objet d'une plainte nouvelle (1). Remarquons d'autre part qu'il importe peu que la pièce remise ait été ou non qualifiée plainte ; l'article 63 emploie il est vrai l'expression « toute personne qui se prétendra lésée », mais il ne suffit pas que le plaignant se déclare lésé, il faut, bien entendu, qu'il le soit réellement sans quoi son acte ne constituerait qu'une simple dénonciation et la première condition exigée pour la mise en mouvement de l'action publique ne se trouverait pas remplie.

L'article 65 du C. I. C. a rendu applicables aux plaintes les formes prévues par l'article 31 pour les dénonciations : elles doivent être rédigées par le plaignant ou par un fondé de procuration spéciale ou encore sous forme de procès-verbal par un officier public s'il en est requis. Dans tous les cas, elles sont signées par le Procureur de la République et par le plaignant à chaque feuillet. La question s'est posée de savoir si les formes imposées par l'article 31 étaient prescrites à peine de nullité. La jurisprudence s'est prononcée pour la négative contrairement à l'opinion de F. Hélie (2) en décidant qu'il suffisait que la plainte soit faite par écrit et révèle l'intention de mettre l'action publique en mouvement.

(1) Cas. 29 avril 1808. D. I. C. 488).

(2) F. Hélie, n° 752.

La conséquence essentielle de la différence qui existe entre le dénonciateur et le plaignant, c'est que seul, ce dernier peut se constituer partie civile. Nous en arrivons à la seconde condition nécessaire pour opérer la saisine du juge d'instruction : la constitution de partie civile par le plaignant. La constitution de partie civile est un acte par lequel le plaignant se constitue partie au procès pénal pour obtenir la réparation du préjudice qu'il a éprouvé. Si la plainte est un acheminement vers la constitution de partie civile, elle en diffère cependant en ce sens que le plaignant se borne à signaler le fait dommageable sans demander une réparation quelconque sauf la restitution des objets pris s'il y a lieu et reste, en un mot, étranger au procès, tandis que celui qui se porte partie civile y prend au contraire une part active : il se porte garant qu'une infraction a été commise, entame la procédure, demande à être indemnisé du préjudice qu'il a subi, fournit des preuves à l'appui de ses accusations, débat les éléments du procès, agit à ses risques et périls et répond des frais du procès si aucune condamnation n'est prononcée.

Le C. I. C. n'a imposé aucune forme spéciale pour la plainte lorsqu'elle est accompagnée d'une constitution de partie civile ; il suffit que cette constitution soit faite d'une manière expresse. A la différence des systèmes admis par les Codes de 1791 et du 3 Brumaire an IV (art. 180, 193 et 430), tout

plaignant n'est plus aujourd'hui réputé partie civile ; s'il n'est pas nécessaire que la constitution soit faite dans une forme solennelle il faut, du moins, une intention manifestée d'une façon claire et explicite soit dans la plainte, soit dans un acte subséquent, requête d'avoué par exemple et qu'il ne puisse y avoir aucun doute à cet égard (art. 66 C. I. C.). Il a été jugé que l'ordonnance du magistrat instructeur dans laquelle un individu est désigné comme partie civile ne peut avoir pour effet de lui attribuer cette qualité qui n'est pas justifiée résider en lui (1). Remarquons que l'article 66 n'exige pas à la fois une déclaration formelle de constitution de partie civile et une demande en dommages-intérêts ; l'emploi de la disjonction *ou* dans cet article nous conduit à dire que la victime d'une infraction peut prendre la qualité de partie civile sans pour cela conclure à des dommages et intérêts. Il a été jugé notamment que la demande fréquente de 1 fr. de dommages-intérêts n'est pas nécessaire pour valider cette qualité (2). Mais le versement au greffe d'une certaine somme à titre de provision sur les frais du procès ne confère pas à celui qui l'a effectué la qualité de partie civile (3). Toutefois, en ce qui concerne certaines administrations publiques

(1) Douai, 16 avril 1874. S. 1876-2-83.

(2) Cas. 30 août 1877. B. n° 211.

Cas. 12 Mars 1885. B. n° 83, p. 133.

(3) Cas. 28 mars 1879. B. 1879, n° 77, p. 128.

(1), la jurisprudence fait une distinction entre le cas où il s'agit d'une infraction portant atteinte au monopole de l'administration intéressée et le cas où il s'agit d'un intérêt quelconque, semblable à celui qu'une autre partie civile pourrait invoquer. Dans le 1^{er} cas, l'administration est réputée partie civile en dehors de toute déclaration expresse de sa part et elle est représentée par le Procureur de la République qui agit en son nom ; dans le second au contraire, une déclaration expresse est indispensable (2).

Enfin la Cour Suprême a jugé récemment, toujours en application du même principe, que la constitution doit être faite d'une manière formelle pour chaque délit, que si la partie civile saisit le juge d'instruction d'une plainte pour deux délits, conformément à l'article 63 et ne relève dans sa constitution qu'un seul de ces délits, elle ne met l'action publique en mouvement que relativement à ce délit (3).

Quelles sont maintenant les personnes qui peuvent se constituer partie civile ? Citons en premier lieu celui qui a personnellement souffert d'une infraction ; puis le père, le tuteur, le mari peuvent se constituer partie civile à raison d'un délit dont a

(1) Eaux et Forêts, P. T. T

(2) Cri. 25 juillet 1912. D. 1913-1-497.
Décret du 18 juillet 1811, art 158.

(3) 2 juillet 1925. B. n° 408, p. 401.

Cas 27 octobre 1934. G. P. 1934. p. 763.

souffert le fils mineur, le pupille ou la femme ; le maître ne peut pas se constituer partie civile pour son préposé. De plus, la constitution de partie civile n'est recevable qu'autant que celui qui prend cette qualité a la capacité nécessaire pour intenter toute action civile mobilière, tandis que pour déposer une plainte cette capacité n'est pas requise et toute personne, même un incapable ou un étranger, peut porter plainte, sauf au ministère public à donner à cette plainte la suite qu'il jugera utile (1).

Le plaignant qui se constitue partie civile n'intervient dans le procès qu'en raison du préjudice qu'il a éprouvé. Les dommages-intérêts qu'il réclame représentent la compensation du dommage causé par le délit. Ce dommage, condition d'exercice de l'action civile doit être né et actuel. On ne saurait admettre une constitution de partie civile fondée sur un délit éventuel lequel n'a, en conséquence, pu causer à la partie civile au moment où elle intente son action aucun préjudice. Si un préjudice futur, mais qui se réalisera certainement donne ouverture à une action en justice, ce n'est qu'autant que le fait, d'où doit provenir le dommage, est consommé (2). Il a été jugé (3) que nul ne peut se porter partie civile contre soi-même ; une telle poursuite en effet ne se conçoit pas.

(1) *Cas.* 5 fév. 1857. *S.* 1857-1-391.

(2) *Cri.* 28 juin 1912. *S.* et *P.* 1913-1-597.

(3) *Cas.* 5 nov. 1920. *S.* 1923-1-387.

Un préjudice purement moral suffit pour servir de base à une action en réparation civile portée devant le juge d'instruction.

Enfin il est nécessaire, pour que cette compétence exceptionnelle du juge d'instruction existe, que le préjudice invoqué prenne sa source dans un délit ou dans un crime et que le dommage soit la conséquence directe du crime ou délit. Cependant il est fait exception à cette règle par la loi du 12 mars 1920 (art. 5) en faveur « des syndicats professionnels qui peuvent devant toutes les juridictions exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ». Par suite, il a été jugé (1) que la constitution de partie civile d'un syndicat professionnel était recevable alors même que le préjudice allégué n'était que la suite indirecte du crime ou du délit visé dans la plainte.

Quels sont maintenant les Officiers compétents pour recevoir les plaintes et constitutions de partie civile ? Dans l'ancien droit, les plaintes ne pouvaient être reçues que par le juge ; comme elles constituaient la base de toute procédure et que le plaignant était partie principale au procès, il était naturel qu'il en fut ainsi. Au contraire, les dénonciations étaient faites au Procureur du Roi parce

(1) Cr. 8 juin 1923 (D. P. 1923-1-201).

que, dans ce cas, ce magistrat exerçait lui-même la poursuite. Le Code d'Instruction Criminelle a reproduit cette distinction dans ses articles 30, 48, 50 et 63. Les dénonciations doivent être faites soit au Procureur de la République (art. 30), soit à ses auxiliaires (art. 48, 50). Aucun texte ne mentionne le juge d'instruction comme compétent pour les recevoir tandis que les plaintes et constitutions de partie civile lui sont directement adressées (art. 63) ; mais le Procureur de la République et ses auxiliaires ont aussi qualité pour recevoir les plaintes (art. 64) et lorsque la plainte dans laquelle la personne lésée a déclaré se porter partie civile, après avoir d'abord été remise à d'autres magistrats que ceux désignés par la loi a fini par arriver au juge d'instruction compétent, la constitution de partie civile est pleinement valable.

La plainte accompagnée d'une constitution de partie civile a pour conséquence d'entraîner l'ouverture d'une information, mais elle engage la responsabilité de son auteur qui encourt, outre une responsabilité civile lorsque la plainte est téméraire, et pénale et quand elle est calomnieuse, la condamnation aux frais de la procédure. Pour échapper à cette lourde responsabilité, l'article 66 accorde à la partie civile la faculté de se désister dans les 24 heures de sa déclaration ; passé ce délai, le plaignant reste partie au procès et responsable de tous les frais et dommages-intérêts. Lorsque le dé-

sistement est intervenu en temps utile, il fait disparaître la qualité de partie civile et la responsabilité des frais de la procédure, mais il laisse subsister la responsabilité du simple plaignant. D'autre part, le désistement de la partie civile n'éteint pas l'action publique alors même que celle-ci aurait été mise en mouvement sur plainte de la partie civile (1). Notons enfin que lorsque le plaignant s'est désisté, il ne peut plus renouveler sa demande et se porter une deuxième fois partie civile devant la juridiction criminelle à moins qu'il n'ait formulé des réserves en se désistant.

SECTION III.

Effets de la plainte et constitution de partie civile. Arrêt du 8 décembre 1906.

Que doit faire le juge d'instruction lorsqu'il reçoit directement une plainte ? Si le plaignant ne se constitue pas en même temps partie civile, cette plainte ne vaut que comme une simple dénonciation du crime ou délit signalé. Par suite, sauf en cas de crime flagrant (C. I. C. art. 32), le juge d'instruction ne peut prendre l'initiative de commencer l'information ; il doit se contenter de transmettre la plainte au Procureur de la République et ce magistrat prend sa décision comme s'il l'avait directement reçue lui-même ; il peut donc, soit s'abste-

(1) Cas. 11 août 1881. S. 1882-1-142.

nir de toute poursuite et classer la plainte sans suite, soit citer directement le prévenu devant le Tribunal Correctionnel, soit enfin requérir une information régulière.

Il en est différemment lorsque le plaignant se constitue en même temps partie civile devant le juge d'instruction, car, dans ce cas, il provoque une information et par suite une décision de ce magistrat. Aux termes de l'article 70 C. I. C., le juge d'instruction doit tout d'abord communiquer la plainte au Procureur de la République « pour être requis par lui ce qu'il appartiendra ». Deux cas sont à envisager : si le Procureur de la République requiert qu'il plaise au juge d'instruction procéder à une information sur la plainte, il n'existe alors aucune difficulté : le juge est saisi par ces réquisitions et l'action de la partie civile se joint à celle du ministère public ? Mais il est possible que le Procureur de la République, après examen de la plainte, estime qu'il n'y a pas lieu à informer et renvoie le dossier au juge d'instruction avec un réquisitoire dans ce sens. Que doit faire alors le magistrat instructeur ? Doit-il passer outre aux réquisitions du ministère public et procéder à une information ? Est-il au contraire lié par ces réquisitions et obligé de s'abstenir conformément à l'avis exprimé par le Parquet ?

Cette question d'une importance capitale, mettant aux prises les droits respectifs des citoyens et du ministère public sur l'action née d'une infraction, a fait l'objet de vives controverses ; les deux systèmes ont été longtemps soutenus avec la même vigueur et la même opiniâtreté. Le litige a été définitivement résolu par un arrêt de la Cour de Cassation du 8 décembre 1906 (1) ; les auteurs et les Tribunaux se sont soumis à cette décision de la Cour Suprême, aussi peut-on dire que la discussion qui a eu lieu à ce sujet ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, mais son importance est telle qu'il nous a paru indispensable d'en rappeler ici les détails.

Le point de droit qui nous occupe demeura longtemps en suspens ; c'est que le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile au juge d'instruction n'était pas très fréquent, et quand il se produisait par hasard dans ces conditions une constitution de partie civile, les parquets ne refusaient pas de requérir l'ouverture d'une information. Ce n'est qu'en 1880, à l'époque où fut décidée la dispersion administrative des communautés religieuses, que la question se posa dans toute son ampleur. Les citoyens expulsés portèrent plainte pour violation de domicile, violences et attentats à la liberté individuelle. Les magistrats instructeurs appliquant l'article 70 du Code communiquèrent les plaintes aux

(1) Cas. 8 déc. 1906. D. P. 1907-1-107.

parquets qui refusèrent de requérir l'ouverture d'une information. En dépit de ces réquisitions, les Premiers Présidents saisis rendirent presque partout des ordonnances reconnaissant aux juges d'instruction le droit d'informer malgré des réquisitions contraires du ministère public. C'est ainsi que le Premier Président de la Cour de Poitiers (1) jugea que « sous les seules conditions d'être saisi par une constitution de partie civile, d'être compétent à raison du lieu et de la matière, et d'avoir préalablement pris les conclusions de la partie publique, le magistrat instructeur, quel que soit d'ailleurs le sens des réquisitions du Parquet, est investi du droit et chargé du devoir d'informer sur les faits qui lui sont dénoncés ». Des ordonnances furent rendues dans le même sens par les Premiers Présidents des Cours de Bordeaux (2) et de Pau (3). Un arrêt de la Cour d'Angers (4) dit de même que « si le législateur a réservé au ministère public seul l'exercice de l'action publique, comme une prérogative de sa fonction, il n'a point entendu refuser à la partie lésée, qui se constitue partie civile, le droit de mettre cette action en mouvement ». La thèse libérale triompha donc et si, en définitive, les juges d'instruction furent dessaisis, ce fut à la suite

(1) Ordonnance, 9 septembre 1880. D. P. 1881-2-34.

(2) Ordonnance, 1^{er} août 1880, D. P. 1881-3-20.

(3) 15 novembre 1880.

(4) Chambre d'Ac., 21 sept. 1880. D. P. 1881-1-235.

d'une décision du Tribunal des Conflits pour des motifs qui ne portaient pas sur le fond du problème juridique qui avait été soulevé.

La question fut posée peu après sur le terrain parlementaire. Dans sa première délibération sur le projet de réforme du C. I. C. en 1882, le Sénat la trancha contre le droit de la partie civile en décidant que « hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction n'est saisi que par les réquisitions du Procureur de la République ». Mais la Commission de la Chambre des Députés adopta en 1887 le système contraire en décidant que « le juge d'instruction est saisi, soit par les réquisitions du ministère public, soit par la plainte de la partie lésée. Cette plainte, ajoutait la Commission, n'aura d'effet qu'autant que le ministère public en aura reçu communication du plaignant et que celui-ci aura déclaré se porter partie civile ». Par la suite, des arrêts contradictoires sont intervenus. Le dernier, défavorable à la partie civile, fut rendu par la Cour d'Appel de Lyon le 25 octobre 1905 (1) ; il est dit dans cet arrêt que le juge d'instruction ne peut ouvrir une information sur la plainte d'une partie civile qu'autant qu'il a été saisi de réquisitions conformes du ministère public.

Examinons les arguments invoqués par les partisans des deux thèses en présence.

(1) Lyon, 25 Oct. 1905. D. P. 1906-2-89.

Le droit de mettre l'action publique en mouvement, affirmaient les partisans du système restrictif, appartient exclusivement au ministère public aux termes de l'article 1 C. I. C. Permettre au juge d'instruction d'instruire sans que le Parquet l'en ait requis serait porter atteinte à l'indépendance du ministère public ; le juge serait de son côté dans la dépendance du premier venu et se verrait dans l'obligation d'ouvrir des informations à la suite de plaintes évidemment mal fondées. De plus, le magistrat instructeur pourrait aller jusqu'à provoquer la constitution de partie civile dans une affaire, et, par ce procédé, mettre en quelque sorte, lui-même, l'action publique en mouvement. « Que deviendrait alors s'écriait M. Dauphin (1), la règle suivant laquelle le juge d'instruction ne peut se saisir d'office ? » D'autre part, l'action civile portée par le plaignant devant le juge d'instruction qui entraîne automatiquement la mise en mouvement de l'action publique, a uniquement pour objet l'obtention d'une réparation civile. Or, en s'adressant au Tribunal Civil, la partie lésée pourrait obtenir cette réparation plus facilement et plus sûrement. Enfin et surtout, ils alléguaient que ce pouvoir de mise en mouvement de l'action publique favoriserait le dépôt de plaintes téméraires ou calomnieuses et que les parties lésées, n'écoutant que leurs intérêts et

(1) Sénat. Délibérations parlementaires Sénat 1882. Séance du 13 mai.

leurs passions, auraient ainsi la faculté de traîner devant la justice des hommes irréprochables.

Ces derniers arguments furent combattus avec succès par les partisans de la thèse favorable à la partie civile. Si le principe posé par l'article 1 C. I. C. était rigoureusement absolu répliquait Faustin Hélie (1), « la partie civile ne pourrait que greffer son action sur celle que le ministère public aurait intentée et, par suite, il ne pourrait y avoir d'action civile devant le juge de répression quand le ministère public s'abstiendrait. Or, il n'en est pas ainsi ». Il résulte en effet des articles 135 et 182 du C. I. C. que la citation directe de la partie lésée en Simple Police ou en Police Correctionnelle met en mouvement l'action publique indépendamment de l'attitude du ministère public et même malgré sa résistance. Deux arrêts de la Cour de Cassation des 29 février 1828 et 23 février 1839 précisent que, dans ce cas, ce n'est pas dans les réquisitions du ministère public que l'action publique prend naissance, mais dans la citation directe de la partie civile. Ainsi la partie civile qui cite directement un prévenu devant le juge de simple Police ou le Tribunal Correctionnel met l'action publique en mouvement. Dans ces conditions n'est-il pas logique qu'en matière criminelle, où l'objet de la plainte est plus grave, et l'intérêt de la victime à obtenir une répa-

(1) Faustin Hélie 1, n° 516.

ration plus grand, les citoyens puissent disposer d'une protection équivalente ? Et les auteurs se sont montrés favorables à ce qu'on a appelé « le droit de citation directe devant le juge d'instruction », en rapprochant les articles 182 et 63 du C. I. C. Cette opinion était en outre conforme à la volonté du législateur de 1808 : « lorsqu'un offensé se plaint, disait Cambacérès (1), lorsqu'il se porte partie civile, il ne faut pas que le Procureur Impérial puisse le paralyser par un refus de poursuivre. La justice veut que, dans ce cas, on permette à la partie plaignante de recourir au juge instructeur ». Nombreux sont les articles du C. I. C. (art. 135, 217, 315, 317, 319, 321, 330, 331) qui mentionnent le droit d'intervention de la partie civile dans les procès criminels ; l'article 135 en particulier lui reconnaît le droit de porter l'action publique devant la Chambre des Mises en Accusation et par conséquent de conserver cette action ; ne devait-on pas logiquement en déduire le droit pour la partie civile de la mettre en mouvement ?

En ce qui concerne l'indépendance du ministère public, les partisans du système favorable à la partie civile faisaient remarquer qu'elle est sauvegardée en tout état de cause car si le ministère public est obligé de faire connaître ses conclusions, il n'est pas astreint à les donner dans le sens de la plainte.

(1) Séance du Conseil d'Etat, 1^{er} juin 1808.

Le ministère public est libre de requérir et de conclure s'il lui plaît à une déclaration de non-lieu. L'obligation de conclure n'est pas plus contraire à son indépendance que l'obligation de juger ne l'est à celle d'un Tribunal.

La thèse libérale est, d'autre part, la seule qui sauvegarde l'indépendance du juge d'instruction à l'égard des parquets. Il est essentiel que la juridiction d'instruction s'exerce comme les autres juridictions en toute indépendance des réquisitions de la partie publique ; les articles 127, 128 et 129 du C. I. C. sont très nets sur ce point : ils prévoient les cas où, conformément à l'article 127, le juge d'instruction a communiqué au Procureur de la République la procédure terminée, et subordonne le renvoi ou le non-lieu à l'unique appréciation du magistrat instructeur. Celui-ci peut donc en toute liberté rendre une ordonnance de non-lieu lorsque le Procureur de la République a requis le renvoi devant une juridiction de répression ou inversement ; dès lors, on ne saurait admettre que le juge soit lié par les réquisitions intervenues au début de la procédure et ne le soit pas par celles qui sont produites en fin de procédure. Toute distinction serait contradictoire et en opposition avec les textes qui n'en ont pas prévu.

Lorsque l'action civile de la partie lésée est portée devant la juridiction répressive, elle prend un

caractère particulier et il est inexact de dire que son but est le même que celui de l'action civile proprement dite. « Sans doute, dit un arrêt de la Chambre des Mises en Accusation de Dijon (1), le plaignant n'est recevable à intenter son action que s'il justifie d'un dommage et prend la responsabilité de partie civile ; mais quand ces conditions sont remplies, c'est réellement une poursuite criminelle qui est engagée et non simplement une action civile ». S'il est vrai que la partie civile a toujours la ressource de porter son action devant les juridictions civiles, dans bien des cas lit-on dans le rapport de M. le Conseiller Atthalin (2) « une instruction préalable est l'unique procédé qui permettra de recueillir les témoignages et d'opérer les constats sans lesquels la conviction du juge ne pourrait se former ». A l'appui de cette opinion le juge d'instruction Guillot écrivait dans ses Principes sur le nouveau Code d'Instruction Criminelle : « Refuser une instruction au plaignant qui indique ses témoins et demande à faire la preuve, c'est le mettre le plus souvent dans l'impuissance absolue de faire valoir ses droits et l'exposer à perdre son procès s'il le tente devant le Tribunal Civil ».

L'argument du chantage soulevé en dernier lieu fut fort judicieusement réfuté par les partisans de la thèse extensive qui firent simplement observer

(1) Dijon, 26 juillet 1881, B. n° 211, p. 412.

(2) Rapporté au Dalloz, 1907-1-107.

que le chantage est beaucoup plus à craindre lorsque le plaignant use de la citation directe que lorsqu'il saisit le juge d'instruction. La procédure des cabinets d'instruction est plus discrète et moins sujette à publicité que l'audience des Tribunaux. Il est à peine besoin de dire que toute procédure engagée à la suite d'une plainte manifestement inspirée par la rancune ou le chantage sera immédiatement arrêtée par une ordonnance de non-lieu. De plus, le fait que la partie civile soit responsable des frais de la procédure en cas d'échec est une garantie certaine du caractère sérieux de la plainte. Nous reviendrons un peu plus loin sur cette question qui est à l'origine de la loi du 2 juillet 1931.

Les auteurs, pour la plupart, s'étaient déjà prononcés en faveur de la partie civile ; la Cour Suprême, dans son arrêt de 1906, se rangea de leur avis. Il s'agissait en l'espèce d'un acte dommageable ayant le caractère d'un crime, mais il a été admis que le particulier lésé par un délit à non seulement le droit de citer directement devant le Tribunal Correctionnel celui qu'il prétend être l'auteur du délit, mais qu'il a aussi la faculté de saisir le juge d'instruction. Cette dernière solution présente d'ailleurs le grand avantage de remettre au magistrat instructeur la charge d'établir l'existence du délit, d'en apporter les preuves au Tribunal et de citer les témoins.

La partie civile a donc un droit, parallèle à celui du ministère public, de mettre en mouvement l'action publique, quelles que soient les réquisitions prises par le Procureur après la communication prescrite par l'article 70 C. I. C. Le juge saisi conformément à l'article 63 a le devoir d'informer sur la plainte dans telle mesure qu'il appartient. Que doit faire en pratique le juge d'instruction qui reçoit des réquisitions portant qu'il n'y a lieu à informer ? Doit-il commencer aussitôt son instruction sans tenir compte des réquisitions du ministère public, ou doit-il au préalable rendre une ordonnance motivée contredisant les réquisitions qui lui ont été faites ? L'arrêt de la Cour de Cassation de 1906 n'a pas envisagé cette question. Le Conseiller rapporteur s'est prononcé pour la deuxième solution ; elle a en effet l'avantage de permettre un contrôle immédiat de la Chambre des Mises en Accusation. L'ordonnance motivée prendra force de chose jugée si, dans les 24 heures, elle n'est pas frappée d'appel par le Procureur de la République, conformément à l'article 135 du C. I. C. ,

Toutefois il n'en sera ainsi que si le juge d'instruction est compétent et la constitution de partie civile régulière. Le magistrat instructeur doit vérifier la recevabilité de la constitution de partie civile puisqu'il n'est saisi que par cette constitution ; il doit dire si le plaignant a subi un dommage car

la qualité de partie lésée est nécessaire à l'exercice du droit reconnu aux particuliers par l'article 63. Lorsque ces deux conditions sont réunies, le juge d'instruction est obligé d'informer. S'il se bornait à classer la plainte et se refusait à rendre une ordonnance, il pourrait être pris à partie pour déni de justice. Cette obligation ne cesse, dit l'arrêt de 1906, que « si le juge d'instruction décide en l'état, soit que, d'ores et déjà, la prévention est suffisamment établie pour être procédé ainsi qu'il est dit aux articles 129, 130 et 133 ; soit que, pour des causes affectant l'action publique elle-même, les faits ne peuvent légalement comporter une poursuite (par exemple en cas d'amnistie, décès, prescription, chose jugée), ou que, à les supposer démontrés, ils ne sauraient admettre aucune qualification pénale. » Dans ce cas, le juge rendra une ordonnance motivée de non-lieu avant d'entamer toute procédure ; une telle ordonnance peut être rendue lorsque l'action publique est mise en mouvement par le Parquet, il est logique qu'il puisse en être de même lorsqu'elle est mise en mouvement par la partie civile (1), et celle-ci aura le droit d'en appeler à la Chambre des Mises en Accusation qui pourra, conformément à l'article 235 C. I. C. ordonner des poursuites, informer ou faire informer.

(1) Nous reviendrons dans notre seconde partie, Chapitre II (Etude des effets de la saisine) sur les cas où le juge d'instruction peut, par une ordonnance motivée, se refuser à informer.

L'irrecevabilité de l'action civile directement portée devant la juridiction répressive a pour conséquence de rendre également irrecevable l'action publique ; mais il en est autrement si le Procureur de la République, sur la communication prescrite par le Code, prend des réquisitions favorables à une information. Un arrêt de la Cour de Cassation du 5 avril 1924 (1) porte que, « en agissant ainsi dans la plénitude de son indépendance le ministère public participe, autant qu'il lui est possible de faire, à la mise en mouvement de l'action publique, dont il ne se borne pas seulement à assurer l'exercice. Dès lors, les nullités qui affectent l'action civile n'atteignent pas l'action publique laquelle subsiste tout entière et prend exclusivement sa source dans les réquisitions du parquet.

Un autre arrêt de la Cour Suprême (2) décide que l'obligation pour le juge d'instruction d'informer n'a pas pour effet de lui imposer la qualification pénale que le plaignant croit pouvoir donner aux faits qu'il allègue. La plainte a pour unique effet de saisir le juge du fait incriminé et il lui appartient d'apprécier la réalité de ce fait et la qualification qu'il convient de lui donner. Mais il est tenu d'informer sur tous les chefs d'inculpation relevés dans la plainte. Une arrêt de la Cour de

(1) Cas., 5 Avril 1924. B. 1924, n° 163, p. 285.

(2) Cas., 25 janvier 1921. G. P. 1921-1-409.

Cassation (1) reconnaît que si, en principe, un arrêt de non-lieu de la Chambre de Mises en Accusation non attaqué par le ministère public éteint l'action publique sans que la partie civile puisse la faire revivre par un pourvoi, cette action, au contraire, subsiste, et la voie du recours en Cassation est ouverte à la partie civile lorsque la juridiction d'instruction a omis d'informer sur certains chefs d'inculpation relevés par le plaignant. Toutefois quand la partie civile dénonce dans sa plainte en vue de l'ouverture d'une information des faits précis qu'elle qualifie et vise en outre « tous autres crimes et délits que l'information pourra révéler », elle ne saisit la juridiction d'instruction d'aucun fait déterminé en dehors de ceux précisés dans la plainte et il n'appartient pas au magistrat instructeur, au cas où son information aurait révélé d'autres crimes ou délits, de s'en saisir d'office ; (2) le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction s'y oppose formellement, et pour étendre la saisine primitive du juge d'instruction, la partie civile doit lui soumettre de nouvelles conclusions. En pratique, lorsque le magistrat instructeur découvre de nouveaux crimes ou délits en cours de pro-

(1) Cas., 21 avril 1932. G. P. 1932-2-239. Dans l'espèce qui nous occupe, le sieur Chartier, partie civile, avait relevé dans sa plainte à l'encontre du sieur Bontemps le crime de faux et le délit d'abus de confiance ; le juge d'instruction saisi avait instruit sur le faux et non sur l'abus de confiance.

(2) Cas., 16 Novembre 1934 G. P. 1934. Déc. p. 861.

cédure, il en avise le Parquet qui délivre un réquisitoire supplétif. Il est constant qu'une plainte avec constitution de partie civile, alors même qu'elle ne désigne personne satisfait au vœu de la loi et met en mouvement l'action publique (1).

Une question plus délicate s'est posée, comme suite à l'arrêt de 1906 : le juge d'instruction saisi conformément à l'article 63 est-il obligé d'instruire contre les personnes nommément désignées comme inculpées par la partie civile ; ne peut-il pas se borner à instruire contre inconnu ? Un juge d'instruction ayant instruit de cette façon conformément aux réquisitions du ministère public, la Chambre des Mises en Accusation jugea sur opposition de la partie civile qu'il était loisible au magistrat instructeur de procéder ainsi et de recueillir des renseignements permettant d'inculper par la suite telles ou telles personnes déterminées ; mais cet arrêt fut cassé par la Cour de Cassation (2) pour avoir méconnu les droits propres de la partie civile. Cette décision qui renforçait la jurisprudence de 1906 était contraire au principe aujourd'hui admis suivant lequel le juge d'instruction est saisi « in rem » et non « in personam ». Nous n'insistons pas sur ce principe qui fera l'objet de développements ultérieurs (3). Signalons cependant que le

(1) Dijon, 23 juillet 1930. D. H. 1930, p. 546.

(2) Cas., 28 mai 1925. B. 1925. n° 170.
D. P. 1926-1-121.

(3) II^e Partie-Chapitre 1. Section 2.

nombre de plaintes s'étant considérablement accru, provoquant l'encombrement des cabinets d'instruction dans les grandes villes pour des affaires qui auraient été classées sans suite ou portées directement à l'audience à l'époque antérieure, le législateur fut amené à intervenir spécialement en cette matière. Aux termes de la loi du 2 juillet 1931, qui complète l'article 70 du C. I. C., le Procureur peut, en présence d'une plainte insuffisamment motivée ou justifiée par les pièces produites, requérir qu'il soit provisoirement informé contre toute personne que l'instruction fera connaître. Dans ce cas, celui ou ceux qui se trouvent visés dans la plainte peuvent être entendus par le juge d'instruction comme témoins jusqu'au jour où les résultats de l'information lui permettront de les inculper légitimement. Si, au contraire, ces résultats ne confirment pas la plainte de la partie civile, un non-lieu sera rendu et personne n'aura été inculpé. Cette nouvelle disposition de loi aura l'avantage de décourager certaines plaintes téméraires ou calomnieuses sans pour cela porter atteinte à l'indépendance du juge d'instruction, car en aucun cas ce magistrat ne saurait être lié par les réquisitions du parquet ; il rendra ses ordonnances en toute liberté sous le contrôle de la Chambre des Mises en Accusation que le ministère public et la partie civile peuvent toujours saisir par la voie d'appel.

Notons enfin que le droit de provoquer une information accordé au plaignant qui se constitue partie civile en matière de crimes et délits ne s'étend pas aux contraventions de Simple Police (1) : le juge d'instruction doit dans ce dernier cas déclarer la plainte non recevable. Il lui arrivera cependant de s'occuper des contraventions : supposons qu'au moment où l'information est requise, le fait paraisse constituer un délit, et qu'il perde ce caractère en cours de procédure pour ne plus présenter que les éléments d'une contravention : le juge, valablement saisi, doit continuer son instruction et renvoyer le prévenu devant le Tribunal de Simple Police (2).

SECTION IV.

Réouverture de l'information à raison de la survenance de charges nouvelles. Arrêt des Chambres Réunies du 29 Janvier 1931.

Vingt-cinq ans après la fin de la controverse sur la portée de l'article 63 du C. I. C., la discussion reprit mettant à nouveau aux prises les droits respectifs du ministère public et de la partie civile sur l'action publique. Il ne s'agissait plus cette fois de mettre en doute le droit reconnu à chaque

(1) Cas., 18 avril 1929, B. 1929, n° 128.

(2) Cas., 4 janvier 1900. D. P. 1902-5-385.

B. 1900, n° 1.

citoyen de provoquer l'ouverture d'une première information. La question à résoudre se posait de la façon suivante : une partie civile peut-elle, après la clôture d'une première instruction pour charges insuffisantes, obtenir par une nouvelle constitution de partie civile, la réouverture de l'information pour charges nouvelles malgré les conclusions contraires du ministère public ? Les auteurs qui avaient envisagé cette question à la fin du siècle dernier l'avaient unanimement résolue dans le sens du droit exclusif du ministère public et il est intéressant de remarquer que ces mêmes auteurs se prononcèrent en faveur de la partie civile lors de la discussion de 1906. Mais à la suite de l'arrêt de la Chambre Criminelle, les deux thèses furent soutenues tant en doctrine qu'en jurisprudence. Nous allons présenter successivement les arguments sur lesquels on s'appuya de part et d'autre comme nous l'avons fait dans notre précédente section.

L'article 1^{er} du Code d'Instruction Criminelle, soutinrent les partisans de la thèse favorable à la partie civile, n'est qu'une de ces affirmations générales que le législateur place au début de son œuvre, mais qui reçoivent par la suite des atténuations ». (1) L'article 63 ne doit pas être considéré comme une exception au principe posé

(1) Note Demogue. S. 1907-1-378.

par l'article 1, mais comme un autre principe général qui se suffit à lui-même. Il en résulte que pour tout ce qui concerne tant la mise en mouvement originaire que la reprise de l'action publique, la partie civile doit être placée sur un pied d'égalité avec le ministère public. Pourquoi, dès lors, restreindre à la seule ouverture d'une première instruction le droit pour la partie civile de mettre en mouvement l'action publique ? L'arrêt de 1906 n'avait-il pas reconnu à la partie civile un droit « parallèle à celui du ministère public ? » Aucun texte n'étant venu limiter ce droit au dépôt d'une plainte unique, on doit en conclure que l'article 63 est encore applicable après une ordonnance de non-lieu s'il survient des charges nouvelles.

Un deuxième argument fut tiré du dernier membre de phrase du premier paragraphe de l'article 248 du C. I. C. Il y est dit en effet qu'en cas de charges nouvelles, il sera procédé à une « nouvelle instruction ». Ainsi, il ne s'agit pas d'un complément d'instruction, mais d'une instruction nouvelle, différente de la première qui s'ouvre sur des charges jusqu'alors ignorées. Les droits que la partie civile tient de la loi n'ayant encore pu s'exercer sur cette nouvelle poursuite ne peuvent dès lors se trouver épuisés.

D'autre part, s'il est vrai que l'article 248 C. I. C. réserve au seul Procureur Général le droit de pro-

voquer la réouverture d'une information sur charges nouvelles, cet article ne vise qu'un cas spécial, celui où l'ordonnance de non-lieu a été confirmée par un arrêt de la Chambre des Mises en Accusation et il a pour but d'éviter que le Juge d'Instruction soit saisi directement d'une affaire sur laquelle la juridiction du deuxième degré a statué ; en raison de son caractère exceptionnel, l'article 248 doit être strictement interprété et son application ne saurait être étendue par simple analogie à d'autres cas que celui qu'il prévoit et, en particulier, au cas où l'ordonnance de non-lieu n'a pas été frappée d'opposition.

A ces divers motifs d'ordre juridique, un autre, d'ordre pratique venait s'ajouter : n'était-il pas à craindre que le refus d'agir du Parquet n'aboutisse dans certains cas à de véritables dénis de justice au préjudice de la partie civile ?

Tels furent, en résumé, les arguments soulevés en faveur du droit de la partie civile de provoquer la réouverture d'une information sur charges nouvelles. Les plus remarquables défenseurs de cette thèse furent Messieurs les Professeurs Hugueney (1) et Fréjaville (2). Deux arrêts, l'un de la Cour de Paris (3), le second de la Cour de Rouen (4) sur ren-

(1) Note rapportée au *Sirey*, 1929-2-49.

(2) Note rapportée au *Dalloz*, 1929-1-148.

(3) *S.* 1929-2-49, précité.

(4) *Rouen*, 20 février 1930. *D.* 1930-2-70.

voi de la Cour de Cassation vinrent confirmer cette doctrine.

Les adversaires de la théorie extensive affirmèrent au contraire que faire jouer l'article 63 au cas de reprise de l'instruction sur charges nouvelles, c'était en étendre l'application à un cas qu'il n'avait pas prévu. On ne saurait, en présence de l'article 1^{er} du Code d'Instruction Criminelle soutenir que la partie civile a des droits égaux à ceux du ministère public au point de vue de l'exercice comme de la mise en mouvement de l'action publique. En principe, c'est au ministère public seul qu'appartient cette action : il est « l'accusateur de droit commun » (1). Si certains articles reconnaissent à la partie civile dans des cas exceptionnels le droit de provoquer ou d'intervenir dans son exercice, ces articles doivent être interprétés restrictivement. Il est évident que la partie civile n'a pas un droit parallèle à celui du ministère public. Les preuves en sont nombreuses dans le Code : en particulier la partie civile ne peut former opposition (2) aux ordonnances du juge d'instruction que dans les cas prévus par les articles 128, 129, 130 et 135, tandis que l'opposition du Procureur de la République est recevable dans tous les cas ; de même la partie

(1) Réquisitions du Procureur Général Matter. G. P. 1931-1-249.

(2) Cette voie de recours constitue un véritable appel ; le terme « opposition » encore en vigueur en 1931, a été modifié par la loi du 25 mars 1935.

civile ne peut se pourvoir en Cassation contre un arrêt rejetant son opposition à une ordonnance de non-lieu. L'article 63 prévoit précisément un cas exceptionnel où la partie lésée a le droit de mettre en mouvement l'action publique. C'est un tempérament apporté au principe de l'article 1 et, en l'affirmant, on ne fait que reprendre les termes de l'arrêt du 8 décembre 1906 : « Attendu que la disposition de l'article 63 renferme l'un des tempéraments apportés par la loi (notamment dans les articles 64 § 2, 145, 182, 135 du C. I. C.) au principe général suivant lequel, aux termes de l'article 1, l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ».

Les arrêts postérieurs de la Cour de Cassation reproduisent à peu près les mêmes termes, tel cet attendu d'un arrêt du 17 février 1916 (1) : « Attendu qu'il est de principe que l'action publique n'appartient qu'aux fonctionnaires à qui elle est confiée par la loi et que la partie civile ne peut exercer l'action que pour la réparation du dommage à elle causé par l'infraction ; qu'ainsi ses actes ne mettent en mouvement ou ne conservent l'action publique que dans des cas exceptionnels et formellement prévus par la loi ». Puisque l'article 63 renferme un tempérament, une exception à un principe, il doit être interprété restrictivement. Or, c'est

(1) D. 1920-1-167.

uniquement en raison du fait qui l'a lésée que la victime peut saisir le juge d'instruction ; la survenance de charges nouvelles ne saurait être considérée comme un nouveau fait qui porte préjudice à la partie civile ; celui dont elle se plaint à nouveau est toujours le même. Remarquons en outre que les articles 246 et suivants sur la reprise de l'information pour charges nouvelles n'ont pas été compris dans l'énumération des exceptions à l'article 1 faite dans l'arrêt de 1906.

En second lieu, il est bien exact que l'article 248 du C. I. C. parle d' « instruction nouvelle », mais il ne faut pas attacher à ces mots un sens exagéré car il est évident que l'instruction à laquelle il est de nouveau procédé forme un tout avec la première ; les nouvelles charges relevées doivent nécessairement être rapprochées des précédentes qu'elles complètent. L'infraction restant la même, on ne saurait parler de deux instructions distinctes ; c'est la première qui revit. Remarquons aussi avec Monsieur le Conseiller rapporteur (1) que la reprise de l'instruction sur charges nouvelles a pour effet de faire tomber l'autorité de chose jugée qui s'attachait à l'ordonnance de non-lieu. Cette autorité tombant, l'ordonnance de non-lieu se trouve du même coup annihilée en tant qu'elle avait mis fin à l'instruction ; celle-ci a donc cessé d'être close, elle redevient pendante et se confond par suite

(1) Arrêt du 29 janvier 1931. Rapport de M. le Conseiller Mornet, G. P. 1931-1-249.

avec celle qui n'en est que le complément nécessaire. L'expression « reprise d'instance » employée dans certains arrêts de la Cour de Cassation (1) est beaucoup plus pertinente. D'autre part, les termes de l'article 247 prouvent bien qu'il s'agit en réalité d'une reprise d'instance ; nous y relevons les mots : fortifier, développements... : le but de la nouvelle instruction est en effet de fortifier et de développer la première qui continue. La Cour de Cassation a appliqué cette idée que la première instruction n'avait été clôturée « qu'en l'état » en matière de compétence. Elle a décidé (2) qu'en cas de charges nouvelles « le juge d'instruction reprend de plein droit sa compétence pour instruire sur les éléments nouveaux qui n'ont pas fait l'objet de sa première instruction ».

L'article 248 donne au Procureur Général le pouvoir de provoquer la reprise d'une information pour charges nouvelles, mais il ne vise que le cas spécial où le non-lieu a été confirmé par un arrêt de la Chambre des Mises en Accusation ; il a été répondu à cet argument par les partisans de la thèse favorable au monopole du ministère public que l'article en question accorde le droit de reprise au Procureur Général seul, à l'exclusion donc de la partie civile. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison de procéder autrement et de ne pas le donner

(1) Notamment Cri, 27 janv. 1870, D. 1870-1-442.

(2) 5 janv. 1854. D. 1854-1-56.

au Procureur de la République seul, qui est le substitut du Procureur Général devant le Tribunal de 1^{re} instance, lorsque les charges nouvelles se révèlent après une ordonnance de non-lieu non frappée d'opposition ; dans les deux cas la règle est la même : elle refuse à la partie civile le droit de saisir à nouveau le magistrat instructeur. C'est d'ailleurs ce qui a été admis par l'arrêt de la Chambre Criminelle du 5 janvier 1854 (1) rendu sur le rapport de Faustin-Hélie.

Le paragraphe 2 du même article 248 donne au juge d'instruction le pouvoir de décerner un mandat de dépôt avant même la réouverture de l'instruction. En vertu de quelle saisine le juge peut-il opérer ainsi ? Ce n'est pas en vertu de la nouvelle instruction qui n'est pas encore commencée. Comme il n'a pu se saisir lui-même ce qui serait contraire au principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction, on en déduit que ce ne peut être qu'en vertu d'une « prorogation exceptionnelle » (2) conférée par la loi de l'ancienne instruction dont il n'a été dessaisi que relativement à l'état des charges existant lors de sa décision.

Cette 2^e opinion soutenue par Garraud et Roux fut adoptée une première fois par la Cour Suprême dans son arrêt du 16 novembre 1929 (3) et défi-

(1) 5 janvier 1854. D. 1854-1-56 précité.

(2) Réq. P. G. Matter, arrêt du 29 janvier 1931.

(3) D. 1929-1-145.

S. 1930-1-316.

nitivement consacrée par un arrêt des Chambres Réunies du 29 janvier 1931. Le système qui résulte des arrêts de 1906 et 1931 est logique et cohérent. Il permet à la partie civile de défendre ses intérêts devant la juridiction répressive et de triompher de l'inertie du ministère public mais lui refuse la faculté de provoquer indéfiniment la reprise d'une information en invoquant de bonne ou mauvaise foi des charges nouvelles. Il eut été abusif de laisser la victime seule juge du point de savoir si les charges nouvelles invoquées par elle sont suffisantes pour justifier la reprise d'une information close par une décision de non-lieu : une telle appréciation ne pouvait être confiée qu'aux magistrats chargés de la poursuite. Ajoutons en dernier lieu qu'il sera toujours possible à la partie lésée d'engager son action civile dans la mesure où elle ne portera pas atteinte à l'autorité de la chose jugée.

On s'est demandé si le Procureur de la République pouvait requérir une instruction uniquement en vue de faire constater les nouvelles charges. Nous ne pensons pas qu'il puisse en être ainsi ; ce doit être à la Police Judiciaire qu'incombe le soin de les recueillir. Le juge d'instruction, en sa qualité d'Officier de Police Judiciaire peut être lui aussi amené à recueillir des indices et preuves d'un délit au sujet duquel il avait eu à informer précédemment. Au cours d'une information ouverte contre

le même inculpé par exemple, il recueille des déclarations ou saisit des documents « de nature à fortifier les preuves qui avaient été trouvées trop faibles » lors de la précédente instruction close par un non-lieu, ou « à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité » (art. 247, C. I. C.). Il devra, dans ce cas, adresser sans délai copie des pièces et charges au ministère public. De même, lorsque le juge d'instruction reçoit une nouvelle plainte contenant ou non constitution de partie civile, mais relevant des déclarations de témoins qui n'avaient pas été entendus au cours de la précédente information, son devoir est de la transmettre au Procureur de la République.

Aucun texte de loi ne précise la forme dans laquelle doit être constatée l'existence des charges nouvelles pour la reprise de la poursuite. Dans son arrêt du 24 juillet 1874 (1), la Cour de Cassation a indiqué « qu'il était nécessaire, pour que l'instruction puisse être reprise, que les charges nouvelles soient déjà acquises et indiquées dans les actes introductifs de la seconde poursuite », c'est-à-dire dans le réquisitoire du Procureur de la République. Il importe, en effet, pour que l'action publique

(1) Cas., 24 juillet 1874. D. 1875-1-188.

B. 1874, n° 212.

éteinte par l'ordonnance de non-lieu puisse revivre, *que les faits nouveaux soient précisés ; la recevabilité du réquisitoire introductif en dépend.* Aucune formule sacramentelle n'est prescrite pour constater l'existence des nouvelles charges (1). « Il suffit dès lors, que le ministère public, dans son réquisitoire, se fonde sur des charges nouvelles résultant de pièces, de faits et de documents qui n'avaient pu être soumis à l'appréciation du juge d'instruction au moment où il avait rendu son ordonnance de non-lieu à suivre (2).

Enfin lorsque les pièces d'où résultent les charges nouvelles sont produites et annexées, le Procureur de la République peut même se borner à les viser dans son réquisitoire introductif. Un pourvoi (3) fondé sur ce que « les charges nouvelles n'avaient pas été précisées conformément au vœu de la loi dans les réquisitions destinées à rouvrir l'information » fut rejeté par la Cour Suprême, « attendu que ces réquisitions visaient les pièces transmises qui contenaient ces renseignements ; que ces pièces étaient jointes au réquisitoire, et que dès lors il n'était pas besoin d'exprimer et de développer dans cet acte les charges elles-mêmes qui en résultaient. »

(1) Cas., 17 octobre 1889. D. 1889-5 278,

(2) Cas., 8 novembre 1878. B. n° 224.

(3) Cas., 9 janvier 1897. B. 1897, n° 8.

Cas., 18 mai 1917. B. 1917, n° 133.

APPENDICE

Choix du Juge d'Instruction

Dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction, la question du choix du magistrat instructeurs s'est posée à nouveau au cas de saisine par la partie lésée. Si un juge d'instruction a été directement saisi par un plaignant qui s'est constitué partie civile devant lui, est-il tenu d'instruire personnellement l'affaire ? On pourrait supposer que la partie civile a un droit de réquisition direct analogue à celui du ministère public qui est lui aussi partie au procès lorsqu'il saisit le juge par son réquisitoire introductif. La doctrine en a décidé autrement pour le motif suivant : en procédant conformément à l'article 63, le plaignant saisit la juridiction d'instruction et met en mouvement l'action publique ; mais la mise en mouvement de l'action publique diffère essentiellement de l'exercice de cette action (1) qui n'appartient qu'au ministère public ; il appartient donc à ce dernier de choisir un magistrat pour procéder à l'information (2).

(1) Distinction proposée par F. Hélie et adoptée par toute la doctrine.

(2) Le Poittevin. Dictionnaire des Parquets Instruction préalable n° 10.

Il est d'usage au Tribunal de la Seine que toutes les plaintes avec constitution de partie civile adressées ou non à tel juge nommément désigné, soient concentrées entre les mains du doyen des juges d'instruction. Celui-ci, sur les réquisitions écrites du Procureur de la République statue sur la validité de la plainte et rend, s'il y a lieu, une ordonnance de non-informer. Si la constitution est recevable, le ministère public désigne alors le juge d'instruction qui devra connaître de l'affaire.

CHAPITRE III.

Saisine du Juge d'Instruction par le fait lui-même. Flagrant délit.

SECTION I.

**L'article 59 du Code d'Instruction Criminelle,
exception au principe de la séparation
de la poursuite et de l'instruction. Nécessité
et origine de la procédure du flagrant délit,**

Nous avons dit dans notre introduction qu'une des règles fondamentales de l'Instruction Criminelle consiste dans la séparation de la poursuite et de l'instruction : le ministère public requiert et provoque les actes d'information ; le juge les accomplit et statue sur les réquisitions qui lui sont soumises. Nous avons ajouté que ce principe comportait une double exception au cas de flagrant délit. Dans ce cas, le Procureur de la République et le juge d'instruction cumulent des attributions qui, normalement, appartiennent exclusivement à l'un ou à l'autre ; d'une part, le Procureur de la République devient compétent pour faire des actes d'ins-

truction ; d'autre part, en donnant au juge d'instruction le droit de « faire directement et par lui-même tous les actes attribués au Procureur de la République », l'article 59 du C. I. C. lui confère implicitement le droit de mettre en mouvement l'action publique et de commencer l'information sans en avoir été requis par personne. On dit alors qu'il se saisit d'office ou encore qu'il est saisi par le fait lui-même ; c'est ce troisième mode de saisine que nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre.

« Observez en cas de flagrant délit, écrit Ortolan, les faits qui se produisent ; vous y trouverez droit de défense, droit de secours ; indignation, excitation passionnée contre le coupable ; certitude de sa culpabilité, scandale plus grand et émotion populaire parmi ceux qui en sont témoins. Aussi n'est-il pas rare de voir, surtout dans les législations à leur enfance, lorsque ces législations se modèlent encore sur ces instincts matériels et vindicatifs, non seulement pour chacun le droit de grande sévérité à l'égard des délinquants surpris en flagrant délit, mais encore, dans certains cas, celui de le tuer pour peu qu'il fasse résistance, celui de le tuer et de l'exécuter sur place, sans forme de procès. » Le droit romain fit preuve de la plus grande sévérité à l'égard des délinquant surpris en flagrant délit et plus particulièrement en matière de vol. Le vol manifeste était puni de la peine capi-

tale par la loi des XII Tables. Plus tard, il fut sanctionné de la peine du quadruple de la valeur de l'objet volé, tandis que le vol non manifeste était frappé seulement de la peine du double. Les Institutes de Gaius et les Sentences de Paul nous enseignent que les jurisconsultes romains n'étaient pas d'accord sur la définition du vol manifeste. Selon les uns, le voleur devait être pris sur le fait ; d'autres estimaient que le voleur devait être pris sur le lieu du crime ; certains autres étaient d'avis qu'il suffisait que le délinquant fut trouvé en possession des objets volés avant d'être parvenu au lieu où il se proposait de les déposer ; enfin les partisans d'un quatrième critérium soutenaient qu'il y avait vol manifeste dès lors que le voleur avait été pris tenant la chose volée, en quelque lieu et en quelque temps que ce fut. La troisième opinion, la plus en faveur, fut adoptée et reproduite dans les Institutes de Justinien (1).

Le droit germanique établit lui aussi une distinction entre le vol manifeste et le vol non manifeste et punit plus sévèrement le premier.

Dans l'ancien droit français, le juge pouvait, en cas de flagrant délit, informer sur le champ et d'office contre un accusé déterminé en l'absence de toute plainte ou accusation d'une partie publique ou privée. Il lui était permis de se transporter im-

(1) Justinien-Livre IV, titre 1, pages 3 et suivantes.

médiatement sur le lieu du crime, d'entendre les témoins sans assignation, de se saisir des pièces à conviction, de faire emprisonner l'inculpé et d'en dresser procès-verbal sans attendre des réquisitions. L'ordonnance de 1670 n'ayant pas donné de définition du flagrant délit, la doctrine dut y suppléer : elle entendit par flagrant délit le crime qui se commet ou vient de se commettre et qui se manifeste encore publiquement, soit par des suites matérielles visibles aux yeux de tout le monde, soit par la présence de ses assistants qui n'ont pas encore quitté le lieu de son exécution, soit enfin par l'arrestation de son auteur surpris l'exécutant, ou trouvé en possession de son produit ou des instruments qui lui ont servi à l'accomplir, dans le lieu même où il s'est perpétré ou dans un lieu voisin, immédiatement après son exécution. (1) En outre, le crime notoire, c'est à dire connu de tout le monde était assimilé, dans l'ancien droit, au flagrant délit. Notons enfin que cette procédure spéciale était applicable en matière de crimes seulement.

Le droit intermédiaire adopta la distinction des délits flagrants et non flagrants ; il donna une définition légale du flagrant délit, reconnut aux Officiers de police le droit d'informer d'office et permit à tout dépositaire de la force publique et même à tout citoyen de saisir le prévenu et de l'amener de-

(1) Cf. Jousse II, p. 15.

vant le juge de Paix, Chef de la Police judiciaire dans le canton (1). D'autre part, il étendit les règles du flagrant délit aux délits correctionnels.

La définition des différents cas de flagrant délit fit l'objet de discussions approfondies au cours des travaux préparatoires du Code d'Instruction Criminelle. Dans le premier projet de Code, l'article 41 était ainsi conçu : « En cas de flagrant délit, le Procureur Impérial fera saisir le prévenu sans attendre d'autres renseignements, si le délit est tel qu'il emporte peine afflictive et infamante. Sera réputé flagrant délit le cas où le prévenu sera poursuivi par la clameur publique et celui où, dans un temps voisin du délit, il sera trouvé saisi d'effets, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est l'auteur ou complice du crime ou du délit ». Beugnot fit alors observer que les mots « dans un temps voisin du délit » étaient trop vagues car ils pouvaient signifier également quelques heures, quelques jours, quelques mois. Berlier intervint dans le même sens : il estima que les expressions employées étaient trop vagues : « si elles subsistent, dit-il, il ne fait aucun doute que, bien que la mesure du temps soit de sa nature uniforme, cette mesure sera diversement étendue et appréciée ce qui serait un grand mal, surtout en matière criminelle ». Defernon fit alors observer « que si le délit cesse

(1) Loi des 16-29 septembre 1791, titre IV, articles 1 à 3.
Code du 3 brumaire an IV, articles 61 à 63.

d'être flagrant après 24 heures, la disposition sera trop restreinte. Souvent les voleurs sont saisis des effets volés très loin du vol et longtemps après qu'il a été commis. » Cambacérés résuma la discussion et conclut que les mots « dans un temps voisin du délit » ne devaient être employés que pour atténuer la règle générale et qu'au lieu de dire : « est aussi réputé flagrant délit le cas où, dans un temps voisin du délit, le prévenu est trouvé saisi d'effets... », il était préférable de rédiger sous la forme suivante l'article en litige : « est aussi réputé flagrant délit le cas où le prévenu est saisi d'effets... pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit ». Cette dernière rédaction fut adoptée.

Ainsi, l'état de flagrant délit a amené le législateur à modifier profondément les règles de l'instruction à raison de l'urgence qu'il y a à recueillir les preuves de l'infraction et à s'assurer de la personne du coupable. La flagrance du délit et la quasi-certitude de la culpabilité du prévenu excusent, dans ce cas, l'abandon momentané du principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction.

SECTION II.

Les cinq cas de flagrant délit.

Discussion en ce qui concerne les délits flagrants.

Dans quels cas le législateur a-t-il permis au juge d'instruction de se saisir d'office ? Une remarque s'impose au premier abord : la procédure du fla-

grant délit est exceptionnelle ; les textes qui s'y rapportent doivent donc être interprétés restrictivement. L'article 41 du Code détermine limitativement quatre cas où la procédure du flagrant délit doit être suivie : deux cas de flagrant délit proprement dits : le délit qui se commet actuellement et celui qui vient de se commettre. Il eut été plus logique, à notre avis, de classer ce dernier cas dans le deuxième groupe des cas réputés flagrant délit, qui envisage deux autres hypothèses. L'article 46 définit une autre situation assimilée au flagrant délit ; il en résulte que le juge d'instruction peut se saisir d'office dans cinq cas que nous allons envisager successivement.

Le premier cas est celui où le délit se commet actuellement, c'est-à-dire n'est pas encore consommé quand le magistrat est appelé à le constater ; c'est évidemment le cas le plus certain de flagrant délit. Le coupable, surpris au moment où il accomplit l'infraction, ne peut pas nier les faits qui lui sont reprochés. C'est cette situation qui était visée dans les législations primitives et avait pour sanction la mise à mort immédiate du délinquant. En fait, il est très rare que le magistrat soit présent au moment même de la perpétration du crime.

Dans le second cas, le délit vient de se commettre. Il n'est pas tout à fait exact de dire qu'il est flagrant : « la flamme, pour suivre jusqu'au bout la

même figure, est éteinte, dit Ortolan (1) ; ce qui reste, ce sont des vestiges chauds encore ou des cendres encore fumantes. Le méfait n'est point présent, il est passé ». Mais si le délit est passé, on peut dire qu'il est encore flagrant car ses traces sont visibles aux yeux de tous ; l'émotion populaire n'est pas calmée et les témoins sont encore présents. Le législateur n'a pas fixé de délai après lequel le délit cesse d'être flagrant ; mais par le fait même qu'il a assimilé le délit qui vient de se commettre au délit qui se commet actuellement, il est logique d'en déduire qu'il a eu en vue les instants qui ont suivi immédiatement l'exécution du crime. Il faut, bien entendu, tenir compte du temps nécessaire au magistrat pour se transporter sur les lieux.

La troisième hypothèse prévue par l'article 41 est celle où le prévenu est poursuivi par la clameur publique. Il est évident qu'il n'est pas indispensable que le public soit matériellement à la poursuite du coupable qui s'est enfui ; ce que la loi exige, c'est que le délinquant qui vient d'accomplir son forfait soit montré du doigt et désigné par le cri public comme étant l'auteur du crime. A ce sujet, Faustin Hélie (2) précise qu'il ne faut pas confondre la rumeur publique qui n'est qu'un « bruit sourd qui se répand vaguement », ou la notoriété publique

(1) Ortolan, titre 1, n° 768.

(2) Faustin-Hélie, tome III, n° 1498.

« qui donne à la rumeur une certaine consistance mais seulement au bout de quelque temps » avec la clameur publique exigée par l'article 41 qui consiste dans « une sorte d'acclamation à la fois précise et énergique ».

Le quatrième cas est celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est l'auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. Le fait qu'un individu soit trouvé en possession de ces objets constitue en effet une charge très lourde contre lui ; mais la certitude de sa culpabilité n'existe que si un espace de temps relativement court s'est écoulé entre le crime et l'arrestation. On peut alors supposer sans crainte d'erreur qu'il s'est approprié lui-même les objets dont il était porteur. Nous avons rappelé plus haut la discussion qui eut lieu au Conseil d'Etat à ce sujet : l'expression « dans un temps voisin du délit » fut insérée à la fin de l'article pour en restreindre les dispositions mais le Conseil se refusa à limiter à vingt-quatre heures l'espace de temps écoulé. Il importe cependant que cet intervalle soit restreint et que l'arrestation intervienne à la suite des premières recherches de police. Le législateur a fait confiance aux magistrats pour apprécier si, de l'ensemble des circonstances relevées, il résulte une présomption de culpabilité telle que la procédure du flagrant délit peut, sans inconvénients, être suivie.

Remarquons que la condition de la proximité du lieu du délit n'est pas exigée par le Code. Par suite il ne fait pas de doute que la procédure du flagrant délit peut être employée contre un délinquant arrêté à une grande distance du lieu du délit, mais peu de temps après l'exécution de son forfait.

D'autre part, le crime notoire n'est plus assimilé au flagrant délit : la poursuite à laquelle il donne lieu doit donc être faite selon les formes du droit commun.

L'article 46 du C. I. C. donne au Procureur de la République les mêmes attributions qu'au cas de flagrant délit toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou délit même non flagrant commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le Procureur de le constater. Le juge d'instruction bénéficie-t-il dans ce cas des mêmes droits que son collègue du Parquet ? Certains auteurs (1) ont prétendu que non, car l'article 59 n'investit le juge de pouvoirs spéciaux que dans les cas de flagrant délit ; or il résulte des articles 46 et 49 que le cas de réquisition du chef de maison diffère du flagrant délit. Cet argument de texte était soutenable, mais le législateur ayant accordé au Procureur de tels pouvoirs en raison de la nécessité de protéger d'une façon sûre et prompte le domicile des citoyens, les mêmes motifs militent en faveur d'un

(1) Notamment Legraverend, tome I, p. 188.

droit d'intervention analogue du juge d'instruction. D'autre part, l'article 59 autorise le juge d'instruction à se saisir d'office dans tous les cas réputés flagrant délit ; or, aux termes de l'article 46, la réquisition du chef de maison est assimilée au flagrant délit et rentre par conséquent dans l'énumération des situations prévues par l'article 59 (1).

Pour que l'article 46 soit applicable, il faut d'abord que le crime ou délit ait été commis dans l'intérieur d'une maison, mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait flagrant délit. En second lieu il faut que le chef de maison ait requis le magistrat de le constater. Les auteurs (2) ont fait remarquer que par chef de maison, il fallait entendre le chef de famille car il n'est pas dans l'esprit de la loi que le propriétaire puisse faire exécuter une perquisition dans le domicile d'un locataire parce qu'un délit se commet dans sa maison. Lorsque la maison est habitée par plusieurs familles ayant chacune un domicile particulier, chacun des chefs de ces différentes familles doit être considéré comme un chef de maison relativement à son appartement qui est en réalité sa maison. Le droit de réquisition appartient donc au propriétaire, s'il habite seul sa maison, au locataire si la maison est louée à une seule

(1) Mangin, Instruction écrite n° 234.
F. Hélie, tome IV, n° 1498.
Demogue, n° 115.

(2) Mangin I, n° 231, Laborde n° 904, Carnot I. C., tome I, p. 251.

personne, à chacun des locataires s'il en existe plusieurs mais chacun en ce qui le concerne personnellement et non à l'égard des faits qui se seraient passés chez d'autres locataires ; il appartient enfin à tous ceux qui occupent la maison pour les délits commis dans les parties communes. La réquisition n'est soumise à aucune forme ; elle peut être rédigée par écrit sous forme de plainte ; dans ce cas, elle est jointe au dossier. Mais il suffit qu'elle soit orale et il en est alors fait mention dans le procès-verbal dressé par le juge conformément à l'article 42.

Notons enfin que le Procureur de la République ou le juge d'instruction peuvent agir en l'absence de toute réquisition du chef de maison lorsque des cris ou appels au secours se font entendre de l'intérieur. Un flagrant délit peut tout aussi bien se produire à l'intérieur d'une maison qu'au dehors ; le magistrat agissant en application non plus de l'article 46 mais de l'article 32 du Code peut, dans ces conditions, pénétrer, même la nuit, dans l'appartement d'où proviennent les cris et commencer la procédure.

Une question importante s'est posée au sujet de l'étendue de la compétence du Procureur de la République et du juge d'instruction en cas de flagrant délit : ces magistrats ne peuvent-ils user des pouvoirs exceptionnels qui leur sont conférés que

s'il s'agit d'un crime flagrant et non d'un délit flagrant ?

En ce qui concerne le Procureur de la République, les articles 32 et 40 du Code sont formels : le fait doit être de nature à entraîner une peine afflictive et infamante. Mais les articles 35, 36 et 43 sont non moins formels : ils emploient tous l'expression « crime ou délit » ; il y a donc une contradiction certaine entre ces divers articles et la question est, de ce fait, délicate à résoudre. On a soutenu que l'article 32 était le texte fondamental qui seul présentait de l'importance en la matière et que les suivants n'en constituaient que le développement ; nous ne pouvons que constater cependant que plusieurs articles parmi ceux qui suivent visent à la fois les « crimes ou délits » et que la répétition de cette expression atténue sérieusement la portée de l'article 32. On a dit aussi que l'emploi du mot « délit » n'était que le produit d'une confusion provenant de ce que ce terme n'a pas une signification technique nette. A cela nous répondons que s'il est vrai que le mot délit est fréquemment employé dans le Code dans le sens de crime (articles 241, 245, 305, 307) cette confusion n'existe que lorsqu'il est employé seul. Or, ici, il n'en est pas de même, puisque les deux termes « crime et délit » sont l'un et l'autre employés. On ne peut donc logiquement attribuer au mot délit le sens général d'infraction à la

loi pénale qu'on lui rencontre parfois dans certains textes. L'explication de cette contradiction doit être recherchée dans les travaux préparatoires du Code. Nous avons vu que le droit intermédiaire étendit aux délits correctionnels la procédure des flagrants délits. Le Conseil d'Etat adopta tout d'abord ce système et dans les articles 35 et suivants le mot « délit » était employé dans son sens propre de délit correctionnel (1). Mais après avis du Conseil Législatif, le Conseil d'Etat revint à la solution traditionnelle de l'ancien droit : il limita l'application de la procédure du flagrant délit aux crimes, inséra dans les articles 32 et 40 une restriction dans ce sens mais il omit de rectifier les articles 35, 36 et 43 (2). Cette explication historique seule nous autorise à conclure que les pouvoirs exceptionnels ne sont conférés au Procureur de la République qu'en cas de crime flagrant. Empressons nous d'ajouter d'ailleurs que cette solution est de beaucoup préférable, car il ne doit être fait exception à la séparation des fonctions de poursuite et d'instruction que dans les cas particulièrement graves et urgents où la sécurité des citoyens est menacée. Les faits passibles de peines correctionnelles ne présentent pas un caractère suffisant de gravité pour motiver une telle dérogation aux règles ordinaires de procédure.

(1) Locré XXV, pages 194 et 209.

(2) Douai, 7 juillet 1909. S. 1910-2-185.

La même restriction existe-t-elle pour le juge d'instruction ? Les dispositions de l'article 59 ne doivent-elles pas s'appliquer au cas de simple délit flagrant ? Cette opinion a été soutenue en doctrine. (1) L'article 59, a-t-on dit, donne au juge d'instruction le droit d'instruire sans réquisitions préalables « dans tous les cas réputés flagrant délit » ; il ne reproduit pas la distinction faite par l'article 32 et on a conclu de la généralité des termes employés que les pouvoirs exceptionnels conférés par cet article au juge d'instruction pouvaient s'exercer aussi bien en cas de simple délit qu'en cas de crime. Mais cette interprétation devait être définitivement repoussée car l'article 59 précise que si le juge d'instruction a le droit de faire, en cas de flagrant délit, tous les actes attribués au Procureur de la République, il doit se conformer aux règles établies au Chapitre « des Procureurs de la République et de leurs substituts ». Or, précisément, dans ce chapitre, se trouve l'article 32 qui spécifie que le fait doit être de nature à entraîner une peine afflictive et infamante. De plus, si le législateur a admis dans certains cas, à raison de l'urgence et de l'importance des constatations à effectuer, une extension réciproque de pouvoirs pour le Procureur de la République et le Juge d'instruction, il

(1) Voir dans ce sens Carnot, article 59, n° 7,
Boitard, page 310.

est logique que ces cas soient les mêmes pour l'un et pour l'autre (1).

Toutefois il est un cas où, à la différence du flagrant délit, le Procureur de la République et, par suite, le juge d'instruction, bénéficient l'un et l'autre des pouvoirs qui leurs sont accordés par les articles 32 et 59, non seulement lorsqu'il s'agit d'un crime, mais même lorsque le fait constitue un simple délit correctionnel, c'est celui qui est prévu par l'article 46. On retrouve en effet dans cet article les deux termes « crime ou délit » mais aucun doute ne peut subsister cette fois, car la Commission du Corps législatif avait proposé de ne conférer ces pouvoirs qu'autant que le fait emporterait une peine afflictive ou infamante (2). Cette proposition fut repoussée « parce que le chef de maison peut avoir intérêt à faire constater à l'instant même un délit purement correctionnel ». (3)

SECTION III.

Pouvoirs du Juge d'Instruction en cas de flagrant délit.

La différence qui existe entre la rédaction de l'article 32 et celle de l'article 59 du C. I. C. a fait naître une seconde difficulté sur l'exercice du droit d'initiative conféré au juge d'instruction au cas de

(1) Duverger, tome I, n° 116, note 2.

Mangin, tome I, n° 211.

(2) Locré, tome XXV, page 220.

(3) Locré, tome XXV, page 278.

crime flagrant : on s'est demandé si le juge était obligé de faire les actes attribués au Procureur de la République ou s'il avait simplement la faculté de les accomplir. Les auteurs ont été à nouveau partagés à ce sujet : suivant une première opinion (1) l'article 59, en donnant au juge d'instruction le droit d'instruire au cas de crime flagrant sans attendre les réquisitions du Procureur de la République, ne lui confère pas une simple faculté mais lui impose une obligation ; le système contraire a-t-on dit, irait à l'encontre de l'esprit du législateur en ce qu'il aurait pour résultat de restreindre les moyens de répression et d'instruction dans une matière où, précisément, pour plus de certitude et de célérité, le législateur a cru devoir confondre les attributions du ministère public et celle du juge. Ce qui est facultatif pour le juge d'instruction c'est de requérir le Procureur de la République ; mais son premier devoir est de procéder sans délai, autant que faire se peut. Ainsi, le juge instruit de l'existence d'un crime flagrant ne doit pas être libre d'agir ou de rester inactif.

D'autres auteurs (2) ont soutenu qu'il y avait là pour le juge d'instruction une faculté et non une obligation d'agir. C'est qu'en effet l'article 59 se

(1) Carnot, tome I, page 289-290, sur l'article 59.
Duverger, tome I, page 372, n° 217.

(2) Legraverend, tome I, page 187. Bourguignon, manuel de jur. cr., t. I, p. 139.

F. Hélie, t. 3, n° 1501. Mangin, t. I, p. 165.

sert de termes facultatifs : le juge... *peut* faire directement ; il *peut* requérir la présence... ; tandis que l'article 32 qui s'adresse au Procureur de la République est rédigé suivant une formule impérative : le Procureur de la République *se transportera* sur les lieux. D'autre part, ces auteurs ont fait observer que le juge d'instruction est souvent débordé de besogne, et que, dans ces conditions, il ne lui est pas toujours facile d'abandonner son travail pour aller constater un crime flagrant. « Ce sera donc, dit Boitard (1), au juge d'instruction, selon les circonstances, selon l'importance des faits et la proximité des lieux, selon aussi la gravité des affaires dont il est chargé en ce moment, de voir s'il est à propos d'user de l'article 59, de devancer, pour agir, les conclusions du ministère public. »

Cette deuxième solution nous paraît préférable pour les raisons de texte et de pratique mentionnées ci-dessus ; le juge ne peut être contraint de commencer les poursuites avant d'avoir reçu des réquisitions à cet effet. Toutefois, les auteurs sont d'accord pour ajouter que si le refus d'agir de la part du juge d'instruction était intempestif et sans raison valable, il pourrait être considéré comme une grave atteinte à ses devoirs qui l'exposerait à des poursuites disciplinaires conformément aux articles 279 et suivants du C. I. C.

(1) Boitard, page 310.

Dans tous les cas réputés flagrant délit, le Procureur de la République qui, en général, n'est chargé que de l'exercice de la poursuite, fait des actes d'instruction. Le juge d'instruction, de son côté, peut, aux termes de l'article 59, « faire directement et par lui-même tous les actes attribués au Procureur de la République en se conformant aux règles établies au chapitre des Procureurs de la République et de leurs substituts » Il a donc le droit de se saisir d'office sans attendre les réquisitions du Parquet et de se transporter immédiatement sur les lieux du crime sans être accompagné du ministère public. Par l'expression « sur les lieux du crime » il faut entendre non seulement le lieu même où a été commise l'infraction mais également les lieux voisins où se sont déroulés les faits qui l'ont immédiatement précédée ou suivie (1). Le juge peut requérir la présence du Procureur de la République mais sans pour cela retarder le commencement de ses opérations. Il procède sur place aux actes d'instruction nécessaires et il est dispensé d'en donner communication au Procureur. Il peut entendre les témoins sans citation préalable, faire arrêter le prévenu sans mandat et faire exécuter lui-même ses ordonnances.

La loi du 8 décembre 1897 prévoyait en faveur de l'inculpé un certain nombre de formalités requises

(1) *Cas.*, 30 juin 1932. B. 1932, n° 161, page 303.

à peine de nullité dont l'observation aurait pour conséquence d'entraver considérablement la marche de la procédure. Ces formalités et ces retards ne sont pas conciliables avec le caractère d'urgence que présentent, en cas de flagrant délit, les premiers actes d'instruction. Aussi le législateur a-t-il pris soin, dans l'article 7 de la loi, d'en dispenser le juge d'instruction s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit : nonobstant les termes de l'article 3 de cette loi, il pourra procéder à un interrogatoire immédiat et aux confrontations utiles.

La jurisprudence fait une application constante (1) de la dérogation établie par l'article 7 ; elle pose en principe que la preuve de l'existence des conditions exigées par cet article doit résulter des énonciations du Procès-verbal de transport ou du Procès-verbal d'interrogatoire. Cependant il peut y être suppléé par les constatations de l'arrêt de renvoi ou d'autres actes de la procédure (2).

Ajoutons que le juge d'instruction, investi en cas de flagrant délit des mêmes pouvoirs que le Procureur de la République, est soumis aux mêmes obligations. L'article 42 du C. I. C. exige que les Procès-Verbaux du Procureur soient faits et rédigés en

(1) Cas. 28 juillet 1889. S. 1902-1-55.

18 juillet 1899, B. 1899, n° 231, p. 397.

16 décembre 1926. B. 1926, n° 310.

(2) Cas. 30 juin 1932 précité. 7 janvier 1932. B. 1932, n° 1, p. 1.

présence et revêtus de la signature du Commissaire de Police, ou du maire ou de l'adjoint, ou, à leur défaut, de deux citoyens domiciliés dans la commune. Ces prescriptions sont applicables au juge d'instruction, conformément à l'article 59, quand il agit seul.

Legraverend a soutenu que l'attribution de pouvoirs extraordinaires au juge d'instruction n'avait pas lieu au cas de réquisition du chef de maison. D'après cet auteur, le juge devrait, dans ce cas spécial, se conformer aux règles ordinaires de la procédure criminelle parce que l'article 49 distingue le cas de flagrant délit et celui de réquisition du chef de maison, tandis que l'article 59 n'autorise le juge à agir directement que dans les cas réputés flagrant délit. Cette opinion n'est pas soutenable et elle a été unanimement condamnée par la doctrine car la réquisition du chef de maison de l'article 46 rentre dans la catégorie des « cas réputés flagrant délit » visée par l'article 59.

Un autre auteur, Carnot (1), a prétendu que l'article 59, en renvoyant aux règles établies pour les Procureurs de la République et leurs substituts, a limité les pouvoirs du juge d'instruction ; ce magistrat, a-t-il dit, ne peut faire en cas de flagrant délit que les actes que le ministère public aurait lui-même le droit de faire. Personne n'admet plus aujourd'hui cette interprétation de l'article 59. Le

(1) Carnot I. C. t. 1, pages 214 et 285.

juge d'instruction agit en vertu de pouvoirs propres : l'article 59 lui donne en outre le droit exceptionnel de commencer lui-même l'instruction sans attendre de réquisitions à cet effet. Si le législateur a modifié les règles de procédure au cas de flagrant délit, c'est avec l'intention de favoriser l'action de la justice en augmentant les pouvoirs du Procureur de la République et du juge d'instruction ; rien ne pourrait justifier une telle restriction. Le juge garde donc dans tous les cas les pouvoirs d'instruction qui lui sont conférés par les articles 61 à 112 du Code : il pourra par exemple procéder à une perquisition partout où il le jugera utile : dans le domicile d'un tiers aussi bien que dans celui du prévenu.

Une dernière question, ayant trait aux pouvoirs du magistrat instructeur s'est posée, plus délicate à résoudre que les précédentes : les actes faits par le juge d'instruction en cas de flagrant délit et transmis par la suite au Parquet obligent-ils le Procureur de la République à poursuivre ? Une controverse doctrinale s'est engagée sur ce point de droit : on a soutenu (1) en effet qu'après avoir reçu communication des actes faits par le juge d'instruction en cas de flagrant délit, le Procureur était libre de poursuivre ou de classer l'affaire sans suite parce que l'action publique appartient au ministère pu-

(1) de Molènes, t. 1, page 307 et S.

blic et à lui seul ; le juge d'instruction ne doit pas pouvoir exercer dans ce cas une sorte de pression sur le parquet et le mettre, par son seul fait, dans l'obligation de poursuivre. Cette opinion a été combattue, notamment par Duverger (1) qui a fait triompher la thèse contraire en invoquant les arguments suivants :

Le Procureur de la République ne peut classer que les actes de ses auxiliaires tels que les juges de paix ou les Commissaires de Police et les actes accomplis par des agents inférieurs : gardes-champêtres par exemple. Or le juge d'instruction n'est délégué par personne, il agit indépendamment du Procureur en vertu des pouvoirs propres qui lui sont conférés par la loi. Dès lors que le Code attribue exceptionnellement au juge la prérogative de mettre l'action publique en mouvement quand le crime est flagrant, une telle disposition doit être respectée en premier lieu par le Procureur de la République. Reconnaître aux magistrats du Parquet le pouvoir de classer une affaire qui leur arrive dans ces conditions équivaldrait à leur attribuer le droit de réviser et d'annuler les actes du juge d'instruction : telle n'a pu être la pensée du législateur.

D'autre part le magistrat instructeur n'enlève rien à la liberté du ministère public : sans doute le

(1) Duverger, t. 1, pages 348-350.

Procureur n'est pas contraint de requérir une instruction ou une inculpation mais il est obligé de répondre à toute communication du juge d'instruction par des réquisitions. Dans ce cas, comme dans tous les autres, le Procureur de la République sera tenu d'examiner la procédure et de la retourner au magistrat instructeur avec ses réquisitions ; il pourra, bien entendu, requérir un non lieu et, s'il est en désaccord avec le juge sur la suite à donner à l'information, faire prévaloir son avis devant la Chambre des Mises en Accusation. « En présence de prérogatives aussi étendues, dit Duverger, on ne peut concevoir que le ministère public y ajoute encore le droit exorbitant et illégal de supprimer l'œuvre du juge, en la classant, et en prenant sur lui de refuser de donner suite à l'ordonnance d'un magistrat agissant dans la limite de ses pouvoirs propres ». Au surplus, la justice ayant été régulièrement saisie en la personne du juge d'instruction, c'est à elle, et non à la partie poursuivante, de se prononcer.

SECTION IV.

Fin de la procédure du flagrant délit.

Retour à la procédure de droit commun quand les actes urgents sont accomplis.

Nous avons dit que la procédure suivie en cas de flagrant délit était une procédure exceptionnelle qui avait pour but d'empêcher le dépérissement

des preuves que le moindre retard pourrait compromettre. Par celà même qu'elle est exceptionnelle, elle est limitée aux premières constatations : dès que les premiers actes urgents sont accomplis, dès que le transport est terminé, la procédure du flagrant délit prend fin (1) : le Procureur de la République et le juge d'instruction doivent l'un et l'autre rentrer dans les attributions qui leur sont propres et revenir à la procédure de droit commun. Si l'instruction doit se prolonger, il importe que l'inculpé bénéficie des garanties ordinaires qui lui sont accordées par la loi.

Lorsque le Procureur de la République s'est transporté seul sur les lieux du crime, il doit, dès son retour, transmettre sans délai les Procès-Verbaux et toutes les pièces de l'information, ainsi que les papiers et objets saisis, au juge d'instruction par un réquisitoire introductif qui a pour double effet de saisir le juge et de dessaisir le Procureur de ses fonctions d'instruction ; ce magistrat ne conserve plus désormais que ses fonctions normales de partie poursuivante. Tout acte d'instruction lui est interdit et doit être frappé de nullité. Il peut, comme ministère public, demander communication de la procédure et transmettre au juge ses réquisitions ; en outre, la saisine du magistrat instructeur ne lui

(1) Cas. 28 juillet 1899. B. 1899, n° 231.

J. des Parquets, 1900-2-85.

enlève pas ses fonctions d'Officier de Police Judiciaire : le Procureur conserve le droit de dresser des Procès-Verbaux des renseignements et indices qui parviennent à sa connaissance, mais ces procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements. Un arrêt de la Cour de Cassation (1) décide que même lorsque le juge d'instruction est dessaisi par une ordonnance de renvoi, les magistrats des Parquets ont la faculté de recueillir les renseignements nécessaires pour empêcher la disparition des preuves du délit ; en particulier ils sont compétents pour recueillir les aveux que l'accusé déclarerait vouloir faire, alors que la Chambre des Mises en Accusation n'est pas encore saisie (2).

Le juge d'instruction, de son côté, est tenu de faire sans délai l'examen de la procédure qui lui est transmise par le Procureur : il poursuit l'information jusqu'à achèvement et la clôt par une ordonnance définitive. Le prévenu bénéficie désormais des prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 : l'article 93 du Code devient immédiatement applicable.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 60 du C. I. C., le juge d'instruction a le droit de refaire par lui-même ou par une délégation nouvelle les actes ou ceux des actes des Officiers de Police Judiciaire qui ont agi sans son concours dans les affai-

(1) Cas. 30 mai 1879. B. 1879, n° 112.

(2) Cas. 13 janvier 1870. B. 1870, n° 7.

res dont l'instruction lui est ensuite dévolue. Il peut refaire aussi bien les actes qui lui paraissent incomplets que ceux qui lui semblent entachés de vices qui ne permettraient pas de les employer comme éléments d'une procédure régulière.

Le droit de refaire de tels actes lui est formellement reconnu par la loi indépendamment de toute réquisition du Parquet, mais est-il en son pouvoir de les annuler ? Un arrêt ancien de la Cour de Cassation (1) a décidé que si le juge d'instruction a le droit de refaire les actes irréguliers, il n'a pas le droit de les annuler par ce motif que « l'annulation d'un acte est l'exercice du droit de rendre des jugements, et que, hors les cas expressément exceptés par la loi, ce droit n'appartient qu'aux tribunaux ; que, s'il y a donc lieu à annulation d'un acte fait pour l'instruction, ou par suite de l'instruction, dans l'exercice du pouvoir de la Police Judiciaire, cette annulation ne peut être prononcée que par la Chambre du Conseil en premier ressort, et par la Chambre d'Accusation par voie d'appel ». L'annulation d'un acte de la Police Judiciaire constituait donc, à cette époque, pour le juge d'instruction, un excès de pouvoir. Mais la loi du 17 juillet 1856 a substitué, au point de vue de la juridiction, le juge d'instruction à la Chambre du Conseil qu'elle a supprimée. On en conclut que, depuis cette loi, le

(1) Cas. 27 août 1817. F. H., t. 4, n° 1617. Duverger, t. I, n° 118, page 369.

le juge peut annuler les actes irréguliers et les refaire ensuite comme le pouvait la Chambre du Conseil avant sa suppression. Notons qu'en pratique, les magistrats instructeurs n'usent point de leur droit d'annulation.

Il n'est pas nécessaire que ce soit le juge d'instruction lui-même qui refasse les opérations irrégulières et aucune disposition de loi ne lui interdit de charger les Officiers de Police Judiciaire qui auraient fait les actes irréguliers de les recommencer (1). Si, par exemple, le rapport des hommes de l'art, dressé conformément à l'article 43 du Code et joint au dossier transmis par le Procureur lui paraît insuffisant ou obscur, le magistrat instructeur peut, soit nommer de nouveaux experts et faire procéder à de nouvelles opérations, soit charger les premiers de compléter ou d'expliquer leurs constatations. Enfin si l'information lui semble suffisante il peut, sans plus tarder, rendre son ordonnance de règlement sur les réquisitions du ministère public. Si c'est le juge d'instruction qui s'est transporté seul sur les lieux du crime, la procédure du flagrant délit prend fin dès son retour. La loi de 1897 s'applique à nouveau dans les mêmes conditions que plus haut. Le juge doit, avant de procéder à de nouveaux actes d'information, communiquer la procédure au Procureur de la Républi-

(1) *Cas.* 28 juillet 1899 précité.

que conformément à l'article 70 du Code pour provoquer ses réquisitions et l'instruction reprend son cours normal.

Si, en théorie, le juge d'instruction réunit au cas de flagrant délit les pouvoirs de poursuite et d'instruction, cette réunion reçoit rarement application dans la pratique. Le plus souvent en effet, les crimes et délits flagrants sont portés directement à la connaissance du Procureur de la République par ses auxiliaires et agents de la force publique qui sont les plus rapprochés du lieu où a été commis l'infraction. De plus, si par hasard le juge a été le premier informé, il s'empresse de communiquer à son collègue du Parquet les renseignements qui lui sont parvenus. Dans l'un et l'autre cas, le Procureur de la République prend ses réquisitions et la procédure se déroule normalement. Cette pratique ne diminue en rien les pouvoirs du juge mais il est logique qu'il agisse ainsi puisque l'initiative de la poursuite est la fonction essentielle des magistrats du ministère public. En fait, le juge d'instruction n'use des prérogatives qui lui sont conférées par l'article 59 que dans les cas où, pour une cause quelconque, tous les membres du Parquet se trouvent absents ou empêchés.

Les deux magistrats ainsi prévenus se transportent ensemble sur les lieux du crime suivant le vœu du législateur (articles 32 et 59) et agissent en vertu

des pouvoirs qui leur sont propres : le juge procède aux actes d'information ; le Procureur se renferme dans ses fonctions de partie poursuivante et agit uniquement par voie de réquisitions. Supposons que le Procureur de la République se soit déplacé seul, qu'il ait commencé lui-même l'enquête et que le juge, averti par l'avis de transport qui lui a été fait en vertu de l'article 32 du Code, arrive sur les lieux avant la fin des opérations ; dans ce cas, le Procureur doit immédiatement se démettre de ses fonctions temporaires d'instruction et le juge s'en saisit. Il est ensuite procédé comme pour une information ordinaire.

Remarquons enfin que lorsque le juge d'instruction est assisté du Procureur de la République pour constater le flagrant délit, le Procès-Verbal qui est dressé n'est pas soumis aux prescriptions de l'article 42. Une seule dérogation aux règles ordinaires de procédure subsiste ; pendant toute la durée de son transport, le juge peut interroger le ou les inculpés sans avoir à observer les formalités requises par la loi du 8 décembre 1897.

Au terme de cette étude du troisième mode de saisine du juge d'instruction, deux remarques d'ordre général peuvent être faites : le Procureur de la République et le juge d'instruction appelés à constater un flagrant délit auront souvent des difficultés pour reconnaître si l'infraction est flagran-

te ou non et si elle constitue un crime ou un simple délit.

Le législateur a précisé dans l'article 41 du Code d'Instruction Criminelle les conditions dans lesquelles un délit pouvait être considéré comme flagrant ou quasi-flagrant. Les juges ont-ils la faculté d'assimiler une situation qui s'apparente plus ou moins à l'état véritable de flagrant délit aux quatre cas définis par le Code ? Nous ne le croyons pas : il s'agit ici d'une dérogation au droit commun et la procédure exceptionnelle du flagrant délit ne doit pas recevoir application hors les cas limitativement énumérés par la loi. Si le magistrat, après s'être transporté sur les lieux, s'aperçoit que l'état de flagrance a cessé d'exister, il doit « s'abstenir et se borner à donner son avis. (1) »

En second lieu, nous avons vu que le Procureur et le juge ne sont investis de pouvoirs spéciaux que si le fait constitue un crime. Il est évident que les contraventions et les délits peuvent aussi bien être flagrants ou quasi-flagrants que les crimes, mais la procédure du flagrant délit n'est applicable, aux termes du Code de 1808, que lorsqu'il s'agit de faits de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, c'est à dire de crimes. Or il est bien difficile de reconnaître à l'avance si l'on se trouve en présence d'un crime ou d'un délit. Souvent, en effet,

(1) Cas. 9 septembre 1853. B. 1853, n° 57.

les crimes ne se distinguent des délits que par une circonstance aggravante impossible à relever avant de bien connaître l'affaire. On peut exiger cependant, comme condition de l'intervention de l'Officier de Police Judiciaire, que « le fait se présente avec des circonstances graves » (1). S'il n'en est pas ainsi, il doit s'abstenir de toute information. De même, il doit mettre fin à ses investigations s'il s'aperçoit que l'infraction qui paraissait constituer un crime ne présente, en réalité, que le caractère d'un simple délit.

(1) Limoges 10 février 1888. D. 1889-2-44.

CHAPITRE VI.

Autres Modes de Saisine du Juge d'Instruction

En dehors des trois principaux modes de saisine que nous venons d'étudier, le juge d'instruction peut être saisi par le renvoi des autres juridictions dans les cas prévus par les articles 160, 182, 214, 228, 235, 361 et 369 du Code d'Instruction Criminelle. De plus, il peut avoir à connaître d'une affaire renvoyée par un de ses collègues incompétent (art. 69 du C. I. C.) ; enfin en cas de reprise de l'instruction pour charges nouvelles, l'examen des nouvelles charges doit être confié au magistrat instructeur qui avait précédemment rendu l'ordonnance de non-lieu. Les articles 160 et 182 prévoient le cas de renvoi du Tribunal de Simple Police si le fait emporte une peine correctionnelle ou plus grave et les articles 193 et 214 le renvoi du Tribunal Correctionnel si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante. Les articles 228 et 235 envisagent l'hypothèse où la Chambre des Mises en Accusation ordonne qu'il soit informé par le juge d'instruction

et les articles 361 et 379 celle où l'accusé est inculqué d'un nouveau fait pendant les débats en Cour d'Assises.

A la vérité, ce ne sont peut-être pas là des modes spéciaux de saisine, car dans la plupart des cas le dossier est renvoyé au Procureur de la République qui, comme suite au jugement ou à l'arrêt de renvoi, rédige un réquisitoire introductif en vertu duquel le juge d'instruction est saisi. Néanmoins nous estimons que, dans l'étude des modes de saisine du juge d'instruction, une place doit être réservée aux cas de renvoi d'une autre juridiction car si la saisine du magistrat instructeur ne s'opère pas directement par le renvoi de tel ou tel juge, elle en est, du moins, la conséquence nécessaire. Parfois, du reste, il n'est pas délivré de réquisitoire introductif : citons par exemple l'hypothèse prévue par l'article 235 du Code. Nous allons envisager maintenant ces divers modes de saisine : chacun d'eux fera l'objet d'une section spéciale.

SECTION I.

Saisine par renvoi du Tribunal de Simple Police.

Aux termes de l'article 160 C. I. C., le Tribunal de Simple Police doit se déclarer incompétent « si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave ». Les auteurs ont fait remarquer que cette disposition n'était pas limita-

tive car le Tribunal doit se dessaisir toutes les fois qu'il est incompétent, quelle qu'en soit la cause, « *ratione materiæ, persone ou loci* ». Il doit se dessaisir aussi lorsque la peine prévue pour l'infraction est indéterminée et peut alors excéder les limites de la compétence de Simple Police, ou que le fait, quoique passible d'une peine de Simple Police, a été spécialement déféré au Tribunal Correctionnel ; de même lorsque la contravention a été accompagnée de circonstances telles que son caractère s'est trouvé modifié et aggravé ou que la contravention est connexe à une autre peine plus grave. Dans tous les cas, l'incompétence du Tribunal est absolue et il doit se dessaisir d'office, sur le vu du Procès-Verbal et sans débat préalable. Il ne peut procéder à aucune vérification ultérieure ni, à plus forte raison, réserver l'exception et continuer la procédure (1).

Le juge ne peut se dessaisir que par un acte qui épuise sa juridiction, c'est à dire par un jugement d'incompétence, simple déclaration motivée attestant qu'il a vérifié le caractère du fait et constaté la cause de son incompétence. Il doit se borner à renvoyer purement et simplement les parties soit « devant le Procureur de la République » selon les termes de l'article 160, soit à se pourvoir « devant

(1) Cas., 6 Mars 1847, B. 1847, n° 55.

qui de droit » pour être statué sur les faits résultant du Procès-Verbal (1).

L'article 182 du Code nous enseigne que le Tribunal Correctionnel peut être saisi par le renvoi qui lui en sera fait d'après l'article 160. Ce n'est pas tout à fait exact car en aucun cas une juridiction de jugement, ou d'instruction, ne peut être saisie par la décision d'incompétence d'une autre juridiction. Cette règle de droit est générale et absolue ; nous la retrouverons plus loin et il n'est pas possible qu'il y soit dérogé au profit de Tribunal de Simple Police, la moins importante de nos juridictions. En conséquence, le Tribunal commettrait un excès de pouvoir s'il renvoyait directement les parties devant le Tribunal Correctionnel, ou le juge d'instruction. Il doit se contenter de les renvoyer devant le Procureur de la République qui peut alors saisir le juge d'instruction selon les règles habituelles. Ainsi nous ne sommes pas en présence d'un mode spécial de saisine, mais le magistrat instructeur se trouvera saisi par suite du renvoi fait par le Tribunal de Simple Police.

SECTION II.

Saisine par renvoi du Tribunal Correctionnel et de la Chambre d'Appel Correctionnel.

Avant d'entrer dans l'examen des questions soulevées par les articles 193 et 214 du Code concernant la saisine du juge d'instruction, une première situation est à envisager qui est la suivante : le

(1) Cas., 18 mars 1854. B. 1854, n° 77, p. 126.

Tribunal Correctionnel régulièrement saisi peut-il, lorsqu'il estime que l'instruction d'une affaire qui lui est soumise est insuffisante, ordonner à un juge d'instruction de procéder à une plus ample information ? Le Code ne nous fournit aucun renseignement à ce sujet. Les juges ne doivent rien négliger pour arriver à la découverte de la vérité, or, il se peut que pour certaines affaires compliquées, une instruction préalable soit nécessaire. Aucun texte ne s'y opposant, la Cour de Cassation a reconnu aux Tribunaux Correctionnels le droit d'ordonner une information, mais à la condition qu'elle soit faite par l'un des membres ayant concourru au jugement. Le Tribunal peut donc commettre un de ses membres pour procéder au supplément d'information mais il ne peut requérir le juge d'instruction considéré comme juridiction. Ce dernier ne pourrait être délégué à cet effet que s'il avait lui-même pris part au prononcé du jugement et en raison de cette qualité (1). Il a été jugé aussi que, dans ce cas, le Tribunal Correctionnel peut seul ordonner une information contre les prévenus cités devant lui ; il n'appartient pas au ministère public de saisir le juge d'instruction par un réquisitoire à fin d'informer car le Tribunal saisi doit nécessaire-

(1) Cas. 1^{er} avril 1892. D. 1892-1-525.

Cas. 11 février 1915. B. n° 30, p. 57.

Cas. 2 août 1934. B. 1934, n° 153.

ment épuiser sa juridiction, soit sur la compétence, soit sur le fond (1).

Lorsque, dans le cours des débats, le Tribunal s'aperçoit que le fait qui lui est déféré constitue un crime et non un délit, il doit d'office se déclarer incompétent, par exemple, si un vol a été commis la nuit, dans une maison habitée, ou avec effraction dans un lieu habité ; si une infraction qui semblait constituer une escroquerie présente les éléments d'un faux : dans tous ces cas, le Tribunal Correctionnel doit se dessaisir. Quand l'une des parties, faisant état d'une circonstance aggravante demande au Tribunal de se déclarer incompétent, celui-ci doit vérifier les faits allégués et prononcer le renvoi dès qu'ils sont constatés.

Dans quelle forme doit être prononcé le renvoi ? L'article 193 du C. I. C. répond à cette question en prescrivant au Tribunal Correctionnel de renvoyer le prévenu devant le juge d'instruction compétent. Ce texte peut donner lieu à deux remarques : tout d'abord, les termes employés par l'article 193 sont généraux et absolus ; il semble donc que dans tous les cas, le renvoi au juge d'instruction doive être ordonné. En second lieu, la règle générale suivant laquelle la juridiction répressive incompétente se dessaisit purement et simplement est ici en défaut. Dans l'hypothèse actuelle, le Tribunal ne doit pas se borner à une déclaration d'incompétence : il doit de plus saisir le juge d'instruction compétent.

(1) Cas, 3 Juillet 1880. S. 1881-1-481.

Cependant l'application de certains principes généraux de droit a conduit la jurisprudence et la doctrine à restreindre la portée de cet article. Il n'est pas possible en effet que, lorsque le Tribunal a été saisi par une ordonnance de renvoi, il prononce ensuite le renvoi au même juge d'instruction : l'ordonnance de clôture de ce magistrat est passée en force de chose jugée et il est irrévocablement dessaisi. Le Tribunal ne peut davantage renvoyer le prévenu devant un autre juge car il n'a pas qualité pour procéder à un règlement de juges. Un arrêt ancien de la Cour de Cassation (1), considérant « que les dispositions des articles 193 et 214 C. I. C. ne sont pas tellement générales et absolues quant aux renvois avec désignation, qu'elles ne doivent se combiner avec les principes généraux du droit sur l'autorité de la chose jugée et les articles 525 et suivants sur les règlements de juges » a établi une distinction, consacrée depuis par toute la doctrine, entre le cas où le Tribunal est saisi par citation directe et celui où il est saisi par une ordonnance du juge d'instruction.

Lorsque le Tribunal a été saisi par citation directe du ministère public ou de la partie civile, l'article 193 reçoit sa pleine application (2) ; il peut, après avoir décerné s'il le juge nécessaire, un mandat de dépôt ou d'arrêt, renvoyer le prévenu devant

(1) Cas. 31 décembre 1829. B. 1829, n° 285, p. 712.

(2) Cas. 17 août 1911. B. 1911, n° 420, p. 811.

le juge d'instruction compétent. Ce juge n'ayant pas statué, il ne peut en résulter un conflit de juridiction. Notons toutefois que, par la suite, un règlement de juges sera nécessaire si le juge d'instruction ainsi saisi rend une ordonnance de renvoi en Police Correctionnelle. L'ordonnance et le jugement, passés en force de chose jugée étant contradictoire, il se produira un conflit négatif de juridiction qui devra être résolu par la Cour de Cassation (1).

Mais si le Tribunal a été saisi, soit par une ordonnance du juge d'instruction, soit par un arrêt de la Chambre des Mises en Accusation non attaqués qui ont acquis l'autorité de chose jugée, il doit se borner à déclarer purement et simplement son incompétence ; en effet, il ne saurait renvoyer l'affaire devant un juge qui s'est légalement dessaisi sans annuler, de ce fait, son ordonnance de renvoi. C'est alors à la Cour de Cassation qu'il appartient de statuer par la voie du règlement de juges. De nombreux arrêts (2) se sont ralliés à cette solution : il a été jugé (3) par exemple que le Tribunal Correctionnel qui se déclare incompétent « attendu que les coups portés à la prévenue auraient été portés par elle sur sa mère légitime », excède ses pouvoirs en renvoyant à nouveau la prévenue devant le juge d'instruction.

(1) Cas. 23 décembre 1910. B. 1910, n° 664, p. 1211.

(2) Cas. 12 décembre 1861. B. 1861, n° 273, p. 443.
Cas. 18 décembre 1873. D. P. 1875-1-193.

(3) Cas. 18 Septembre 1862. B. n° 231, p. 384.

La pratique a fort atténué l'intérêt que présente l'article 193 au point de vue de la saisine du juge d'instruction. En premier lieu, nous venons de le voir, il ne peut s'appliquer qu'au cas où le Tribunal est saisi directement. Mais il se peut que, dans ce cas, il y ait plusieurs juges d'instruction compétents « *ratione loci* » ; or, il n'appartient pas au Tribunal de décider lequel d'entre eux devra être saisi. S'il faisait cette désignation, il commettrait un excès de pouvoir ! (1) Le Tribunal doit alors se contenter, suivant la formule du Code, de renvoyer l'affaire « au juge d'instruction compétent ». D'autre part, la disposition de l'article 193 n'étant pas prescrite à peine de nullité, les Tribunaux Correctionnels n'usent pratiquement pas du renvoi au juge d'instruction et se contentent le plus souvent de renvoyer le ministère public et les parties à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra. Enfin la pratique très usitée de la correctionnalisation diminue encore l'importance pratique de l'article 193. Lorsqu'aucune des parties ne soulève la question de compétence, le Tribunal, laissant de côté les circonstances aggravantes pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier ici, garde la connaissance de l'affaire ; dans ce cas, évidemment, aucun renvoi ne se produit.

(1) Garraud. *Traité d'I. C.*, n° 1560.

La Chambre d'Appels Correctionnels peut, comme le Tribunal, ordonner une instruction complémentaire lorsqu'elle estime que les premières preuves sont insuffisantes, mais c'est à la condition que cette instruction, si elle n'a pas lieu à l'audience, soit faite par un de ses membres ayant concouru à la décision d'incompétence. Un arrêt récent de la Cour de Colmar a été cassé (1) pour avoir chargé le juge d'instruction du supplément d'information.

Parallèlement à l'article 193, l'article 214 du C. I. C. prévoit le cas où la Cour reconnaît que le fait est de nature à être puni d'une peine afflictive ou infamante ; elle doit alors annuler le jugement correctionnel, déclarer son incompétence, et « renvoyer le prévenu devant le fonctionnaire public compétent autre toutefois que celui qui aura rendu le jugement ou fait l'instruction » et par fonctionnaire public, il faut entendre le juge d'instruction compétent. Il convient de faire en appel, et pour les mêmes motifs, la distinction que nous avons faite en première instance. Au cas où la juridiction correctionnelle a été saisie par une ordonnance du juge d'instruction, passée en force de chose jugée, les juges d'appel doivent se borner à déclarer leur incompétence et renvoyer le ministère public à se pourvoir ainsi que de droit. Une Cour d'Appel, après avoir déclaré la juridiction correctionnelle

(1) Cas. 2 août 1934. B. 1934, n° 153.

incompétente, avait renvoyé le prévenu devant un nouveau juge d'instruction. Son arrêt a été cassé (1) par la Cour Suprême « attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a annulé l'ordonnance du juge d'instruction qui n'était pas soumise à son autorité et qui avait acquis l'autorité de la chose jugée, et que la Cour a commis un excès de pouvoir en réglant de juges ».

Par contre, si la poursuite a été faite sur citation directe, la Cour peut renvoyer le prévenu devant le juge d'instruction compétent (2). Mais le renvoi ne change rien aux règles générales de compétence et notamment si un juge d'instruction a participé à rendre le jugement de condamnation infirmé, il se trouve, par là même, empêché de procéder à l'instruction du crime après renvoi ; l'affaire doit être alors confiée à une autre juge du Tribunal non empêché (3).

Une condition supplémentaire est en outre exigée pour que la Cour puisse se déclarer incompetente et prononcer le renvoi devant le juge d'instruction compétent. En effet, elle ne peut aggraver le sort du prévenu seul appelant ; or, en se déclarant incompetente, parce que le fait qui lui est sou-

(1) Cas. 3 mai 1877. B. 1877, n° 116, p. 236.

(2) Cas. 19 juin 1852. B. 1852, n° 205, p. 379,

S. 1853-1-524.

(3) Même arrêt.

mis constitue un crime, la Cour d'Appel exposerait le prévenu à se voir appliquer une peine plus sévère par la Cour d'Assises. Il faut donc, pour que l'article 214 puisse recevoir sa pleine application, que le ministère public ait lui aussi porté appel. Toutefois il en est autrement si l'appelant a formellement conclu à l'incompétence de la Cour ; dans ce cas, le renvoi à une autre juridiction peut, sur sa demande, être ordonnée (1).

SECTION III.

Saisine par renvoi de la Chambre des Mises en Accusation

La Chambre des Mises en Accusation doit être nécessairement saisie par une ordonnance de transmission du juge d'instruction en matière de crimes pour prononcer la mise en Accusation des inculpés ; elle peut aussi avoir à statuer sur l'opposition à une ordonnance de ce magistrat. Dans ces deux cas, son premier devoir est de vérifier si l'instruction de l'affaire qui lui est soumise est complète ; dans la négative, elle peut, aux termes de l'article 228 du C. I. C., ordonner des informations nouvelles par un arrêt de plus ample informé.

Remarquons tout d'abord qu'elle peut prendre elle-même l'initiative d'ordonner un supplément d'information, en dehors de toute demande du mi-

(1) Cas. 22 juillet 1911. B. 1911, n° 380, p. 734.

nistère public, du prévenu ou de la partie civile. D'autre part, le législateur de 1808 n'a envisagé que le cas où il a été procédé à une première information, mais il résulte d'un arrêt de la Cour Suprême (1) « qu'a plus forte raison, elle peut ordonner une information lorsqu'il n'y en a eu aucune de faite ».

Lorsqu'elle a ainsi ordonné un supplément d'information, la Chambre des Mises en Accusation ne peut y procéder elle-même (art. 236) ; cette mission est alors confiée à un de ses membres qui a lui-même le droit de commettre un juge du Tribunal.

On en a conclu (2) qu'elle peut désigner directement le juge de 1^{re} instance, et, en particulier, le juge dont l'instruction a été considérée comme insuffisante. Dans le cas où elle a été saisie par une opposition à une ordonnance, la Chambre d'Accusation doit, après avoir annulé ou confirmé cette ordonnance, faire le renvoi au juge d'instruction primitif qui, n'ayant pas été dessaisi du fond de l'affaire, reste seul compétent. La Chambre des Mises en Accusation de Grenoble, avait, par un arrêt ancien, annulé l'ordonnance d'un juge d'instruction de son ressort et ordonné à un autre juge de continuer la procédure ; cette décision a été cassée justement « attendu que les juges d'instruction forment de véritables juridictions et que les

(1) Cas. 10 septembre 1831, B. 1831, n° 215, p. 382.

(2) Cas. 10 septembre 1831, précité.

juridictions ne peuvent être saisies ou dépouillées qu'en vertu des dispositions de la loi, et qu'aucune loi n'autorisait le renvoi et les exclusions prononcées par cet arrêt » (1). Cependant, lorsqu'un arrêt de renvoi a été cassé, la Chambre des Mises en Accusation désignée par la Cour Suprême ne saurait choisir le juge d'instruction primitivement saisi et le charger de reprendre la procédure à partir du dernier acte nul ; elle ferait en effet acte de juridiction hors de son ressort et violerait le principe posé par l'article 431 du C. I. C. (2)

L'article 235 du Code (3) attribue à la Chambre des Mises en Accusation, dans toutes les affaires, qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, le droit d'ordonner des poursuites, de se faire apporter des pièces, d'informer ou faire informer et de statuer ce qu'il appartiendra.

(1) Cas. 10 avril 1829. B. 1829, n° 74, p. 202.

(2) Cas. 25 novembre 1915. B. 1915, n° 221, p. 404.

(3) L'article 235 vise la « Cour d'Appel », mais il ne peut s'agir ici que de la Chambre des Mises en Accusation. Cette question a été définitivement réglée par un arrêt de la Cour de Cassation du 13 juin 1850 (B. 1850, n° 195) « attendu que les différentes dispositions du chapitre I du titre II du Code où l'article 235 est placé, ont pour objet de régler les attributions de la Chambre d'Accusation, que l'expression « Cour » employée par cet article ne peut s'appliquer qu'à cette Chambre, puisque l'article ajoute qu'elle ne peut exercer le droit d'évocation qu'autant qu'elle n'a pas encore statué sur la mise en accusation »,

Il résulte de la combinaison de cet article et de l'article 250 que la Chambre des Mises en Accusation peut :

1°) en dehors de l'évocation proprement dite, et par dérogation aux règles générales sur l'exercice de l'action publique, se saisir d'office lorsque, en examinant la procédure, elle croit découvrir la trace d'un crime ou d'un délit imputable soit à l'inculpé, soit à un tiers. Son droit de juridiction s'exerce alors, non seulement sur l'affaire qui lui est soumise par l'ordonnance du juge d'instruction, mais de plus sur des faits nouveaux ou contre de nouveaux inculpés ;

2°) évoquer la poursuite d'office, ou sur les réquisitions du ministère public (art. 250), c'est à dire s'attribuer une instruction à la place d'un juge de première instance et l'étendre à toutes les personnes et à tous les faits qui peuvent s'y rattacher.

Quand elle procède conformément aux articles 235 et 250, la Chambre des Mises en Accusation désigne un de ses membres pour remplir les fonctions de magistrat instructeur. Mais la Cour de Cassation a décidé que « l'article 235 lui donnant le droit d'informer ou de faire informer, cette dernière expression implique pour elle la faculté de commettre un juge d'instruction, lorsqu'elle ne croit pas devoir informer par elle-même et dési-

gner l'un de ses membres pour faire les fonctions de magistrat instructeur (1). De plus, l'arrêt ajoute que lorsque la Chambre des Mises en Accusation décide d'inculper une personne qui n'avait point été comprise dans les poursuites déjà faites, elle peut charger le juge d'instruction qui avait instruit l'affaire de procéder à l'information ordonnée.

Dans toutes ces hypothèses, le juge d'instruction saisi par la Chambre des Mises en Accusation n'agit pas en vertu de ses pouvoirs propres mais seulement en qualité de juge délégué. La Chambre conserve la direction de l'instruction : elle peut par exemple, ordonner telle ou telle mesure qui lui semble nécessaire et l'information lui sera renvoyée directement car c'est elle, et non le juge, qui statuera sur la suite à donner à la procédure. Par suite, la jurisprudence a décidé que les prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 ne s'imposent pas au juge délégué. Cette opinion est, à notre avis, très discutable. La loi de 1897 est générale et il n'y est fait exception que dans les cas d'urgence énumérés dans l'article 7. Nous ne comprenons pas pourquoi l'inculpé poursuivi par la Chambre des Mises en Accusation en application de l'article 235, ne bénéficie pas des garanties de droit commun accordées par la loi, au même titre que l'inculpé poursuivi à la requête du ministère public.

(1) Cas. 9 mars 1916. B. 1916, n° 58, p. 102.

SECTION IV.

Saisine par renvoi de la Cour d'Assises.

Le juge d'instruction peut être saisi par un renvoi de la Cour d'Assises si de nouveaux faits se révèlent au cours des débats. Deux cas ont été prévus par la loi : celui où l'accusé est acquitté de la première accusation (article 361 du C. I. C.) et celui où il est condamné (art. 379).

L'article 361 envisage l'hypothèse où, dans le cours des débats, l'accusé a été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins ; il prescrit au Président, « après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, d'ordonner qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait, en état de mandat de comparution ou d'amener, et même en état de mandat d'arrêt s'il y échet, devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la Cour pour être procédé à une nouvelle instruction ». Toutefois l'article ajoute que cette disposition ne sera exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public aura fait des réserves à fin de poursuite.

Cette mesure a été dictée par la nécessité de s'assurer immédiatement de la personne de l'accusé prévenu de nouveaux faits à l'audience. Trois conditions doivent être réunies pour que l'article 361 reçoive application :

En premier lieu, l'accusé doit avoir été jugé et acquitté de la première accusation. Si des faits nouveaux ont été relevés au cours des débats qui ont été clos par un arrêt de condamnation, il n'y a plus lieu d'appliquer l'article 361 mais l'article 379 du Code qui vise spécialement cette hypothèse. De même, lorsque la Cour d'Assises ordonne un sursis pour qu'il soit informé sur des faits nouveaux, cette instruction ne peut avoir lieu que suivant les règles ordinaires de la procédure (1).

2°- Pour qu'il y ait lieu à application de l'article 361, il faut que les faits qui se sont révélés au cours des débats soient des « faits nouveaux ». Que faut-il entendre par cette expression ? En principe, l'accusé ne peut être jugé que sur les faits qui sont mentionnés dans l'arrêt de renvoi. Mais lorsqu'un fait, découvert à l'audience, vient modifier le fait principal objet de l'accusation, soit en l'aggravant, soit en l'atténuant, il constitue simplement une circonstance aggravante ou atténuante au sujet de laquelle une question supplémentaire doit être posée au jury. Le fait nouveau, au contraire, doit être absolument indépendant du fait de l'accusation et n'exercer sur lui aucune influence. Dans ce cas seulement la procédure prévue par l'article 361 doit être suivie : il a été jugé notamment que le crime de suppression d'enfant constitue un cri-

(1) *Cas.* 14 juin 1883. *B.* 1883, n° 147, p. 246.

me distinct et séparé de celui d'infanticide, et que « bien qu'il soit résulté des débats, l'accusation n'en peut être ajoutée à celle du crime d'infanticide sauf au ministère public à en faire l'objet d'une poursuite nouvelle ». (1).

3°) Enfin le ministère public doit avoir fait, avant la clôture des débats, les réserves exigées par l'article 361. Si ces réserves n'ont pas eu lieu, l'accusé acquitté pourra sans qu'il y ait violation de la chose jugée, être poursuivi en raison d'un nouveau délit qui s'est révélé au cours des débats mais la poursuite s'exercera selon les formes du droit commun et non plus en vertu de l'article 361 (2).

Le ministère public, seul, a qualité pour demander le maintien en détention de l'accusé acquitté mais c'est au Président qu'appartient le droit d'ordonner une poursuite nouvelle et de décider s'il y a lieu ou non de décerner un mandat d'amener ou d'arrêt.

Cet article constitue une dérogation aux règles ordinaires de compétence ; le juge d'instruction saisi est, le plus souvent, celui du lieu où le délit a été commis, car il est placé dans de meilleures conditions que ses collègues de la résidence du prévenu et du lieu où celui-ci a été trouvé ; ici,

(1) Cas. 8 janvier 1892. S. 1892-1-168.

(2) Cas. 27 décembre 1849. B. 1849, n° 357.

D. P. 1851-5-487.

l'instruction nouvelle est confiée au juge d'instruction de l'arrondissement où siège la Cour d'Assises. Cette dérogation est justifiée par les deux considérations suivantes : l'accusé a été libéré par l'arrêt prononçant son acquittement ; il s'ensuit que le siège de la Cour devient en même temps celui de l'arrestation ; d'autre part, le fait nouveau s'est révélé au cours des débats qui viennent de se dérouler au siège de la Cour : dans ces conditions il a paru au législateur que ce juge était le mieux placé pour procéder utilement à l'instruction ordonnée.

Dans la seconde hypothèse envisagée par l'article 379, la procédure s'est terminée par un arrêt de condamnation. Aux termes de cet article, si l'accusé a été inculpé au cours des débats « sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé ; si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la Cour ordonnera qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le Code. Dans les deux cas, le Procureur Général surseoirà à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès ».

Cet article ne déroge pas comme le précédent aux règles de la compétence : la Cour ne doit pas

renvoyer l'accusé devant le juge d'instruction du lieu où elle siège mais devant le magistrat normalement compétent suivant l'article 23 du Code. Cette différence s'explique car l'accusé condamné demeure entre les mains de la Justice et il n'est plus question de délivrer un mandat contre lui pour s'assurer de sa personne. L'article 379 constitue essentiellement une application de la règle du non-cumul des peines. Il suppose qu'un nouveau crime est découvert au cours des débats à la charge de l'accusé : une nouvelle poursuite devra être ordonnée, non par le ministère public, mais par la Cour : 1° si le fait nouveau mérite une peine plus grave que le premier ; 2°) ou si, pour ce second crime, l'accusé a des complices en état d'arrestation. Il sera alors sursis à l'exécution de la première condamnation et si le second procès donne lieu à une condamnation plus sévère, cette deuxième condamnation absorbera la première ; si elle est inférieure, ce qui est toujours possible par suite du jeu des circonstances atténuantes, la seconde sera absorbée par la première. L'article 379 n'envisage pas le cas où le nouveau crime mérite une peine moins grave, car il n'y a plus lieu à surseoir à l'exécution du premier arrêt ; cependant une deuxième poursuite est toujours possible et la deuxième condamnation s'imputera ou absorbera la condamnation précédente suivant leur importance relative.

Ajoutons pour terminer que s'il résulte des débats qu'un crime de faux a été commis par une autre personne que l'accusé, l'article 462 du Code porte que le représentant du ministère public ou le Président de la Cour transmettra les pièces au Procureur de la République près le juge d'instruction, soit du lieu où le délit a été commis, soit du lieu où le prévenu pourra être saisi.

SECTION V.

Saisine par renvoi d'un autre Juge d'Instruction.

Avant de procéder aux actes d'information, le juge d'instruction doit, tout d'abord, vérifier sa propre compétence. Il sera incompétent, soit lorsque la matière ne rentre pas dans ses attributions, soit lorsque la qualité du prévenu le rend justiciable d'un autre juge, soit enfin lorsqu'il n'est juge ni du lieu où le délit a été commis, ni de celui où le prévenu réside ou a été trouvé. Lorsqu'il statue sur l'exception d'incompétence « *ratione loci* », le magistrat instructeur peut être amené à trancher deux difficultés que nous allons examiner l'une après l'autre :

1°) lorsqu'il se déclare incompétent, peut-il saisir lui-même le juge auquel l'affaire doit être renvoyée ?

2°) s'il est l'un des trois juges mentionnés par l'article 63 du Code, et se trouve par là même com-

pétent, lui appartient-il de se dessaisir au profit d'un autre juge d'instruction également compétent qui lui paraît mieux placé pour procéder à l'instruction ?

L'article 69 du C. I. C. nous enseigne que « dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou délit, ni celui de la résidence du prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte devant le juge d'instruction qui pourrait en connaître ». Le sens de cet article est clair ; il ne semble pas qu'il puisse en résulter le moindre doute ; le juge d'instruction incompetent doit désigner et saisir le juge qui connaîtra de la poursuite. Mais nous retrouvons ici un principe général que nous avons déjà rencontré et qui contredit formellement les dispositions de l'article 69 : une juridiction qui se déclare incompetente doit se borner à cette déclaration et il ne lui appartient pas de saisir la juridiction qui lui paraît être compétente. En saisissant un autre magistrat, le juge d'instruction ferait acte de juridiction, or comment pourrait-il agir ainsi puisqu'il se reconnaît lui-même sans qualité pour connaître de l'affaire ? Chaque juridiction est juge de sa propre compétence, là se borne son droit, dit Faustin-Hélie (1). Nous avons vu cependant, en étudiant les articles 193 et 214 du Code qu'une juridiction incompeten-

(1) F. Hélie, n° 1703.

te peut, dans certains cas, renvoyer le prévenu devant le juge d'instruction compétent. La solution proposée par F. Hélie et la majorité des auteurs, bien que contraire aux termes de l'article 69, est beaucoup plus juridique. Il faut donc en conclure que le dernier membre de phrase de l'article 69 : « renverra la plainte devant le juge d'instruction qui pourrait en connaître » doit être considéré comme une formule vague et générale analogue à celle qui est le plus souvent employée : « renverra le ministère public se pourvoir ainsi qu'il avisera ». Le juge, poursuit F. Hélie, « peut reproduire cette formule dans son ordonnance et employer les termes de l'article 69, mais il ne doit pas lui substituer une désignation précise qui, d'ailleurs, pourrait être erronée et motiverait un nouveau circuit de procédure. »

La deuxième question que nous nous sommes posée se présente fréquemment dans la pratique ; en effet, aux termes de l'article 63 du Code, trois juges d'instruction sont également compétents pour procéder à une information : celui du lieu où le délit a été commis, celui de la résidence du prévenu et celui dans l'arrondissement duquel le prévenu a été trouvé. Cette pluralité de magistrats compétents entraînera souvent un conflit de juridiction : supposons par exemple qu'un individu résidant à Rouen ait commis un crime à Caen et

soit arrêté à Paris. Les juges d'instruction de ces trois villes commencent l'information : nous avons donc trois juges également compétents saisis d'une même affaire. Quelle sera l'autorité chargée de dénouer ce conflit ?

L'ancien droit avait prévu cette difficulté et l'avait résolue d'une façon fort simple : la compétence était attribuée en premier lieu au magistrat du lieu du délit, subsidiairement à celui du domicile et, plus subsidiairement encore, à celui de la capture (1). Il reconnaissait en outre un droit de revendication de la poursuite au magistrat auquel appartenait la prévention (2). Le Code de Brumaire an IV, dans ses articles 77 à 79, reproduisit cette solution : en cas de concurrence, dit l'article 77, l'instruction demeure à celui qui a le premier délivré le mandat d'amener. Si le juge de paix du lieu du délit et celui de la résidence ont délivré le mandat d'amener le même jour, le juge de paix du lieu du délit est préféré (art. 78). Et l'article 79 ajoutait : si le juge de paix du lieu de la résidence habituelle et celui de la résidence momentanée l'ont délivré le même jour, l'instruction demeure au juge de paix du lieu de la résidence habituelle.

Ce système n'a pas été adopté par notre Code qui s'est contenté de reproduire la concurrence

(1) Jousse, *Traité de la Justice Criminelle*, t. 1, p. 417.

(2) Jousse. *Traité de la Justice Criminelle*, p. 418 (*Ordonnance de 1670*, titre 1, articles 1 à 4).

entre les trois juges compétents. Il est constant qu'en droit, s'il est plus utile aux intérêts de la justice que l'instruction soit confiée à un magistrat instructeur placé dans de meilleures conditions plutôt qu'à un autre, cette appréciation doit appartenir non au juge d'instruction lui-même mais à la juridiction supérieure qui statue sur le règlement de juges. Le juge compétent et régulièrement saisi ne peut légalement se dessaisir qu'après avoir rempli sa mission, soit par une ordonnance de renvoi, soit par une ordonnance de non-lieu (1). Toutefois, dans la pratique, lorsque plusieurs juges d'instruction également compétents se trouvent simultanément saisis d'une même affaire, ils s'entendent pour abandonner l'instruction à celui d'entre eux qui leur paraît le mieux placé pour y procéder. Ceux qui ne croient pas devoir retenir l'affaire rendent alors une ordonnance de dessaisissement ainsi conçue :

« Vu la procédure commencée contre X... pour... Attendu qu'une instruction est dirigée contre le sus-nommé dans l'arrondissement de... pour le même délit ; que les témoins sont, pour la plupart, domiciliés dans cet arrondissement ; que dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et pour économiser les frais de la procédure, il y a lieu de remettre entre les mains de Monsieur le

(1) Cas 20 avril 1843. B. 1843, n° 64.

juge d'instruction de... l'instruction de cette affaire;
Par ces motifs se déclare dessaisi ».

Le plus souvent, l'instruction est confiée au magistrat du lieu où le délit a été commis qui peut entendre plus facilement les témoins et un seul magistrat reste ainsi chargé de poursuivre la procédure. Si les parties acceptent cette façon de procéder, l'instruction continue normalement mais il est constamment admis en jurisprudence (1) que la régularité de l'ordonnance de dessaisissement rendue par un juge d'instruction compétent au profit d'un de ses collègues déjà saisi ou non peut être contestée.

Un arrêt de la Cour Suprême (2) semble admettre qu'un second juge d'instruction compétent reste seul régulièrement saisi lorsque la décision par laquelle le premier s'est dessaisi au profit du second est passée en force de chose jugée. Nous ne saurions approuver une telle décision car l'ordonnance de dessaisissement ne peut être considérée que comme un acte d'administration, ne jugeant rien et auquel ne peut, par conséquent, s'attacher l'autorité de la chose jugée.

Il convient de préciser que nous avons supposé au début de nos explications que plusieurs juges

(1) Cas. 5 mars 1892. B. 1892, n° 66.
25 juillet 1902. B. 1902, n° 261, p. 471.
9 mai 1913. B. 1913, n° 235, p. 468.

(2) Cas. 3 février 1883. D. 1884-1-48 et la note.

d'instruction se trouvaient en même temps saisis de la *même* affaire. Lorsqu'il s'agit de faits distincts et concernant un même prévenu, il n'y a pas lieu à règlement de juges ; chacun d'eux doit continuer son instruction séparément (1).

Notons en dernier lieu que la Cour de Cassation peut, sur la réquisition du Procureur Général près cette Cour, renvoyer la connaissance d'une affaire d'un juge d'instruction à un autre juge d'instruction pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime (art. 542 C. I. C.). En outre, le magistrat instructeur peut être récusé, comme tous les autres juges, sur la réquisition des parties intéressées mais seulement pour cause de suspicion légitime.

SECTION VI.

Saisine en cas de reprise de l'information pour charges nouvelles.

Nous avons déjà entrepris (2) l'étude de la question de la reprise de l'instruction sur charges nouvelles et nous avons conclu que seuls, les magistrats du parquet ont qualité pour apprécier s'il y a lieu de requérir la réouverture d'une information à raison de la survenance de nouveaux faits. Il ne nous reste plus qu'à préciser ici un dernier point : devant quelle juridiction doit être traduit l'inculpé quand surviennent des charges nouvelles ?

(1) Cas. 14 novembre 1903. B. 1903, n° 348.

(2) Voir plus haut chapitre II. Section 4.

Les articles 246 à 248 du C. I. C. établissent la compétence de la Chambre des Mises en Accusation dans l'hypothèse où c'est cette Chambre qui a rendu la première décision portant qu'il n'y a lieu à suivre. Sur la réquisition du Procureur Général, le Président de la Section Criminelle doit indiquer le juge devant lequel il sera procédé à une nouvelle instruction : il peut désigner soit un membre de la Chambre des Mises en Accusation, soit un juge quelconque du Tribunal, soit le juge d'instruction qui avait suivi la première information mais ce dernier agit alors en qualité de juge délégué et il ne lui appartient pas de régler la nouvelle procédure.

Le législateur n'a pas prévu le cas où les nouvelles charges se produisent après l'ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction. En l'absence de toute disposition spéciale, il convient d'appliquer le principe posé par les articles 246 à 248 : si les textes confient à la Chambre des Mises en Accusation la mission de statuer sur les charges nouvelles, c'est parce que les premières charges ayant été soumises à son examen, il lui appartient d'apprécier si ces nouveaux éléments de preuve complètent les lacunes de la première instruction et suffisent pour motiver le renvoi devant la juridiction de jugement. On doit donc décider par analogie que lorsque les premières charges n'ont été

soumises qu'au juge d'instruction et que ce magistrat les a jugées insuffisantes, il lui appartient d'examiner les éléments recueillis postérieurement à son ordonnance et de décider s'ils constituent des charges nouvelles permettant la réouverture de l'instruction. Le juge n'a pas été dessaisi complètement ; il n'a été dessaisi que relativement à l'état des charges existant lors de sa décision.

La jurisprudence a toujours été fixée dans ce sens (1) et, récemment encore, la Cour Suprême a cassé un arrêt (2) qui avait ordonné la reprise d'une information et commis un des membres de la Chambre des Mises en Accusation pour y procéder alors que le juge d'instruction seul avait été précédemment saisi de la prévention, « attendu que les Chambres d'Accusation ne sont directement compétentes pour statuer sur les charges nouvelles survenues contre un prévenu à l'égard duquel les charges antérieures avaient été déclarées insuffisantes, qu'autant que ces Chambres ont précédemment connu des charges anciennes, c'est-à-dire qu'autant qu'elles y ont précédemment statué ; mais que, lorsque les premières charges n'ont été soumises qu'au juge d'instruction qui a rendu l'ordonnance de non-lieu à suivre, c'est ce juge qui, au cas de

(1) Cas. 22 juin 1899. S. 1901-1-252.

B. 1899, n° 168, p. 293.

Cas. 8 juin 1912 B 1912, n° 307, p. 554.

(2) Cas. 1^{er} avril 1927. G. P. 1927-1-743.

survenance de nouvelles charges, doit être à nouveau saisi ». Et il en est encore ainsi lorsque le juge d'instruction n'a été primitivement saisi qu'à raison de la présence accidentelle du prévenu sur les lieux bien que les faits nouveaux ne se soient pas produits dans son ressort (1).

Il résulte de cette jurisprudence, que ni le ministère public, ni la partie lésée, ne peuvent, après une ordonnance de non-lieu, saisir directement des charges nouvelles le Tribunal Correctionnel ; peu importe d'ailleurs que la citation soit dirigée contre des complices en même temps que contre le prévenu primitif (2). La première décision de non-lieu conserve l'autorité de la chose jugée tant que la survenance de charges nouvelles n'a pas été reconnue par la juridiction qui l'a rendue.

(1) Cas, 5 janvier 1854. B. 1854, n° 2, p. 3.

(2) Alger 5 février 1875. D. 1875-2-120.

Cas. 16 août 1877. S. 1878-1-331.

DEUXIÈME PARTIE

Etendue et effets de la Saisine du Juge d'Instruction

CHAPITRE PREMIER.

Etendue de la Saisine du Juge d'Instruction

L'étude de la saisine du juge d'instruction ne se limite pas à la recherche des différents modes de saisine de ce magistrat : elle comporte en outre l'examen des deux questions suivantes :

1°) De quoi le juge d'instruction est-il saisi ou encore quelle est l'étendue de sa saisine ?

2°) Les magistrats chargés de l'exercice de l'action publique peuvent-ils retirer au juge la connaissance d'une affaire pour la porter directement devant la juridiction de jugement, ou, au contraire, le juge est-il irrévocablement saisi ? Lorsque la saisine s'est opérée régulièrement, le magistrat instructeur peut-il, dans certains cas, refuser d'informer ? Quels sont, en un mot, les effets de la saisine ? Nous allons consacrer nos deux derniers chapitres à l'étude de ces deux questions.

SECTION I.

**Le Juge d'Instruction est saisi de l'action publique :
il est en outre saisi de l'action civile lorsque
la partie civile est intervenue dans la poursuite**

Quelle que soit la façon dont il est saisi, le juge d'instruction a qualité pour instruire sur l'action publique. Il a pour mission la constatation et la vérification officielle du fait délictueux ainsi que des circonstances qui l'ont accompagné et la recherche des preuves. Pour y parvenir, un certain nombre d'actes seront nécessaires : en premier lieu l'interrogatoire de l'inculpé qui devra être conforme à l'article 3 de la loi du 8 décembre 1897, puis l'audition des témoins prévue par les articles 71 à 86 du C. I. C. Le magistrat instructeur ordonnera toutes les mesures qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité : confrontation du prévenu et des témoins en présence du conseil, perquisitions domiciliaires au domicile de l'inculpé ou des tiers dans les conditions requises par les articles 87 à 89 du Code, saisies des papiers ou autres objets utiles dans n'importe quel lieu. Si une question dont la solution exige des connaissances techniques spéciales, médicales ou autres, se présente, le juge d'instruction nommera des experts et leur précisera les

détails de la tâche qui leur est confiée Aux termes de l'article 91 du C. I. C., le magistrat pourra décerner contre le prévenu un mandat de comparution et, si l'inculpé fait défaut, il délivrera contre lui un mandat d'amener en vertu duquel il sera contraint à comparaître devant lui à l'effet d'être interrogé. Il pourra, par la suite, au moyen d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, le constituer en état de détention préventive.

Lorsque la procédure sera terminée, le juge d'instruction la communiquera au Procureur de la République qui devra lui adresser ses réquisitions dans les trois jours au plus tard. S'il est d'avis que le fait n'est pas punissable ou que les charges relevées contre l'inculpé sont insuffisantes, il déclarera par une ordonnance qu'il n'y a pas lieu à suivre. S'il estime que le fait constitue une contravention, il renverra l'inculpé devant le Tribunal de Simple Police et ordonnera sa mise en liberté s'il est arrêté. Si le fait présente le caractère d'un délit correctionnel, il renverra son auteur devant le Tribunal de Police Correctionnelle ; enfin si l'infraction est de nature à être punie d'une peine afflictive ou infamante, il ordonnera la transmission de la procédure au Procureur Général pour qu'elle soit examinée par la Chambre des Mises en Accusation.

Nous ne nous attarderons pas davantage sur le détail des actes d'instruction. Chacune des mesures

que nous venons d'énumérer rapidement suffirait à elle seule pour donner lieu à de très longs développements. Mais il est un point qui rentre dans notre sujet et sur lequel nous ne saurions trop insister : le juge d'instruction doit être absolument libre de diriger comme il l'entend la procédure dans les limites de sa saisine : lui seul a qualité pour apprécier si telle ou telle mesure doit ou non être prise. « C'est un devoir indispensable du juge d'instruction, lit-on dans l'exposé des motifs du Code, de réunir avec le soin le plus scrupuleux tout ce qui peut tendre à la découverte du coupable. Il ne doit absolument rien négliger de ce qui peut tendre au but qu'il doit se proposer ». On insista à nouveau sur cette idée au sein de la Commission extra-parlementaire de la réforme du Code d'Instruction Criminelle en 1879 (1) : l'exposé des motifs du projet du gouvernement s'exprimait ainsi : « Dès qu'il est régulièrement requis, le juge d'instruction jouit d'une latitude complète pour prescrire spontanément, sans qu'une réquisition du ministère public ou du plaignant soit nécessaire, toutes les mesures d'information qu'il juge opportunes ». S'il en était autrement, le juge ne serait que l'exécuteur des ordres du ministère public. Que deviendrait dans ces conditions le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction dont on a si souvent

(1) Séance du 19 février 1879,

proclamé l'impérieuse nécessité ? Certes, les réquisitions du Procureur sont indispensables au début et à la fin de la procédure pour mettre en mouvement l'action publique et pour y statuer. Mais entre ces deux limites, il appartient au juge de diriger l'instruction, « d'écouter sa conscience et de ne faire que les actes qu'il croit justes et nécessaires » (1).

Il résulte de cette règle que le juge d'instruction n'est pas obligé d'accomplir rigoureusement les actes qui lui sont indiqués dans le réquisitoire ; en particulier, il n'est pas tenu de faire citer devant lui les témoins qui y sont désignés ; il ne les entendra que s'il le juge utile. L'article 71 l'autorise expressément à entendre les témoins qui lui sont désignés *autrement* que par le Procureur ou par la plainte ; il n'a donc pas besoin de réquisition à cet effet. Il peut, de même, refuser l'arrestation d'un inculpé ou lui accorder sa mise en liberté provisoire contrairement aux conclusions du ministère public.

Il semble résulter des termes de l'article 61 du Code, que le juge ne peut faire aucun acte d'instruction sans avoir reçu au préalable les conclusions du ministère public. Une appréciation stricte de ce texte paralyserait la marche de la procédure. D'autres dispositions autorisent le magistrat instructeur à procéder d'office aux actes les plus gra-

(1) Faustin-Hélie, tome IV, n° 1616.

ves (mandat d'amener ou de dépôt : ar. 61 § 2 ; perquisitions, saisies : art. 87-88) ; dès lors, il serait illogique qu'il ne puisse faire de lui même des actes de moindre importance : entendre des témoins par exemple. En réalité, le législateur n'a songé dans cet article, qu'à interdire au juge d'instruction saisi d'une plainte de la partie civile, de commencer la procédure sans avoir communiqué les pièces au Procureur de la République.

Seuls, deux actes d'instruction font exception à cette règle : aux termes de l'article 94 le juge ne pourra décerner le mandat d'arrêt qu'après avoir entendu le Procureur de la République et il ne pourra donner mainlevée de tout mandat de dépôt ou d'arrêt que sur les conclusions conformes du ministère public. Dans ces deux cas la procédure sera obligatoirement communiquée au parquet.

L'article 61 du C. I. C. autorise le Procureur de la République à requérir la communication du dossier à toutes les époques de l'information à charge de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures. Lorsqu'il en a pris ainsi connaissance, il la renvoie au juge d'instruction avec ses réquisitions ; ce magistrat, nous l'avons dit, n'est pas lié par le réquisitoire, mais il tenu d'y répondre par une ordonnance motivée ; s'il refuse de faire un acte d'ins-

(1) Donai, 26 mai 1898. D. 1898-2-96.

(2) Montpellier, 27 juin 1846. D, A. I. C., n° 568.

truction requis par le ministère public, un conflit va naître entre les deux magistrats : dans ce cas, l'article 135 reconnaît au Procureur un droit d'appel des ordonnances du juge et le litige sera tranché par la Chambre des Mises en Accusation.

Nous avons laissé de côté la question de savoir si le réquisitoire lie le juge d'instruction en ce qui concerne les personnes qui feront l'objet de poursuites. Ce problème, d'une importance capitale, sera traité dans notre prochaine section.

En second lieu, le juge d'instruction est saisi de l'action civile dès lors que la victime de l'infraction s'est constituée partie civile ; peu importe qu'elle ait pris l'initiative des poursuites ou qu'elle soit simplement intervenue dans la poursuite engagée par le ministère public. Dans ce domaine, le juge devra vérifier si le réclamant justifie d'un intérêt suffisant pour intenter son action et si le préjudice qu'il a subi est le résultat du délit commis par le prévenu. Si les charges sont suffisantes, il saisira la juridiction de jugement qui, après avoir statué sur l'action publique, fixera le montant de l'indemnité accordée à la personne lésée.

SECTION II.

Le Juge d'Instruction est saisi « in rem » et non « in personam ». Conséquences.

Nous arrivons maintenant à l'étude d'une question capitale qui a toujours été fort discutée tant en doctrine qu'en jurisprudence : le juge d'instruction saisi de l'action publique par un réquisitoire d'information ou par une plainte avec constitution de partie civile peut-il inculper et décerner des mandats de comparution, d'amener ou de dépôt contre des individus autres que ceux qui sont désignés dans le réquisitoire ou dans la plainte de la partie lésée ? Nous envisagerons d'une part, le cas où le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire du parquet, et, d'autre part, celui où il est saisi par une plainte et constitution de partie civile. Remarquons dès maintenant que la solution à intervenir devra être identique, car, dans l'un et l'autre cas, le juge est saisi de l'action publique et on ne peut concevoir que l'étendue de sa saisine varie suivant la façon dont elle s'est opérée.

Suivant une première opinion, le juge d'instruction ne peut, hors le cas de flagrant délit, inculper

et par suite décerner des mandats contre des individus à l'égard desquels l'action publique n'a pas été intentée pour le motif suivant : impliquer dans la poursuite d'autre individus, serait, de la part du juge d'instruction, diriger contre eux, l'action publique dont l'exercice ne lui appartient pas. L'article 61 § 2 qui autorise le magistrat instructeur à délivrer s'il y a lieu un mandat d'amener ou de dépôt sans que ces mandats soient précédés des conclusions du Procureur de la République ne contredit en rien cette solution car il suppose que l'action publique a déjà été intentée par le fonctionnaire compétent contre les individus dont le juge d'instruction est autorisé à ordonner, sans réquisitions préalables, l'arrestation préventive. En délivrant des mandats conformément à cet article, le juge ne fait qu'exécuter les réquisitions du parquet, il est donc inutile qu'il attende de nouvelles conclusions.

Cette doctrine, adoptée par Mangin (1), a reçu l'approbation du Sénat qui a voté lors de la discussion du projet de réforme de l'Instruction Criminelle, un article 50 ainsi conçu : « Le juge d'instruction ne peut instruire que sur les faits et à l'égard des individus qui sont l'objet du réquisitoire du Procureur de la République ». Il a été jugé (2).

(1) Mangin, tome I, n° 13.

(2) Douai, 6 juin 1874. S. 1875-2-1.

en ce sens que « le juge excède ses pouvoirs quand, en dehors du flagrant délit et dans le cours d'une procédure ordinaire, il décerne spontanément des mandats même de comparution, contre d'autres prévenus que ceux limitativement dénommés dans le réquisitoire à fin d'informer ». Il y a également excès de pouvoir de la part du juge d'instruction, ajoute cet arrêt, lorsqu'en l'absence de toute réquisition du ministère public, il clôt la procédure à l'égard de ceux qu'il a personnellement inculpés, soit par une ordonnance de renvoi, soit par une ordonnance de non-lieu.

Parallèlement à ce que nous venons d'exposer pour le cas où l'action publique est mise en mouvement par le Procureur de la République, il a été soutenu que le juge d'instruction qui reçoit une plainte accompagnée d'une constitution de partie civile est obligé d'inculper du fait qui lui est déféré les personnes que l'auteur de la plainte lui a signalées. Cette opinion a prévalu devant la Cour de Cassation et un arrêt du 28 mai 1925 (1) décide que « le juge saisi d'une plainte avec constitution de partie civile a le devoir d'informer contre ceux que la partie civile a, à ses risques et périls, nommé ment dénoncés dans la plainte comme inculpés. On sait que, depuis la loi du 2 juillet 1931, le juge d'instruction saisi par une partie civile peut, sur réqui-

(1) Cas. 28 mai 1925. D. 1926-1-121.

sitions du parquet, instruire provisoirement contre inconnu et entendre les personnes désignées dans la plainte comme témoins jusqu'au moment où, d'après les résultats de l'information, elles pourront être légitimement inculpées.

Cette opinion a été vivement combattue et semble être abandonnée aujourd'hui. On a fait remarquer que le fait d'inculper de nouveaux auteurs n'est pas mettre l'action publique en mouvement puisque celle-ci a déjà été provoquée par le réquisitoire du Procureur ou la plainte de la partie civile. Rappelons quelle est exactement la mission du magistrat instructeur : une fois saisi de l'action publique, il est investi d'un pouvoir propre en vue de rassembler les indices du délit et d'en découvrir les auteurs. Son devoir est de faire toute la lumière au sujet des faits qui lui sont soumis : « Le droit que le juge puise dans le premier réquisitoire (ou dans la plainte de la partie civile), est un droit général d'informer, et par conséquent de procéder contre tous les auteurs et complices du fait » affirme Faustin-Hélie (1). Il est le maître de la procédure et c'est à lui seul qu'il appartient de dire quels en sont les auteurs. D'ailleurs l'article 61 § 2 lui donne la faculté de décerner s'il y a lieu des mandats d'amener ou de dépôt, sans que ces mandats aient été précédés des conclusions du ministère public. On a

1) F. Hélie, tome 3, n° 1621.

dit que cet article ne visait que le cas où des réquisitions avaient déjà été prises contre l'individu arrêté mais les travaux préparatoires démentent cette interprétation : on y lit (1) en effet que la faculté de décerner des mandats sans conclusions préalables s'applique à tous les cas d'urgence.

Supposons que le juge découvre au cours de ses investigations un coupable dont le nom ne figure pas sur le réquisitoire du ministère public, soit qu'il ait ignoré sa participation au crime, soit qu'il ait estimé que les charges relevées étaient alors insuffisantes ; il importe, dans ce cas, d'arrêter immédiatement l'individu soupçonné qui, bien souvent, ne manquerait pas de profiter du délai nécessaire à la communication pour prendre la fuite. S'il en était autrement, comment le juge d'instruction agirait-il lorsque la procédure s'engage sans que l'auteur du fait soit connu et, par conséquent, sans qu'il soit désigné dans le réquisitoire ? L'instruction a précisément pour objet de rechercher cet auteur et de rassembler les preuves de sa culpabilité. La désignation des individus faite par le Procureur ou la partie civile est donc purement indicative. Le juge peut, dans la limite des faits qui lui sont soumis, informer contre toute personne : il est saisi « in rem » et non « in personam ». Adopter la

(1) Locré. Exposé des motifs, t. XXV, p. 242, n° 17.

solution contraire, ce serait retirer au juge la possibilité de faire toute la lumière sur l'affaire dont il est saisi, ce serait l'empêcher d'accomplir l'œuvre qu'on attend de lui.

Dans l'ancien droit, le magistrat instructeur était, comme aujourd'hui, maître de l'information et il était autorisé à informer contre les auteurs et complices du délit au fur et à mesure qu'il les découvrait (1). La Commission de la Chambre des Députés se montra sur ce sujet d'un avis contraire à celui du Sénat : elle estima en effet que « quand le juge d'instruction saisi de la poursuite d'un fait déterminé contre un présumé coupable découvre un autre coupable, son droit d'informer est indéterminé quant à ceux qui peuvent l'avoir commis. L'action publique a été mise en mouvement et doit atteindre tous les coupables sans être obligée d'attendre de nouvelles réquisitions » (2) et elle proposa le texte suivant : « le juge d'instruction fera tous les actes qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité. Lorsqu'il aura été saisi à la requête du ministère public, il pourra, sous la seule condition de l'en aviser, instruire à charge d'individus non désignés dans le réquisitoire et que l'information lui désignerait (3).

(1) Jousse I. C., t. 3, p. 85.

(2) Rapport de M. Bovier-Lapierre, p. 30.

(3) Article 49 du projet de la Commission de la Chambre des Députés.

Le droit du magistrat instructeur d'impliquer dans la procédure des personnes autres que celles qui sont désignées dans le réquisitoire du parquet est admis aujourd'hui par la Cour de Cassation. « La compétence du magistrat instructeur dit-elle (1) est déterminée par la nature du fait incriminé et s'étend indistinctement à tous ceux qui, à l'un quelconque des titres définis par la loi, ont participé à l'infraction dont il est saisi ». En pratique, un grand nombre de juges d'instruction se croient obligés lorsqu'ils ont l'intention d'inculper d'autres personnes, et spécialement quand le réquisitoire a été pris contre X..., de rendre une ordonnance de soit communiqué et d'attendre un nouveau réquisitoire visant nommément le coupable à inculper. Cette façon de procéder est contraire aux principes que nous avons admis ; le Procureur de la République ne doit pas s'immiscer dans l'instruction : il a exercé définitivement sa prérogative en mettant l'action publique en mouvement par ses réquisitions.

Lorsque le juge d'instruction a été saisi par une plainte et constitution de partie civile, il doit en être de même : le juge est saisi du fait lui-même et il conserve toute liberté pour instruire contre des individus non désignés dans la plainte. La Cour Suprême ne s'est jamais ralliée à cette solution, la seule pourtant qui soit compatible avec le système

(1) Cas. 24 juin 1922. D. 1924-1-58.

suivi en cas de saisine par le parquet, malgré l'avis de certains juristes éminents et notamment de M. Donnedieu de Vabres qui soutenait avec raison selon nous que « même au cas de plainte nominative, ce qu'on soumet au juge d'instruction, c'est une infraction à la loi pénale, ce n'est pas une poursuite contre une personne déterminée » (1). La Commission de la Chambre des Députés proposa dans son article 49 la procédure suivante : « Lorsqu'il (le juge d'instruction) aura été saisi directement par la partie civile, si l'information lui révèle des présomptions de culpabilité à la charge d'individus non désignés dans la plainte, il devra, avant d'instruire à leur encontre :

1°) en donner avis à la partie civile qui aura à déclarer si elle entend persévérer dans sa plainte et conserver sa qualité de partie civile ;

2°) en cas de retrait de la plainte ou de refus de la partie civile de conserver cette qualité, communiquer immédiatement la procédure au Procureur de la République qui prendra telles réquisitions qu'il jugera convenables ».

Ce système serait avantageux pour la partie civile puisqu'il lui permettrait de se désister, passé le délai de 24 heures de l'article 66 du Code, mais il

(1) Revue pénitentiaire 1925, p. 94.

ne serait pas strictement conforme aux idées que nous avons admises plus haut ; le juge saisi du fait par la partie civile doit pouvoir instruire contre tous les coupables présumés sans avoir à attendre de nouvelles conclusions, soit du Procureur, soit de la partie civile.

Supposons maintenant qu'au cours de son information, le juge d'instruction soit amené à découvrir, non plus de nouveaux auteurs mais de nouveaux faits qui constituent des infractions soit à la charge des inculpés impliqués dans la procédure suivie, soit à la charge de personnes étrangères. Doit-il étendre son information à ces nouveaux faits ? Cette question diffère essentiellement de la précédente. En effet, l'instruction préparatoire a lieu « in rem » et c'est précisément le rôle du parquet de préciser les faits au sujet desquels il met en mouvement l'action publique, de tracer et de circonscrire les limites de l'information. Informer sur des faits nouveaux et distincts de ceux visés dans le réquisitoire, ce serait, de la part du juge, exercer l'action publique relativement à ces faits et méconnaître les droits du parquet. Le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction s'y oppose formellement : hors le cas de flagrant délit, il ne peut mettre l'action publique en mouvement. Si le juge d'instruction, méconnaissant les limites de ses pouvoirs instruisait sur des faits dont il n'est

pas saisi, il n'est pas douteux que tous les actes d'instruction auxquels il procéderait seraient entachés de nullité et devraient être annulés (1).

Du principe suivant lequel l'instruction préparatoire a lieu « in rem » et non « in personam » on peut tirer une foule de conséquences pratiques importantes :

En premier lieu, le juge d'instruction requis d'informer sur une infraction déterminée a qualité pour instruire à l'égard de tous les auteurs et complices de ladite infraction et ceci non seulement quand le ministère public a spécifié dans le réquisitoire que l'information devra être suivie contre les auteurs et complices du délit ou contre tels individus désignés et leurs complices mais aussi lorsqu'aucune allusion les concernant n'a été faite dans les réquisitions du parquet (2).

D'autre part, comme le magistrat instructeur est saisi non de tel ou tel crime que le Procureur a qualifié dans son réquisitoire ou la partie civile dans sa plainte, mais, en réalité, d'un fait déterminé, il ne peut se refuser à instruire sous prétexte que le fait incriminé, bien qu'atteint par la loi pénale constituerait, non le délit indiqué mais une autre infraction. Un arrêt de la Cour de Riom (3) nous enseigne à ce sujet que le réquisitoire introductif d'instance ne lie pas le juge, qu'il ne contient

(1) Paris, 7 juillet 1903. D. 1904-2-275.

(2) Cas. 24 juin 1922 précité.

(3) Riom, 13 septembre 1886. Journ. des Parquets 1886-2-93.

qu'une qualification provisoire pouvant être modifiée en tout état de l'information et qu'il n'est qu'une simple interpellation au magistrat instructeur d'avoir à informer sur des actes ou des paroles devant revêtir un caractère délictueux, le fait reproché devant ensuite recevoir de l'instruction à laquelle il est procédé sa qualification définitive. Dans ce cas le juge doit donc rechercher si le fait qui lui est soumis constitue une infraction punissable sauf à modifier, par la suite, la qualification qui lui a été proposée.

Il arrive fréquemment qu'au cours d'une information, des charges viennent à se révéler contre une personne précédemment entendue comme témoin, engageant sa responsabilité pénale : ce cas se présente notamment lorsque le parquet a requis d'informer contre inconnu ou lorsque, en application de la loi du 2 Juillet 1931, le juge, d'accord avec le Procureur de la République, entend comme témoin la personne dénoncée dans la plainte de la partie civile. Or, aux termes de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1897, le magistrat doit, lors de la première comparution du prévenu, constater son identité, lui faire connaître les faits qui lui sont reprochés et recevoir ses déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire.

Ici évidemment ces prescriptions n'ont pas été observées puisque, au contraire, le témoin a été

invité à dire tout ce qu'il savait sous la foi du serment ; le juge d'instruction sera-t-il empêché d'inculper le coupable qu'il vient de découvrir ? La jurisprudence (1) décide que non : il ne serait plus possible en effet, de mener à bonne fin une information si un individu ne pouvait plus être inculqué parce qu'il a tout d'abord été entendu comme témoin ; en particulier quand une instruction est ouverte contre X, le premier devoir du magistrat instructeur est d'entendre les témoins trouvés sur les lieux du crime et souvent le coupable sera parmi eux. Mais il faut que cette solution soit créée par la force même des choses et que le juge ignore totalement que la personne entendue comme témoin au début de la procédure est en réalité l'auteur du délit. On a parfois critiqué (2) l'abus des informations contre X permettant au juge de tourner facilement la loi. Le Tribunal de la Seine (3) a fort justement répondu « que s'il se rencontrait un magistrat instructeur assez inconscient de ses devoirs pour se soustraire aux obligations qui lui sont imposées par la loi, en interrogeant et en continuant à interroger comme témoin une personne à l'égard de laquelle il y a tous les éléments suffisants pour la croire coupable, la loi serait incon-

(1) Cas. 28 juillet 1899. France Judiciaire 1899-2-442.

(2) Chambre des Députés. Séance du 17 juillet 1908. J. O. 17 décembre 1908, page 2917.

(3) Trib. Cel Seine 24 juin 1898. Recueil Gaz. Trib. 2^e semestre 2-233.

testablement violée ; mais que la conscience du magistrat soucieux de ses devoirs et de l'observation stricte des lois, lui dicte seul le moment où sa conviction est assez assise pour considérer comme pouvant et devant être inculpé celui qu'il n'avait entendu jusqu'alors que comme témoin, sans qu'on puisse lui objecter, sans preuves, qu'il a usé d'artifices pour se soustraire aux obligations de la loi ». Doit donc être annulée, ainsi que toute la procédure qui a suivi, l'audition en qualité de témoin de celui qui n'a été inculpé que postérieurement, alors qu'il résulte des actes d'information qu'au moment de la comparution il était déjà inculpé dans l'esprit du juge d'instruction, et que cette audition a eu pour but et pour résultat d'éluder les garanties édictées par la loi du 8 décembre 1897 et de porter atteinte à la défense (1).

Le juge d'instruction ne peut faire porter son information sur des faits autres que ceux qui sont expressément visés dans le réquisitoire ou dans la plainte de la partie civile ; cette règle reçoit application même lorsqu'il s'agit de faits connexes si, malgré leur connexité, ils sont distincts de ceux qui font l'objet de la poursuite. Le juge ne peut davantage instruire sur des faits qui bien qu'accessoires ou concomittants, ne peuvent modifier le caractère du fait principal (2). Il a été décidé (3)

(1) Alger 26 janvier 924. D. H. 1924, page 358.

(2) Cas. 29 mai 1886. B. 1886, n° 197.

(3) Cas. 11 février 1910. G. P. 1910-2-633.

notamment par la Cour Suprême qu'un juge d'instruction requis d'informer sur présomption contre X d'avoir commis involontairement des homicides sur diverses personnes, ne saurait se considérer comme étant saisi en même temps des délits de falsification, mise en vente et vente de lait falsifié en raison de ce que les homicides involontaires nommément visés seraient attribués à l'addition d'eau contaminée.

Toutefois il en est différemment au cas d'indivisibilité, si les faits nouveaux ne constituent que des circonstances aggravantes des premiers faits ou des éléments successifs d'un délit d'habitude. Ainsi le juge a qualité pour instruire, sans nouveau réquisitoire, sur toutes les circonstances qui se rattachent au fait dont il est saisi et qui ne constituent pas des infractions distinctes : telles sont les circonstances d'effraction ou de violences qui aggravent le vol visé dans le réquisitoire ; il en est de même lorsque, dans une information pour meurtre, le juge d'instruction s'aperçoit que ce crime a été commis avec préméditation ou guet-apens et constitue un assassinat car l'assassinat n'est pas un crime « sui generis » mais un meurtre qualifié. Si, au contraire, le juge découvre au cours de la procédure que l'auteur du meurtre est le propre fils de la victime, il y a parricide et le juge n'est pas qualifié pour instruire du chef de parricide car la qua-

lité de l'auteur est un élément constitutif de ce dernier crime.

Puisqu'il est admis que le juge d'instruction est saisi du fait qui lui est dénoncé, il est indispensable que ce fait soit suffisamment précisé dans le réquisitoire ou dans la plainte de la partie civile. On a soutenu (1), en doctrine, que lorsque le ministère public n'est pas à même de signaler, dès son premier réquisitoire, tous les délits commis par un individu, et lorsqu'il prévoit que des faits encore inconnus au moment de l'ouverture de l'information pourront être découverts par la suite, il lui appartient d'étendre la mission du magistrat instructeur en lui demandant de porter son information sur tel délit spécifié et sur tous les autres dont le prévenu peut être coupable. On a soutenu aussi qu'un magistrat instructeur pouvait être requis d'informer contre X pour détention et trafic de stupéfiants par exemple sans aucune autre indication. De telles réquisitions donnaient pour mission au juge saisi :

1°) de rechercher si, dans la circonscription, des personnes quelconques avaient, depuis moins de trois ans, détenu et trafiqué des stupéfiants ;

2°) d'instruire successivement sur tous les actes de détention ou trafic de stupéfiants découverts.

(1) Mangin n° 14. F. Hélie, tome 5, page 166.

Le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction s'oppose à l'admission d'un tel système. En effet, lorsque le réquisitoire est conçu dans des termes aussi vagues et aussi généraux, c'est le juge d'instruction qui met lui-même en mouvement et exerce l'action publique relativement aux faits nouveaux : il se substitue aux magistrats du parquet qui ne pouvaient se dessaisir de leur droit de poursuite à son profit. Il importe donc que le fait soit précisé dans son existence, sa matérialité et sa date sinon dans le réquisitoire lui-même, du moins dans les pièces qui y sont jointes. Telle est d'ailleurs la règle suivie en jurisprudence et maintes fois affirmée par les Tribunaux (1). Elle s'applique aussi au cas où le juge est saisi par la partie civile. Un arrêt récent de la Cour Suprême (2) nous enseigne que le plaignant qui, en dénonçant certains faits qu'il qualifie de faux et usage de faux vise en outre « tous autres crimes que pourrait révéler l'information » ne saisit la juridiction d'instruction par cette formule d'aucun fait déterminé en dehors de ceux de la plainte et l'arrêt précise qu'il n'appartient pas au magistrat instructeur, au cas où son information aurait révélé d'autres crimes, de s'en saisir d'office. Dans toutes ces hypothèses, la procédure

(1) Rouen 26 juillet 1912, G. P. 1912-2-151.

Alger 26 janvier 1924, D. H. 1924, page 358.

Nîmes 4 juin 1925, G. P. 1925-2-315.

(2) Cas. 16 novembre 1934, G. P. décembre 1934, page 861.

suivie à tort par le juge est nulle, pour violation d'un règle d'ordre public.

La question de l'étendue de la saisine du magistrat instructeur demeure très controversée quand il s'agit de délits de même nature. Supposons qu'un même individu se soit rendu coupable d'une série de délits punis par le même texte de loi pénale mais entièrement distincts les uns des autres, chacune des affaires pouvant être instruite, discutée et appréciée abstraction faite des autres et chacune permettant à elle seule de réunir les éléments nécessaires pour qu'une condamnation intervienne: ce sont par exemple des vols commis à diverses époques au préjudice de diverses personnes : dans ce cas, le juge ne sera saisi que des faits spécifiés dans le réquisitoire ; il ne pourra valablement instruire sur les autres vols qui ont été ignorés du parquet. Il existe cependant un arrêt de la Cour de Cassation (1) qui déclare que lorsqu'une série de délits procédant d'une même pensée criminelle peut être imputée à un inculpé, le magistrat instructeur n'est pas tenu de préciser tous les faits délictueux et d'indiquer les noms de tous les plaignants qui viennent directement à sa connaissance. Il s'agissait, en l'espèce, d'une affaire d'escroquerie et l'arrêt a décidé « que les plaintes postérieures au réquisitoire introductif étaient virtuellement

(1) Cas. 8 décembre 1899. D. 1903-1-457.

comprises dans l'inculpation complexe d'escroquerie mentionnée au dit réquisitoire ». La Cour en a conclu que les faits portés directement à la connaissance du magistrat instructeur postérieurement au réquisitoire initial pouvaient être valablement retenus dans le règlement définitif de l'affaire. Cette décision peut se justifier en matière d'escroquerie car ce délit suppose une mise en scène préalable pour faire croire à l'existence d'une entreprise purement imaginaire ; on se trouve donc en présence d'une série de faits qui, bien que distincts, constituent la manifestation d'une même entreprise criminelle et le juge peut, dans ces conditions, valablement instruire sur tous les faits qui sont la conséquence de cette entreprise lorsque l'instruction a été ouverte à raison de telle escroquerie et de toutes autres dont le prévenu a pu se rendre coupable ou à raison « des escroqueries commises à l'égard de N et de toutes autres personnes que l'instruction fera connaître ». Mais en dehors de ce cas particulier le magistrat instructeur n'est pas saisi des autres délits qui parviennent à sa connaissance postérieurement au réquisitoire introductif, et, pour élargir son instruction, il doit attendre de nouvelles réquisitions du parquet.

Il arrive fréquemment, en pratique, que le juge d'instruction découvre au cours d'une information des indices ou des preuves d'autres crimes ou délits

imputables soit à l'inculpé, soit à des tiers. Bien qu'il ne soit pas saisi de ces faits, le juge a cependant le droit et le devoir, en sa qualité d'Officier de Police Judiciaire, de les constater dans ses procès-verbaux pour en donner avis au ministère public ; les éléments ainsi recueillis auront au moins la valeur d'une dénonciation.

Quelle est exactement l'étendue du droit du magistrat instructeur relativement à ces nouveaux faits ? Il est incontestable qu'il peut, en vertu des attributions qui lui sont propres, recevoir et consigner toutes les déclarations faites par des témoins ou par l'inculpé concernant l'existence de crimes ou de délits non visés dans le réquisitoire : ces constatations permettront au parquet d'apprécier l'opportunité de nouvelles poursuites (1). Mais a-t-il le droit d'entendre d'autres témoins ou de faire des actes de recherche à propos de ces nouveaux crimes ou délits ? D'après Mangin (2), le juge d'instruction peut recueillir dans le procès-verbal d'information les parties de déclarations des témoins qui sont relatives à d'autres délits ; saisir, dans les perquisitions qu'il opère, les objets qui lui paraissent provenir de délits différents de celui qui les a motivées, et interroger le prévenu sur tous les faits que l'instruction a fait parvenir à sa connaissance.

D'autres auteurs vont même plus loin : Duver-

(1) Cas. 11 décembre 1908. G. P. 1909-1-42.

(2) Mangin tome 1, n° 12.

ger (1) par exemple, enseigne que le juge doit informer sur tous les faits commis par le prévenu jusqu'à ce que les éléments nécessaires au jugement soient réunis et alors seulement communiquer au ministère public. Un arrêt de la Cour de Rennes (2) s'est prononcé dans ce sens en reconnaissant au juge d'instruction le droit d'ordonner une expertise pour constater, à la charge de l'inculpé contre lequel il informe, des délits autres que ceux qui font l'objet du réquisitoire introductif ; il admet en outre que les actes d'instruction ainsi accomplis ont pour effet d'interrompre la prescription de l'action publique puisque le juge agit en qualité d'instructeur (art. 637 C. I. C.). Nous ne saurions partager ce point de vue : le principe de la séparation des pouvoirs du juge et du ministère public s'y oppose formellement et tout acte d'instruction proprement dit, tel la commission d'un expert, doit être interdit au juge qui n'a pas été expressément requis d'informer à ce sujet. Nous croyons que le juge doit se borner à effectuer des actes d'investigation, actes sommaires, essentiellement différents des actes d'instruction ou de poursuite qui ne sont réguliers qu'après intervention du ministère public conformément à l'article 61 C. I. C. Dès que les éléments ainsi réunis sont de nature à justifier de nouvelles poursuites, le juge doit suspendre ses

(1) Duverger. *Manuel des Juges d'Instruction*, tome I, n° 122.

(2) Rennes 3 novembre 1887. D. 1888-2-233.

investigations et communiquer le dossier au parquet en vue de la délivrance d'un réquisitoire supplétif. Il ne doit pas procéder sans y être autorisé à une véritable information en accomplissant des actes d'instruction tels que confrontations, perquisitions ou commissions d'experts. En présence des faits qui viennent de lui être ainsi signalés, le Procureur de la République confiera le plus souvent la nouvelle procédure au premier juge : ce magistrat est en effet particulièrement qualifié puisqu'il connaît déjà les principaux éléments du fait incriminé et le degré de culpabilité des inculpés. De plus, il existe le plus souvent des liens de connexité entre l'information déjà suivie et la nouvelle ; il est donc souhaitable que les deux procédures soient réunies entre les mêmes mains. Mais le ministère public est libre de donner à cette nouvelle poursuite la direction qu'il lui plaît. Il peut la confier à un autre juge d'instruction s'il y en a plusieurs ou saisir directement la juridiction de jugement s'il estime que les éléments de preuve déjà recueillis suffisent pour entraîner une condamnation.

SECTION III.

Pouvoirs du Juge d'Instruction relativement à l'intention, aux excuses et aux faits justificatifs.

L'intention coupable étant un des éléments constitutifs de la plupart des infractions, il n'est pas douteux que le juge d'instruction a le droit de l'apprécier ; faute de cet élément, le caractère délictueux du fait disparaît et le juge doit rendre une ordonnance de non-lieu. Il faut, en cette matière, se garder de confondre l'intention juridique avec les mobiles. Lorsque, par exemple, le juge d'instruction est requis d'informer du chef de meurtre, il doit examiner si l'agent a eu ou non l'intention de donner la mort. Mais si cette intention est nécessaire pour donner au fait le caractère de meurtre, elle est aussi suffisante : le juge n'a pas à rechercher le mobile qui a inspiré le meurtrier. Il importe peu que la mort ait été donnée à la demande de la victime et pour abréger ses souffrances ; en principe, la loi ne tient pas compte des mobiles du crime pour effacer la culpabilité. Un arrêt récent de la Cour Suprême (1) déclare nettement à ce sujet que « l'intention frauduleuse est un élément essentiel du crime de faux et que les juridictions d'instruction ont compétence pour apprécier si cet élément existe ou non ».

(1) Cas. 1^{er} août 1930 Semaine juridique 1930, p. 1184.

Le magistrat instructeur est-il compétent pour apprécier les faits d'excuses susceptibles de modifier le caractère de l'acte incriminé ? Pour être impartiale, l'instruction doit avoir lieu tant à charge qu'à décharge ; il est donc évident qu'elle doit porter sur tous les faits qui sont de nature à atténuer la culpabilité du prévenu. Mais l'appréciation des excuses échappe à la juridiction d'instruction qui n'est pas chargée d'appliquer la peine et n'appartient qu'à la juridiction de jugement ; en effet les excuses ne peuvent être admises que si la culpabilité est reconnue. Il existe toutefois un certain nombre d'exceptions à cette règle :

Tout d'abord le juge d'instruction doit, en application de l'article 68 du Code Pénal, tenir compte de l'excuse atténuante de minorité pour le règlement de la compétence.

D'autre part, il existe des cas où la loi, tenant compte de certaines circonstances, supprime l'action publique à l'égard de certaines personnes. Il ne s'agit pas à proprement parler de faits d'excuses : en réalité le législateur s'est refusé à ériger certains faits en infraction : citons par exemple le cas où l'auteur d'un vol est un parent ou allié en ligne directe de la victime (art. 380 C. Pénal) et celui prévu par l'article 248 du Code Pénal où des ascendants ou descendants, époux ou épouses, frères ou sœurs d'un criminel l'ont recélé sachant qu'il

avait commis un crime emportant une peine afflictive ; dans ces deux hypothèses, dès que le juge d'instruction aura vérifié la qualité de l'inculpé, il devra arrêter sa procédure et rendre une ordonnance de non-lieu.

Quant aux causes de non-culpabilité et de justification, elles sont nécessairement soumises à l'appréciation du magistrat instructeur car si elle sont reconnues, elles dégagent l'agent de toute responsabilité pénale. Le juge peut ordonner, même d'office, l'examen mental du prévenu et dire qu'il était en état de démence au moment du délit (1). De même il peut décider que l'inculpé a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister, que ses actes étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense (2), ordonnés par la loi ou commandés par l'autorité légitime. Dans tous ces cas, le juge déclarera, par une ordonnance, qu'il n'y a pas lieu à suivre et si l'inculpé avait été arrêté il sera mis en liberté.

(1) Cas. 13 octobre 1853. B. 1853, n° 308.

(2) Cas. 3 juin 1869. B. 1869, n° 123.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE II.

Effets de la Saisine du Juge d'Instruction

SECTION I.

La Saisine du Juge d'Instruction est irrévocable.

La saisine du juge d'instruction est immuable comme celle de toutes les autres juridictions répressives. Le juge d'instruction est irrévocablement saisi soit par le réquisitoire introductif, soit par la plainte de la partie civile ; il ne peut être dessaisi que par un acte qui épuise sa juridiction c'est-à-dire par une ordonnance émanant de lui-même ou par un arrêt rendu par la Chambre des Mises en Accusation.

Il résulte de ce principe que le Procureur de la République ne pourrait dessaisir le juge d'instruction et décider que l'affaire sera classée sans suite. Le ministère public exerce l'action publique mais il n'en a pas la libre disposition et ce serait en dis-

poser que de supprimer la saisine d'un juge d'instruction avant qu'il ait épuisé sa juridiction. Lorsqu'un magistrat instructeur a été désigné, peut-on faire terminer l'information par un autre juge d'instruction ? Cette question prête à controverse. F. Hélie (1) a répondu affirmativement et il semble bien que la jurisprudence se soit rangée de cet avis. Deux arrêts (2) ont décidé que, du principe suivant lequel d'instruction ouverte doit nécessairement suivre son cours jusqu'à ordonnance définitive, il ne faut pas conclure que le juge d'instruction primitivement chargé de l'affaire est personnellement saisi d'une manière irrévocable. La règle s'applique, non au juge lui-même, mais à la juridiction d'instruction. Par suite, dans les arrondissements où il existe plusieurs juges d'instruction, ces magistrats se suppléent les uns aux autres et une instruction commencée par l'un d'eux peut être valablement continuée par un autre, sans que leur remplacement soit subordonné à aucune condition ni à aucun contrôle. Cette solution a été justifiée par le motif suivant : chacun d'eux a une aptitude égale pour instruire chaque affaire. Il existerait en quelque sorte pour les juges d'instruction comme pour les membres du parquet une indivisibilité leur permettant de se substituer les uns aux autres.

(1) Faustin Hélie, tome 4, n° 1576.

(2) Paris, 4 juillet 1888. D. P. 1890-2-200.

Paris, 7 décembre 1898-S. 1901-2-305

Cette idée a été justement critiquée par M. F. Roux (1) qui se refuse absolument à admettre qu'il existe une indivisibilité entre les divers juges d'instruction. « L'indivisibilité, dit-il, ne se suppose pas ; si elle est chose naturelle pour les membres du parquet, elle ne l'est nullement pour les juges d'instruction qui ne sont pas les mandataires d'un pouvoir étranger mais les titulaires d'un pouvoir propre ». Or on en chercherait en vain une justification : la Cour de Paris s'est contentée d'affirmer purement et simplement l'indivisibilité.

On ne peut invoquer à l'appui de cette thèse le fait qu'une instruction commencée par un juge peut, dans certains cas, être poursuivie par un autre. « L'article 60 § 2, dit M. F. Roux dispose également qu'au cas de flagrant délit, le juge d'instruction peut continuer la procédure commencée par le ministère public. Dira-t-on qu'il y a indivisibilité de fonctions entre le juge d'instruction et le ministère public ? »

Il est vrai de dire que l'instruction commencée par un juge d'instruction peut être valablement continuée par un autre. Aux termes de l'article 58 C. I. C., le Tribunal de 1^{re} instance peut, dans les villes où il n'y a qu'un juge d'instruction, s'il est absent, malade ou autrement empêché, désigner l'un des juges de ce tribunal pour le remplacer et,

(1) Note critique de l'arrêt ci-dessus mentionné.

par conséquent, terminer les informations en cours. Le législateur n'a pas prévu le cas où il y a plusieurs juges d'instruction mais il est admis qu'il doit en être de même : un autre juge d'instruction sera désigné ou, à défaut, un juge ordinaire. Une telle solution s'imposait car il n'est pas possible de laisser pendant un période indéterminée une instruction en souffrance et un inculpé en prison préventive. Mais il ne faut pas en conclure que le Procureur de la République peut retirer un dossier à un juge d'instruction dans l'exercice de ses fonctions pour le remettre à un autre juge d'instruction. Le remplacement prévu par l'article 58 n'a lieu qu'au cas où le juge d'instruction est empêché et il est purement provisoire. Quand la cause d'empêchement a disparu, la procédure est restituée au juge primitif. Il en est encore ainsi dans le cas où le juge remplaçant est, non plus un juge ordinaire, mais un autre juge d'instruction puisque c'est en vertu d'une extension de l'article 58 qu'on a choisi ce dernier juge. Si donc, un juge d'instruction peut poursuivre l'information commencée par un de ses collègues, c'est en application de l'article 58 et non par suite d'une indivisibilité de fonctions qui ne repose sur aucun texte.

Il convient de remarquer à ce sujet que le principe de la séparation des pouvoirs fut manifestement violé au cours d'une procédure qui fut suivie à la fin du siècle dernier dans une affaire concer-

nant les chemins de fer du Sud de la France. Le Garde des Sceaux fit retirer le dossier au magistrat instructeur qui en était saisi pour le confier à un autre juge d'instruction sous prétexte que le juge saisi informait avec trop de lenteur. Nous ne saurions trop critiquer un tel procédé violant tous les principes de notre droit. Le Gouvernement était en droit de relever le juge de ses fonctions de l'instruction, mais il commit un excès de pouvoir en lui retirant un dossier, c'est à dire en annulant la saisine d'une juridiction (1).

Les juges d'instruction, répétons le, forment de véritables juridictions qui ne peuvent être saisies ou dépouillées qu'en vertu des dispositions de la loi ; aucun texte ne le permettant, le Parquet ne peut, sauf le cas d'empêchement de l'article 58, retirer un dossier à un magistrat instructeur en faveur d'un de ses collègues. S'il existe contre le juge une cause de suspicion légitime, il n'appartient qu'à la Cour de Cassation de l'apprécier et de juger s'il y a lieu ou non de le dessaisir. Si le Parquet se plaint de sa lenteur ou de sa négligence, il peut, soit intenter contre lui une action disciplinaire, soit requérir l'évocation de la Chambre des Mises en Accusation en interjetant appel de l'ordonnance qu'il aura provoquée.

(1) Cf. à ce sujet l'interpellation Morris des 11 et 15 février 1896 au Sénat. J. Of 12-16 février 1896. - Débats parlementaires. - Sénat, p. 102 et s.

En principe, l'instruction préparatoire est simplement facultative pour les délits. Nous avons dit que la loi a confié au ministère public le soin de décider lequel des deux modes de procédure doit être employé suivant la nature et les circonstances de chaque affaire. En cette matière, la partie lésée a, elle aussi, la faculté de mettre en mouvement l'action publique soit en citant directement l'inculpé devant le Tribunal Correctionnel, soit en provoquant l'ouverture d'une information par une plainte et constitution de partie civile devant le juge d'instruction. Il résulte de ce droit d'option et du principe suivant lequel la saisine du magistrat instructeur est irrévocable, que lorsqu'une des parties a fait son choix, elle ne peut par la suite, modifier sa décision. Un certain nombre de combinaisons peuvent se présenter. Nous allons, pour plus de clarté, supposer tout d'abord que le juge d'instruction a été saisi en premier lieu ; nous envisagerons ensuite le cas où la citation directe devant le Tribunal Correctionnel est intervenue antérieurement à la saisine du magistrat instructeur.

Lorsque le ministère public a saisi le juge d'instruction d'une poursuite, il ne peut plus procéder, en raison du même délit, par voie de citation directe. En effet, d'une part, le juge ne peut être dessaisi que par un acte qui épuise sa juridiction ; d'autre part, il n'est pas possible de porter un même procès devant deux juridictions à la fois. Il est incon-

testable que cette règle interdit également au Procureur de citer directement devant le Tribunal, pour le même fait, mais sous une prévention autre que celle de l'ordonnance de renvoi en police correctionnelle rendue par le juge d'instruction. Il a été jugé en outre (1), que le juge ne peut être dessaisi alors même qu'il s'agirait d'un délit dont le jugement est déféré « de plano » à la Cour d'Appel, par un exemple d'un délit commis par Officier de Police Judiciaire dans l'exercice de ses fonctions (art. 479-483 C. I. C.) : le juge d'instruction a qualité pour instruire sur toutes les infractions à moins d'une prohibition spéciale de la loi ; or, si en cette matière, le caractère particulier du fait incriminé est de nature à modifier la juridiction de jugement, il ne modifie en rien la juridiction d'instruction. « Pour qu'il en fût autrement, dit l'arrêt, il faudrait que la loi ait prohibé toute instruction préalable au jugement en cette matière, ou qu'elle en eût chargé d'autres magistrats à l'exclusion des juges d'instruction ordinaires, ou qu'enfin elle eût entendu attacher à la citation du Procureur Général l'effet d'épuiser ou de paralyser la juridiction des juges d'instruction ». Faute de texte, ces hypothèses ne doivent pas être retenues.

Un arrêt de la Cour de Cassation (2) décide que le Procureur ne peut plus user de la citation directe

(1) Nancy, 8 décembre 1847. D. 1848-2-199.

(2) Cas. 5 janvier 1878, B. 1878, n° 7, p. 13.

contre les personnes impliquées dans l'information mais qu'il conserve ce droit à l'égard de toutes les autres personnes et surtout de celles qui ne sont citées que comme civilement responsables. Nous croyons que cette décision méconnaît le principe suivant lequel la saisine du juge d'instruction a lieu « in rem » et non « in personam ». Si le magistrat instructeur n'a pas cru devoir inculper la personne citée seulement comme civilement responsable, il n'appartient pas au Procureur de la République de la citer directement devant le Tribunal Correctionnel pour le même fait que celui qui fait l'objet de l'information. Il aurait du, à notre avis, requérir l'inculpation de cette autre personne et, en cas de conflit, porter le litige devant la Chambre des Mises en Accusation.

De même, la partie lésée ne pourrait citer directement devant le Tribunal Correctionnel un individu en raison d'un délit qui fait l'objet d'une information à la requête du ministère public. Tout ce qu'elle peut faire dans ce cas, c'est intervenir soit devant le juge d'instruction, soit devant le Tribunal.

Supposons maintenant, qu'en application de la jurisprudence inaugurée par l'arrêt de 1906, la partie civile ait mis l'action publique en mouvement par une plainte et constitution de partie civile devant le juge d'instruction. Elle ne peut

plus, dès lors, abandonner la voie de l'instruction préparatoire et traduire directement le prévenu en Police Correctionnelle (1). Il en est ainsi notamment lorsque l'instruction a été clôturée par une ordonnance de non-lieu. « Peu importe dit un arrêt de la Cour d'Alger (2) que la partie civile articule des faits spéciaux présentés comme nouveaux si ces faits étaient compris dans ceux écartés par l'ordonnance, ou qu'elle mette en cause de nouveaux prévenus s'il y a indivisibilité entre les faits relevés à leur charge et ceux relevés contre le premier prévenu. » La Cour Suprême a décidé récemment (3) que, dans ce cas, la voie de la citation directe reste ouverte lorsque la personne citée n'a point été l'objet de l'instruction requise. Nous faisons, sur cette décision, les mêmes réserves que plus haut : peu importe que la personne n'ait point été inculpée s'il s'agit de la même infraction.

Dans les mêmes conditions, il n'est plus possible au ministère public de procéder par voie de citation directe lorsque le juge d'instruction a été saisi irrévocablement par la partie lésée. Il en serait autrement si le juge avait déclaré la partie civile irrecevable car, dans ce cas, il serait régulièrement dessaisi.

(1) Paris, 29 novembre 1850. D. 1851-2-15.

(2) Alger, 5 février 1875-S. 1875-2-102.

(3) Cas. 1933. B. 1933, n° 98, p. 191.

Nous avons vu (1) que le ministère public est seul compétent pour requérir la réouverture d'une information sur charges nouvelles. Mais il ne pourrait porter directement la nouvelle poursuite devant la juridiction de jugement sans méconnaître l'autorité de la décision de non-lieu. Il a été maintes fois jugé (2) qu'en cas de charges nouvelles la première juridiction reste seule compétente.

Dans toutes ces hypothèses, le jugement qui interviendrait sur la citation du ministère public ou de la partie lésée serait radicalement nul.

A l'inverse, lorsque le Tribunal a été saisi directement par le Procureur de la République, ce magistrat ne saurait se désister de cette action et, par un réquisitoire d'information visant les faits qui étaient l'objet de sa citation directe, transférer l'affaire au juge d'instruction (3).

De son côté, la partie lésée ne pourrait pas non plus saisir le juge d'instruction : elle peut seulement intervenir devant le Tribunal Correctionnel saisi par la citation directe du ministère public, ou encore renoncer à la voie criminelle en portant son action devant les Tribunaux Civils.

(1) V. plus haut 1^{re} partie. Chapitre II, section 4.

(2) Cas. 12 décembre 1850. B. 1850, n° 419, p. 615.
28 septembre 1865. B. 1865, n° 185, p. 313.

(3) Cas. 3 juillet 1880. S. 1881, I. 481.

Enfin, dernière hypothèse, le Tribunal Correctionnel a été saisi par citation directe de la partie civile. En pareil cas, le ministère public n'a pas qualité pour requérir du juge d'instruction une information puisque le Tribunal est irrévocablement saisi non seulement de l'action civile mais encore de l'action publique. Il a été jugé (1) que l'acte de poursuite ainsi accompli par le magistrat du parquet demeurerait sans effet comme ayant été fait en violation de la maxime « non bis in idem » et que le Tribunal ne devait ni se dessaisir de la prévention, ni même surseoir à statuer jusqu'à la clôture de l'information requise. Ajoutons toutefois que si le Tribunal primitivement saisi avait déclaré l'intervention de la partie civile irrecevable, le Procureur de la République pourrait agir par voie de citation directe (2).

D'autre part, la même règle s'oppose à ce que le plaignant renonce à suivre sur sa citation pour porter l'affaire à un juge d'instruction. Son seul droit est de se désister de son action civile pour la porter devant les Tribunaux civils car elle a toujours la faculté d'abandonner la voie criminelle ; l'adage « electa una via... » ne s'applique qu'à ceux qui avaient d'abord choisi la voie civile.

Dans une espèce intéressante soumise à la Cour de Paris (3), la partie civile, après avoir cité direc-

(1) Cas. 13 novembre 1899. B. 1899, n° 331, p. 554.

(2) Cas. 4 mars 1911. B. 1911, n° 129.

(3) Paris 7 novembre 1913. D. 1914-2-106.

tement le prévenu devant le Tribunal Correctionnel, omit de se présenter à l'audience au jour fixé. L'affaire fut rayée du rôle. Par la suite, le juge d'instruction fut saisi d'une nouvelle plainte et ce magistrat crut que, toute litispendance ayant cessé, il pouvait régulièrement procéder à une information. La Cour de Paris estima au contraire que la partie civile avait épuisé son droit par sa première citation. En effet, le Tribunal ne pouvait être dessaisi que par un jugement portant sur le fond car il est indiscutable que le désistement de la partie civile poursuivante ne produit aucun effet sur l'action publique. A plus forte raison il doit en être ainsi quand il n'y a eu qu'une simple radition du rôle, mesure d'ordre qui n'abolit en rien la poursuite exercée. La Cour d'Appel a donc décidé avec raison que l'affaire restait régulièrement portée devant le Tribunal, que la partie poursuivante pouvait la faire revenir à l'audience et que le juge d'instruction, indûment saisi de la nouvelle plainte, était sans pouvoir pour instruire.

SECTION II.

Le Juge d'Instruction régulièrement saisi est obligé d'instruire.

Le juge d'instruction saisi par le réquisitoire d'information est-il tenu d'informer sur les faits qui y sont visés ? Cette importante question a été, elle aussi, fort discutée. Sa solution comporte un certain nombre de distinctions.

Nous avons déjà vu que le juge ne peut pas se refuser à ouvrir une information sous le prétexte que le fait dénoncé ne constitue par le délit visé par le réquisitoire du parquet (1). D'autre part, il ne fait aucun doute que le juge d'instruction, légalement saisi, ne peut se dispenser d'informer sous prétexte que le prévenu pouvait être cité directement, les faits n'étant pas contestés par l'inculpé ou étant prouvés par un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire (2). En prenant une telle décision, le juge empiéterait sur les droits du ministère public qui est libre d'opter pour la voie qui lui semble préférable. Un juge d'instruction avait refusé d'informer pour les deux motifs suivants :

1°) Le Tribunal Correctionnel pouvait être saisi par citation directe ;

2°) Le délit visé n'était pas puni d'une peine d'emprisonnement. La Cour de Cassation (3) a estimé avec raison que ce magistrat avait violé tous les principes qui régissent l'instruction criminelle, aucun texte de loi n'autorisant cette distinction pour établir en sa faveur le droit de refuser l'information à l'occasion des délits punis d'une simple peine d'amende.

Le juge d'instruction ne pourrait davantage déclarer qu'il n'y a pas lieu à suivre parce qu'il est

(1) Journal des Parquets, 1886-2 193.

(2) Cas. 10 avril 1897. B. 1897, n° 140.

(3) Cas. 22 décembre 1832. Rép. alph. Dalloz, n° 446-2.

déjà évident que l'information ne pourrait pas aboutir : il est juge de l'information mais non de l'opportunité des poursuites. Un arrêt ancien de la Cour de Douai (1) déclare à ce sujet que « nulle part, la loi n'abandonne au libre arbitre du juge d'instruction la question de savoir s'il y a lieu d'informer, ni ne l'autorise à se prononcer sur l'utilité des poursuites requises par le ministère public, à juger d'avance les résultats qu'elles pourront avoir ».

Lorsqu'il a été saisi par une plainte et constitution de partie civile, le juge a, dans les mêmes conditions, le devoir d'informer par les moyens mis à sa disposition ; il ne pourrait s'en dispenser pour le seul motif que les faits énoncés dans la plainte ne sont pas « assez précis ou assez caractéristiques des infractions articulées » (2). Il a été jugé en outre (3) que le juge régulièrement saisi par la partie civile, a le devoir d'informer sans pouvoir se borner à rendre, après une enquête officieuse ordonnée par le parquet, une ordonnance de non-lieu basée sur ce que l'inculpation « paraît insuffisamment établie ».

Le magistrat instructeur ne peut se refuser à instruire quand il a été régulièrement saisi et quand le fait qui lui est soumis présente le caractère d'un

(1) Douai 21 avril 1832. S. 1832-2-370.

(2) Cas. 17 janvier 1919. G. P. 1919-1-826.

(3) Cas. 8 février 1930. D. H. 1930, pages 149 et 150.

crime ou d'un délit. Mais supposons qu'il ait été irrégulièrement saisi ou qu'il estime, au seuil de la procédure, que le fait ne constitue ni crime ni délit, que l'action publique est éteinte ou qu'elle est suspendue ; est-il encore tenu, dans ce cas, d'ouvrir une information, ou, au contraire, peut-il s'y refuser ? Sous l'empire du Code de 1808, le juge d'instruction était agent de la Police Judiciaire et magistrat chargé de procéder aux actes d'instruction, mais il n'était pas compétent pour faire acte de juridiction et pour apprécier les fins de non recevoir. Ce droit n'appartenait qu'à la Chambre du Conseil qui, seule, pouvait décider qu'il n'y avait pas lieu à informer. Dès lors, si le juge estimait qu'il ne devait pas donner suite aux réquisitions du ministère public, il devait, au lieu de commencer la procédure, faire un rapport à la Chambre du Conseil qui tranchait le conflit. Il est intervenu dans ce sens une série de décisions ; il a été jugé :

1^o) que ce n'était pas au juge d'instruction mais à la Chambre du Conseil qu'il appartenait de décider si les poursuites commencées par un inculpé seraient ou non continuées (1) ;

2^o) que le juge d'instruction requis par le Procureur de la République d'instruire contre un individu ne pouvait pas décider seul qu'il n'y aurait pas lieu à suivre ni refuser d'informer sous prétexte

(1) Cas. 10 avril 1829, B. 1829, n^o 74.

que le fait incriminé ne constituait ni crime ni délit (1) ;

3°- que le juge d'instruction commettait un excès de pouvoir en décidant, par une ordonnance, qu'il n'y avait pas lieu à faire suite au réquisitoire du ministère public, qui demandait une continuation de poursuites contre un individu inculpé, la Chambre du Conseil seule, ayant le droit de décider s'il y avait ou non lieu à poursuivre sauf au ministère public à se pourvoir (2) ;

4°) que le juge d'instruction ne pouvait décider seul qu'il n'y avait pas lieu de faire le supplément d'information requis par le ministère public sauf à faire son rapport à la Chambre du Conseil, seule compétente pour juger si le supplément d'instruction était ou n'était pas nécessaire (3) ;

5°) Enfin il a été jugé d'une manière générale que le juge d'instruction saisi par un réquisitoire du Procureur de la République ne pouvait, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, se dessaisir de sa propre autorité, soit en prononçant sur le mérite de la plainte, soit en statuant sur la qualification du fait ou sur sa propre compétence, sans faire auparavant un rapport à la Chambre du Conseil, qui, seule, avait le droit de décider s'il y avait lieu à

(1) Paris 11 mai 1838. Dal. I. C. n° 446.

(2) Metz 14 mai 1833. D. I. C., n° 446-4.

(3) Paris 15 juin 1838. D. I. C. 446.

suivre et de déterminer la nature des poursuites à exercer (1).

Mais cet état de choses a été modifié par la loi du 17 juillet 1856 qui a supprimé la Chambre du Conseil et transféré au juge d'instruction ses pouvoirs de juridiction. La jurisprudence antérieure à cette loi a donc perdu toute sa valeur et ne peut plus être invoquée actuellement. Depuis la disparition de la Chambre du Conseil, c'est au juge d'instruction qu'il appartient de statuer, au seuil de la procédure, sur les causes de non-recevabilité qui pourraient exister. S'il estime qu'il n'y a pas lieu à instruire, il peut donc valablement rendre une ordonnance de non lieu à informer, mais cette ordonnance doit être motivée ; le juge est tenu d'y expliquer son refus, d'agir en sorte que le ministère public conservera, quel que soit le motif du refus, le droit d'exercer son recours contre la décision du magistrat devant la Chambre des Mises en Accusation.

SECTION III.

Cas dans lesquels le Juge d'Instruction peut se refuser à informer.

En premier lieu, notons que le juge d'instruction n'est obligé d'instruire que dans la mesure ou il a été régulièrement saisi. Nous avons vu que le réquisitoire introductif est soumis à certaines conditions

(1) Grenoble 22 décembre 1832. D. I. C., n° 446.

de forme ; s'il contient des irrégularités, si, par exemple, il n'est pas daté ou signé, s'il ne précise pas le fait sur lequel doit porter l'information, le magistrat instructeur doit, non pas prononcer la nullité du réquisitoire car alors il excéderait ses pouvoirs, mais déclarer par une ordonnance motivée que le réquisitoire ne réunissant pas conditions prescrites par la loi, il n'est pas régulièrement saisi et ne peut, en l'état, procéder aux actes d'instruction. En particulier, lorsque, en matière de presse, le réquisitoire n'est pas rédigé conformément à l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881, le juge ne doit pas procéder à l'information requise car toute la procédure serait entachée de nullité (1), mais il doit indiquer les motifs de son refus dans une ordonnance de non-lieu à instruire. Le Procureur de la République devra alors, soit rédiger un nouveau réquisitoire conforme à la loi, soit, s'il estime que les mentions figurant dans le premier réquisitoire sont suffisantes, faire appel de l'ordonnance du juge d'instruction et la Chambre des Mises en Accusation statuera (2).

Ce droit du juge d'instruction de refuser d'informer quand il a été irrégulièrement saisi par le ministère public doit lui appartenir également quand il a été irrégulièrement saisi par la partie civile. Dès lors, il doit rendre une ordonnance de

(1) Cas, 28 décembre 1854. S. 1855-1-65.

(2) Paris 12 décembre 1922. D. 1924-2-79

non-lieu à informer si l'auteur de la plainte n'a pas la capacité requise pour intenter l'action civile : si par exemple la plainte et constitution de partie civile émane d'un mineur non émancipé, d'un individu en état d'interdiction judiciaire ou légale ou d'une femme mariée non autorisée, le juge devra rendre une ordonnance de non-lieu à informer d'ailleurs susceptible de recours devant la Chambre des Mises en Accusation. La Cour de Paris (1) a décidé à ce sujet que le juge, au lieu de se borner à déclarer qu'il n'y a pas lieu à informer, peut rendre une ordonnance de non-lieu portant sur le fond même de la poursuite s'il estime en conscience que, pour défaut de capacité civile du plaignant, l'action publique mise en mouvement par la plainte ne saurait aboutir. En l'espèce, il résultait d'une enquête faite par le parquet antérieurement à la constitution de partie civile, que « lors du dépôt de sa plainte la plaignante était atteinte d'une faiblesse mentale dont ladite plainte n'était qu'une manifestation ».

D'autre part, si la partie civile peut mettre en mouvement l'action publique, c'est à la condition qu'elle ait un intérêt né et actuel à agir et que le délit, en admettant qu'il existe, soit la source directe du préjudice qu'elle a subi. Un arrêt de la Cour Suprême (2) précise que « l'information n'étant

(1) Paris 18 décembre 1928 G. P. 1929-1-459.

(2) Cr. 8 juin 1923. D. P. 1923-1-201, note G. Leloir.

obligatoire pour le juge d'instruction qu'autant que la constitution de partie civile est recevable et régulière, il appartient au juge de procéder à une vérification sur ce point ». Il doit donc tout d'abord rechercher si la partie plaignante se prévaut d'un intérêt et allègue un préjudice suffisant pour qu'elle puisse valablement provoquer l'ouverture d'une information. Si cette condition substantielle fait défaut, le magistrat instructeur devra rendre une ordonnance de non-lieu à informer pour défaut de qualité de la partie civile.

Bien qu'il soit régulièrement saisi par le Procureur de la République ou la partie civile, le juge d'instruction peut s'abstenir d'informer dans un certain nombre d'hypothèses :

1^o) Nous avons déjà dit que le premier devoir du juge est de vérifier sa propre compétence. Lorsque cette vérification est effectuée, si le juge d'instruction estime qu'il n'est pas compétent il doit déclarer d'office son incompétence et s'abstenir de poursuivre ses investigations. Si, par exemple, le magistrat instructeur requis d'informer contre une personne soumise à la juridiction exceptionnelle de l'article 479 C. I. C., s'aperçoit de la qualité du prévenu, il doit interrompre immédiatement son information, car les actes auxquels il procéderait par la suite seraient entachés de nullité (1).

(1) *Cas.* 27 février 1920. D. P. 1921-1-53.

2°) La jurisprudence (1) admet que le juge d'instruction peut se dispenser d'informer dans le cas où les faits sont tellement patents et la culpabilité si constante qu'il peut être procédé sans autre examen par application des articles 129, 130 et 133 du Code d'Instruction Criminelle, c'est à dire renvoyé soit devant le Tribunal de Simple Police, soit devant le Tribunal Correctionnel, soit devant la Chambre des Mises en Accusation. Les faits étant parfaitement établis et la prévention indiscutable, pourquoi, dit-elle, ouvrirait-on une information ? Cette hypothèse est très rare en pratique ; « elle ne se présentera, dit Garraud (2), que dans le cas où le parquet, ayant réussi par une enquête officieuse à réunir les preuves de la culpabilité, estime nécessaire de faire mettre l'inculpé en état d'arrestation avant de le traduire devant la juridiction de jugement ».

3°) Plus courante est l'hypothèse où les faits, tels qu'ils sont précisés dans le réquisitoire ou dans la plainte de la partie civile, ne constituent aucune infraction à la loi pénale. Le Conseiller Laurent-Atthalin avait déjà prévu ce cas en 1906, et, dans son rapport (3), s'exprimait ainsi : « Il nous paraît difficile de contester que le juge puisse, sans faire aucune procédure, rendre une ordonnance motivée

(1) Cas 28 juin 1924. B. 1924, n° 267, p. 462.

(2) Garraud, n° 774, p. 27.

(3) D. 1907-1-215.

de non-lieu à instruire, s'il estime qu'il est incompetent, que l'action publique n'est pas recevable ou éteinte, que le fait en aucun état de cause, ne peut constituer une infraction à la loi pénale. Or ce que le juge d'instruction peut faire, lorsque l'action publique est mise en mouvement par le parquet, il peut évidemment le faire aussi lorsque cette action est mise en mouvement par la partie civile. Dès lors, il peut rendre une ordonnance de non-lieu à informer d'ailleurs susceptible de recours à la Chambre d'Accusation ». Si donc, il résulte des énonciations du réquisitoire ou de la plainte de la partie civile, que le fait n'est ni prévu ni puni par la loi pénale, le juge d'instruction doit déclarer qu'il n'y a lieu à informer. Notons cependant qu'il ne suffit pas que les faits allégués manquent de précision pour que toute information soit refusée (1). L'information, en effet, a pour objet de préciser et de compléter ce que les premiers indices ont d'insuffisant. Il faut qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet et que l'acte déféré au magistrat instructeur ne présente le caractère ni d'un crime ni d'un délit ni d'une contravention. Il en sera ainsi par exemple lorsque le juge sera saisi de faits qualifiés d'escroqueries alors qu'ils ne constituent en réalité que de simples fautes civiles. Il a été jugé par la Cour Suprême que le juge d'instruction saisi d'une plain-

(1) Cas. 17 janvier 1919. G. P. 1919-1-826.

te avec constitution de partie civile a le droit de rendre immédiatement une ordonnance de non-lieu ou de refus à informer lorsque, en matière d'infraction contre la propriété, il relève l'existence au profit de l'inculpé visé par la plainte de l'immunité de l'article 380 du Code Pénal. Dans ce cas, dit l'arrêt, (1) « les faits visés ne peuvent légalement comporter une poursuite et ne sauraient admettre, s'ils étaient démontrés, aucune qualification pénale ».

4°) L'action du ministère public est subordonnée dans certains cas soit à une plainte de la partie lésée, soit à une autorisation préalable de certaines autorités. En l'absence de la plainte ou de l'autorisation nécessaire, l'action publique est arrêtée et le juge d'instruction doit refuser d'informer. En matière d'infractions fiscales, la poursuite ne peut être intentée dans la plupart des cas que sur l'initiative de l'administration publique qui est pécuniairement intéressée à leur répression. Lorsque cette initiative fait défaut, le juge d'instruction doit refuser d'informer et déclarer dans son ordonnance l'action publique irrecevable.

5°) L'action publique doit être suspendue lorsque la poursuite est subordonnée au jugement d'une question préjudicielle qui ne peut être tranchée par les juges répressifs. Rappelons que l'on distingue les questions préjudicielles à l'action et les ques-

(1) Cas. 4 janvier 1930. *Semaine juridique* 1930, p. 258.

tions préjudicielles au jugement ; les premières constituent des fins de non-recevoir à tout acte de poursuite ; la principale est prévue par l'article 327 du C. Civil aux termes duquel « l'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le règlement définitif sur la question d'état ». Par suite, lorsque le juge d'instruction se trouvera saisi d'un crime de suppression d'état nécessitant le règlement de la question d'état par les tribunaux civils, il devra dire « qu'il n'y a pas lieu à informer en l'état ».

Au contraire, les questions préjudicielles au jugement, telles que les questions de propriété immobilière, ne font pas obstacle à l'exercice de l'action publique qui peut être intentée mais non jugée ; il n'appartient pas au magistrat instructeur de les examiner et l'instruction devra être poursuivie comme si elles ne devaient pas être soulevées (1).

La loi du 25 juin 1920, art. 112, punit de peines correctionnelles le fait par quiconque de se soustraire ou de tenter de se soustraire frauduleusement au paiement des impôts établis par la loi ; d'autre part, la loi du 22 mars 1924, art. 52, décide que « préalablement à toutes poursuites, le contribuable sera mis en demeure de faire ou de compléter sa déclaration dans les délais impartis ». Il a été jugé (2) récemment que l'inobservation de

(1) Faustin-Hélie, n° 2065.

(2) Cas. 1934. B. 1934, p. 45, n° 19.

cette règle de procédure donne ouverture à une exception préjudicielle à l'action dont, avant de suivre, ont à connaître le juge d'instruction d'abord et, sur appel, s'il y a lieu, la Chambre des Mises en Accusation. L'irrecevabilité de l'action pénale ainsi prononcée, précise l'arrêt, est une irrecevabilité relative et temporaire, une irrecevabilité « en l'état » ; elle laisse entiers, pour l'avenir, les droits d'une poursuite nouvelle légalement engagée ainsi que tous les droits de la défense.

L'action publique peut, en outre, être suspendue en application de l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 aux termes duquel « aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi, en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie ». La Cour Suprême a décidé que lorsqu'une citation est donnée à un parlementaire devant un tribunal de police correctionnelle pendant la durée d'une session parlementaire et sans que l'autorisation requise ait été obtenue, cette citation est viciée dans son principe et le tribunal doit en prononcer la nullité (1).

Que faut-il décider quand le juge d'instruction est saisi soit par le parquet soit par la partie lésée d'une infraction commise par un député ou un

(1) Cas. 5 août 1882. D. P. 1882-1-44.

30 janvier 1903. D. P. 1905-1-507.

sénateur ? Il est certain que l'instruction ne peut pas être ouverte sans autorisation préalable par un réquisitoire introductif qui désignerait comme inculpé, un membre de l'une ou de l'autre Chambre, car un tel réquisitoire, acte initial de la procédure, présente le caractère d'un acte de poursuite formellement prohibé par la loi constitutionnelle.

La question de savoir comment il doit être procédé quand une plainte est portée avec constitution de partie civile contre un parlementaire, pendant la durée de la session, a été vivement discutée. Dans l'espèce d'un arrêt de la Cour de Paris du 9 novembre 1917 (1), le juge d'instruction, après réception de la plainte de la partie lésée, en avait ordonné la communication au Procureur de la République conformément à l'article 70 du C. I. C. ; l'ordonnance de soit-communicé fut frappée d'opposition par le Procureur Général qui prétendait que, toutes poursuites étant interdites contre un membre du parlement par la loi de 1875, l'action publique se trouvait paralysée et le juge d'instruction devait l'écarter sans avoir à rendre une ordonnance de soit-communicé. Le ministère public soutenait en outre que, aux termes d'une jurisprudence constante, la plainte accompagnée de constitution de partie civile mettant en mouvement l'action publique au même titre qu'un réquisitoire du parquet, était, comme l'eût été le réquisitoire lui-même, un

(1) D. P. 1919-2-5, Note G. Leloir.

acte interdit par la loi et légalement inexistant en tant que dirigé contre un membre du parlement. La qualité du parlementaire étant, en l'espèce, incontestée, le juge d'instruction, concluait-il, aurait dû interdire au plaignant l'accès de son cabinet et refuser de recevoir la déclaration portant que celui-ci se constituait partie civile.

La Cour de Paris s'est justement refusée à admettre cette thèse car la simple réception de la plainte et sa communication au parquet ne sont pas exactement un acte de poursuite mais un acte préparatoire à la poursuite ; le juge ne pouvait se dispenser de communiquer la plainte sans violer la loi (art. 61-70 C. I. C.), et l'arrêt ajoute que si le magistrat instructeur avait immédiatement écarté la plainte par une fin de non recevoir fondée sur l'immunité parlementaire, il aurait fait un acte de juridiction ce qui ne lui était pas permis avant d'avoir provoqué les réquisitions du ministère public.

Il est exact que la plainte accompagnée d'une constitution de partie civile produit les mêmes effets que le réquisitoire du parquet mais la Cour a pertinemment répondu à cet argument en précisant que « ce qui met l'action publique en mouvement, ce n'est pas la déclaration que le plaignant veut se porter partie civile, c'est l'intervention de la partie dûment jugée recevable à intervenir.... ; que le juge ne pouvait se prononcer à cet égard

qu'après avoir pris les réquisitions du ministère public. »

Enfin un dernier argument invoqué par G. Leloir (1) vient renforcer la décision de la Cour de Paris : supposons que le juge commette une erreur sur l'application du principe de l'immunité parlementaire, quel recours la partie civile pourra-t-elle exercer ? « Pour qu'une opposition soit possible, dit l'éminent arrêtiste, il faut qu'il y ait une ordonnance en forme, à savoir un acte de juridiction et pour que le juge fasse un acte de juridiction, il faut une communication préalable de la procédure au ministère public ».

En résumé, lorsqu'une partie civile saisit le juge d'instruction d'une infraction commise par un membre du parlement pendant le cours de la session, la plainte doit être communiquée au parquet conformément à l'article 63 du C. I. C. ; sur réquisitions du ministère public, le juge refusera d'informer et déclarera la plainte « non recevable en l'état ». S'il passait outre à la fin de non recevoir édictée par la loi constitutionnelle de 1875 et concluait à l'ouverture d'une information, le Procureur de la République devrait alors interjeter appel de l'ordonnance intervenue devant la Chambre des Mises en Accusation.

(1) D. P. 1919-2-5. Note G. Leloir.

6°) Enfin, lorsque l'action publique est éteinte par le décès du prévenu, l'exception de chose jugée, l'amnistie ou la prescription, le juge d'instruction a incontestablement le droit de refuser d'informer. Les arrêts sont rares et très anciens en cette matière, sans doute parce que les principes sont incontestables et incontestés. La Cour de Cassation (1) a jugé « que la prescription en matière de crime, de délit et de contravention, est un bénéfice de la loi qui fait obstacle à l'exercice de l'action publique et à toute poursuite qui, en définitive, serait frustatoire et produirait un effet contraire au but que s'est proposé le législateur, d'où il suit que la question de prescription doit être décidée préliminairement par la Chambre du Conseil (par le juge d'instruction depuis la loi du 17 juillet 1856). Lorsque la prescription est acquise, le juge doit donc déclarer l'action irrecevable sans examiner la culpabilité du prévenu.

Il reste bien entendu qu'en cas de conflit avec le ministère public, celui-ci pourra, en toute circonstance, exercer son recours contre l'ordonnance de refus d'informer devant la Chambre des Mises en Accusation.

(1) Cas. 18 juin 1812. J. P. tome X, p. 485.

CONCLUSION

Nous avons constaté au cours de cette étude de la saisine du juge d'instruction que le législateur et la jurisprudence se sont efforcés de ne point perdre de vue et de respecter le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction sans toutefois y parvenir pleinement. Le ministère public poursuit mais il n'informe pas ; le juge d'instruction ne poursuit pas mais il informe et apprécie les résultats de son information. De son côté, le simple particulier peut, par une plainte et constitution de partie civile, mettre en mouvement l'action publique au même titre que les représentants du gouvernement sauf en ce qui concerne la reprise de l'information sur charges nouvelles. Nous avons dit que la jurisprudence inaugurée par les arrêts fondamentaux de 1906 et 1931 était logique et cohérente. L'abandon du principe en cas de flagrant délit est parfaitement justifiable. Les règles édictées par le Code d'Instruction Criminelle sur la saisine du juge d'instruction par renvoi des autres juridictions sont assez imprécises et souvent contradictoires. Nous croyons qu'il serait préférable de s'en tenir au principe général suivant lequel aucune juridic-

tion ne peut être saisie par la décision d'incompétence d'une autre juridiction. C'est d'ailleurs ainsi que, le plus souvent, les tribunaux tranchent la question en renvoyant les parties à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra. D'autre part, qu'il soit saisi par le ministère public ou la partie civile, le juge d'instruction doit informer sur le fait tout entier et non contre le coupable présume, contre tous les auteurs et complices du fait incriminé, et non contre l'un d'entre eux à l'exclusion de certains autres.

Une autre idée, également essentielle, se dégage de l'examen de la saisine du magistrat instructeur : le juge d'instruction constitue une véritable juridiction ; saisi comme une juridiction, il ne peut être dessaisi que par un acte épuisant sa juridiction, c'est à dire par une ordonnance, véritable jugement du tribunal d'instruction. La saisine du juge d'instruction est irrévocable comme celle de toutes les autres juridictions répressives et le ministère public n'a pas le pouvoir de l'annuler. Il en est ainsi surtout depuis la loi du 17 juillet 1856 qui, en supprimant la Chambre du Conseil, a donné au juge le droit de statuer sur l'information à laquelle il a lui-même procédé. Or, un juge est par définition un arbitre impartial entre deux parties égales en droits. Le juge d'instruction devrait donc être un arbitre impartial entre la Société qui accuse et l'inculpé qui se défend et qui doit être présumé inno-

cent jusqu'au jour où interviendra sa condamnation définitive.

Mais nous avons vu que le juge d'instruction exerce, outre les fonctions de juge, celles d'Officier de Police Judiciaire ; à ce titre, il est sous la dépendance étroite des agents du ministère public et ce double rôle ne contribue pas à lui faciliter une tâche déjà suffisamment délicate et complexe. Il est certain que la surveillance du Procureur Général, son droit de présentation, son droit de saisir tel magistrat instructeur dans telle affaire et de désigner tel remplaçant au juge primitivement choisi qui se trouve empêché sont autant de dérogations non justifiées au principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction. Notre législateur a fait du juge d'instruction un magistrat obéissant docilement au ministère public. Il est vrai que l'égalité des droits entre l'accusation et la défense a été en partie rétablie par la loi de 1897, mais le législateur devrait poursuivre dans cette voie et s'efforcer de libérer complètement le juge de la tutelle du pouvoir exécutif.

Nous croyons qu'il serait facile de remédier à ces graves atteintes aux droits de la défense par une extension des pouvoirs de la Chambre des Mises en Accusation et de son président. Cette juridiction possède en effet les fonctions d'instruire dans leur plénitude ; c'est elle qui arbitre les conflits qui divisent le juge d'instruction et le parquet ; c'est elle

qui règle les dossiers des affaires criminelles. La loi du 25 mars 1935 (art. 116 C. I. C.) lui permet d'évoquer des affaires lorsqu'elle est amenée à statuer sur la détention préventive ; elle lui permet aussi d'impartir au juge un délai pour terminer l'information. Nous estimons que son droit de contrôle devrait être élargi. La plupart des auteurs se sont élevés contre le droit de surveillance du Procureur Général : nous proposons, pour le remplacer, le Président de la Cour d'Appel, intervenant après rapport en Chambre des Mises en Accusation et le droit d'avertissement du Chef du Parquet de la Cour se transformerait en un droit de dénonciation au Président de la Chambre des Mises en Accusation.

On a critiqué aussi la délégation des fonctions de l'instruction par le pouvoir exécutif. F. Hélie pense que la délégation par le pouvoir judiciaire est le véritable principe d'une législation rationnelle. La Chambre des Mises en Accusation serait, à notre avis, toute indiquée pour y procéder.

De plus, les dispositions de la loi du 17 juillet 1856 qui permettent de confier les fonctions de l'instruction à un juge suppléant sont des plus fâcheuses ; une réforme s'impose de toute urgence pour que désormais l'instruction ne puisse être confiée qu'à un juge titulaire.

Enfin le droit reconnu au ministère public de répartir lui-même les dossiers entre les juges d'ins-

truction dans les arrondissements où ils sont plusieurs et de désigner le remplaçant du juge empêché n'est pas moins critiquable. Il serait beaucoup plus logique que cette répartition incombât à la Chambre des Mises en Accusation.

Le but vers lequel doit tendre toute législation pénale est la sauvegarde et l'équilibre des intérêts de la Société et de ceux de l'inculpé qui méritent une égale protection. Des progrès certains ont été réalisés dans ce sens depuis le Code de 1808 mais ils sont insuffisants et pour donner au juge d'instruction son véritable caractère d'arbitre impartial il est absolument nécessaire, dans l'intérêt d'une bonne justice, qu'il soit indépendant de la partie qui exerce la poursuite comme il l'est, actuellement, de la défense. Pareille réforme, rajeunissant ainsi nos vieux textes, permettrait au juge d'instruction de faire passer dans notre procédure criminelle, un souffle de large et humaine équité.

Caen, le 16 Juillet 1936.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

B. PERREAU.

Vu le Doyen,

H. NÉZARD.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie

Président du Conseil de l'Université,

L. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

BOITARD. — Leçons de droit criminel, 13^e édit. 1 vol. in-8°.

BOURGUIGNON. — Manuel des juges d'instruction, 3^e édit., 2 vol. 1911.

Jurisprudence des Codes Criminels, 1825, 3 vol. in-8°.

CARNOT. — Code d'Instruction Criminelle, 2^e édit., 4 vol. 1829-30.

A. DESJARDINS. — Le juge d'instruction et le ministère public dans le nouveau Code d'instruction criminelle, in-8°.

DUVERGER. — Manuel des juges d'instruction, 3^e édit., 3 vol. -1862 in-8°.

ESMEIN. — Histoire de la procédure criminelle en France, 1 vol. in-8°, 1882.

GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale, 5 vol, 1929.

Précis de droit criminel, 14^e édit., 1 vol. 1926.

- GUILLOT. — Des principes du nouveau Code d'instruction criminelle, 1884, in-8°.
- F. HÉLIE. — Traité de l'instruction criminelle, 2^e édit., 8 vol. in-8°, 1866-67.
Pratique criminelle des Cours et Tribunaux, 4^e édit., 2 vol. in-8°, 1928.
- JOUSSE. — Traité de la justice criminelle. Paris 1771.
- LABORDE. — Cours élémentaire de droit criminel, 1 vol. in-8°, 1891.
- LEGRAVEREND. — Traité de législation criminelle en France, 3^e édit., 2 vol in-4°, 1830.
- G. LEPOITTEVIN. — Dictionnaire-formulaire des parquets. 5 vol. in-8°, 1928.
Code d'Instruction Criminelle annoté, art. 1 à 305, 1915, in-4°.
Traité de la presse, 3 vol. 1904.
- LE SELLYER. — Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publiques et privées, 1874, 2 vol. in-8°.
- LEVEILLÉ. — De la réforme du Code d'Instruction Criminelle, 1882, in-8°.
- LOCRE. — Législation civile, commerciale et criminelle. Paris 1827-1829.
- MANGIN. — Traité de l'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle, 3 vol., 1847, in-8°.

MANGIN. — Traité de l'action publique et de l'action civile, 3^e édit., 2 vol. in-8°, 1876.

MARCY. — Manuel dictionnaire des juges d'instruction, 2 vol. in-8°, 1901.

MASSABIAU. — Manuel du ministère public, 5^e édit., 3 vol in-8°, 1857.

DE MOLÈNES. — Traité pratique des fonctions du Procureur du Roi, 2 vol in-8°, 1843.

MORIZOT-THIBAUT. — De l'instruction préparatoire, 1906, in-8°.

ORTOLAN. — Eléments de droit pénal, 5^e édit.

ROUX. — Cours de droit criminel français et de procédure pénale, 2^e édit., 1927, in-8°.

SARRAUTE. — Manuel théorique et pratique du juge d'instruction 1 vol in-8°, 1809.

SIGNOREL. — Manuel formulaire des juges d'instruction, 2^e édit., in-16, 1931.

TREBUTIEN. — Cours élémentaire de droit criminel, 2^e édit., 2 vol. in-8°, 1884.

VIDAL. — Cours de droit criminel et de Science pénitentiaire, 8^e édit., 1935, in-8°.

VILLEY. — Précis d'un cours de droit criminel, 5^e édit., 1890, in-8°.

II. — RÉPERTOIRES.

DALLOZ. — Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. V^e Instruction Criminelle t. 28-1854, et son supplément V^e Procédure Criminelle t. 14-1887.

DALLOZ. — Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence, V^e Instr. Cr. t. 7-1915.

Nouveau dictionnaire pratique 1933.
Code d'Instruction criminelle annoté, 1898.

FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique du droit français. V^e Inst. Cr. tome 24-1896.
et son supplément V^e Inst. Cr. t. 8-1930.

Pandectes françaises. Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence. V^e Inst. Cr. t. 35-1901.

III. — THÈSES.

BIRAGNET. — De la Saisine du juge d'instruction. Toulouse 1934 *.

CAIL. — Du rôle de la partie lésée au début et au cours de l'instruction préparatoire. 1901.

DIOR. — Les juridictions d'instruction. Paris 1901.

* Nous regrettons de n'avoir pu utiliser cet ouvrage parvenu trop tard entre nos mains.

LEFEBVRE. — Des actes de l'instruction préparatoire. Paris 1899.

MASSON. — La séparation de la poursuite et de l'instruction. L'instruction secrète et la réforme de l'instruction préparatoire. Dijon 1898.

PARIS. — Des rapports du juge d'instruction et du ministère public. Paris 1891.

PONS. — De l'action directe de la partie lésée devant le juge d'instruction. Toulouse 1927.

ROUZAY. — Attributions du juge d'instruction. Caen 1891.

IV. - ARTICLES DE REVUES.

Etudes criminologiques 1929, p. 177.

Lois nouvelles 1931, 1, p. 229.

Revue pénitentiaire et de droit pénal. 1900, p. 450 ; 1901, p. 588 ; 1906, p. 200 et s. ; 1925, p. 94 et s ; 1930, p. 53 ; 1931, p. 101.

Revue critique de législation et de jurisprudence. 1927, p. 341.

INDEX DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE

DATE DES DÉCISIONS de Jurisprudence	RÉFÉRENCES aux Recueils	PAGES où les décisions sont commentées ou citées
1808 — 29 avril - Cas.	D. I. C., n° 488	67
1812 — 18 juin - Cas.	J. P. t. X p. 485	227
1813 — 12 nov. - Cas.	D. A. = Dén. cal. n° 49	66
1826 — 30 sept. - Cas.	J. P. t. XX p. 875	28
1829 — 10 avr. - Cas.	B. 1829 n° 74	150-213
31 déc. - Cas.	B. 1829 n° 285	143
1831 — 10 sept. - Cas.	B. 1831 n° 215	149
1832 — 21 avr. - Douai.	S. 1832 - 2 - 370	212
12 juil. - Cas.	S. 1833 - 1 - 803	46
22 déc. - Cas.	D. A. (I. C.) n° 446	211
22 déc. - Grenoble	D. A. (I. C.) n° 446	215
1833 — 14 mai - Metz	D. A. (I. C.) n° 446	214
1834 — 14 juin -	S. et P. chr.	45
1838 — 11 mai - Paris	D. A. (I. C.) n° 446	214
15 juin - Paris	D. A. (I. C.) n° 446	214
1843 — 20 avril - Cas.	B. 1843 n° 64	162
1846 — 27 juin-Montpellier	D. A. (I. C.) n° 568	173
1847 — 6 mars - Cas.	B. 1847 n° 55	139
8 déc. - Nancy	D. 1848 - 2 - 199	205
1849 — 27 déc. - Cas.	B. 1849 n° 357	155
1850 — 15 fév. - Cas.	S. 1850 - 1 - 482	45
13 juin - Cas.	B. 1850 n° 195	150
29 nov. - Paris	D. 1851 - 2- 114	207
12 déc. - Cas.	B. 1810 n° 419	208

DATE DES DÉCISIONS de Jurisprudence	R É F É R E N C E S aux Recueils	PAGES ou les décisions sont commentées ou citées
1852 — 19 juin - Cas.	B. 1852 n° 205	147
1853. — 9 sept. - Cas.	B. 1853 n° 57	136
13 oct. - Cas.	B. 1853 - n° 308	198
1854 — 5 janv. - Cas.	D. 1854 - 1 - 56	98-167
18 mars. - Cas.	B. 1854 n° 77	140
28 déc. - Cas.	S. 1855 - 1 - 65	216
1857 — 5 fév. - Cas.	S. 1857 - 1 - 391	71
1861 — 12 déc. - Cas.	B. 1861 n° 273	144
1862 — 18 sept. - Cas.	B. 1862 n° 231	144
1865 — 28 sept. - Cas.	B. 1865 n° 185	208
1869 — 3 juin - Cas.	B. 1869 n° 123	198
1870 — 13 janv. - Cas.	B. 1870 n° 7	130
27 janv. - Cas.	D. 1870 - 1 - 442	98
1873 — 18 déc. - Cas.	D. 1875 - 1 - 193	144
1874 — 16 avr. - Douai	S. 1876 - 2 - 83	69
6 juin - Douai	S. 1875 - 2 - 1	176
24 juil. - Cas.	D. 1875 - 2 - 188	101
1875 — 7 fév. - Alger	S. 1875 - 2 - 120	167-207
22 avr. - Cas.	D. 1876 - 1 - 43	51-55
1877 — 3 mai - Cas.	B. 1877 n° 116	147
16 août - Cas.	S. 1878 - 1 - 331	167
30 août - Cas.	B. 1877 n° 211	69
1878 — 5 janv. - Cas.	B. 1878 n° 7	56-205
8 nov. - Cas.	B. 1878 n° 224	102
1879 — 28 mars - Cas.	B. 1879 n° 77	69
30 mai - Cas.	B. 1879 n° 112	130
1880 — 3 juil. - Cas.	S. 1881 - 1 - 481	142-208
1880 — 1 ^{er} août - Bordeaux	D. 1881 - 3 - 20	77
9 sept. - Poitiers.	D. 1881 - 2 - 34	77
21 sept. - Angers	D. 1881 - 1 - 233 (note)	77
15 nov. - Pau	D. 1881 - 1 - 233 (note)	77
1881 — 26 juil. - Dijon	B. 1881 n° 211	83
11 août - Cas.	S. 1882 - 1 - 142	74
1882 — 5 août - Cas.	D. 1883 - 1 - 44	223
1883 — 3 févr. - Cas.	D. 1884 - 1 - 48	163
14 juin - Cas.	B. 1883 n° 147	154
1885 — 12 mars - Cas.	B. 1885 n° 83	69

DATE DES DÉCISIONS de Jurisprudence	R É F É R É N C E S aux Recueils	PAGES où les décisions sont commentées ou citées
1886 — 29 mai - Cas.	B. 1886 n° 197	187
13 sept. - Riom	J. P. 1886 - 2 - 93	184-211
1887 — 3 nov. - Rennes	D. 1888 - 2 - 233	194
1888 — 10 févr. - Limoges	D. 1889 - 2 - 44	136
4 juil. - Paris	D. 1890 - 2 - 200	55-200
1889 — 28 juil. - Cas	S. 1902 - 1 - 55	124
17 oct. - Cas.	D. 1889 - 5 - 278	102
20 déc. - Cas.	B. 1889 n° 398	44
1891 — 29 avril - Bordeaux	S. 1891 - 2 - 53	47
13 juin - Cas.	D. 1891 - 1 - 425	47
1892 — 8 janv. - Cas.	S. 1892 - 1 - 168	155
5 mars - Cas.	B. 1892 n° 66	163
1 ^{er} avr. - Cas.	D. 1892 - 1 - 525	141
28 mai - Cas.	D. 1892 - 1 - 582	49
1893 — 3 nov. - Cas.	B. 1893 n° 287	45
1895 — 12 juil. - Cas.	Pand. f. 1895 - 1 - 361	39
1897 — 9 janv. - Cas.	B. 1897 n° 8	102
10 avril - Cas.	B. 1897 n° 140	211
1898 — 23 mai - Douai	D. 1898 - 2 - 96	173
24 juin - Seine	G. T. 1898 - 2 - 233	186
7 déc. - Paris	S. 1901 - 2 - 305	57-200
1899 — 22 juin - Cas.	S. 1901 - 1 - 252	166
28 juil. - Cas.	B. 1899 n° 231	124-129-132-186
13 nov. - Cas.	B. 1899 n° 331	209
8 déc. - Cas.	D. 1903 - 1 - 457	191
1900 — 4 janv. - Cas.	B. 1900 n° 1	91
23 juin - Cas.	D. 1903 - 1 - 133	44
1902 — 25 juil. - Cas.	B. 1902 n° 261	163
1903 — 30 janv. - Cas.	D. 1905 - 1 - 507	223
7 juil. - Paris	D. 1904 - 2 - 275	184
14 nov. - Cas.	B. 1903 n° 348	164
1905 — 16 févr. T.C ^{el} Dinan	D. 1905 - 5 - 37	44
25 oct. - Lyon	D. 1906 - 2 - 89	78
1906 — 8 déc. - Cas.	D. 1907 - 1 - 207	76-219
1907 — 26 janv. - Cas.	B. 1907 n° 45	55
1908 — 11 déc. - Cas.	G. P. 1909 - 1 - 42	193
1909 — 7 juil. - Douai	S. 1910 - 2 - 185	118

DATE DES DÉCISIONS de Jurisprudence	R É F É R E N C E S aux Recueils	PAGES où les décisions sont commentées ou citées
1910 — 11 févr. - Cas.	G. P. 1910 - 2 - 633	187
23 déc. - Cas.	B. 1910 n° 664	141
29 déc. - Cas.	B. 1910 n° 672	38
1911 — 4 mars - Cas.	B. 1911 n° 129	209
22 juil. - Cas.	B. 1911 n° 380	148
17 août - Cas.	B. 1911 n° 420	143
1912 — 8 juin - Cas.	B. 1912 n° 307	166
28 juin - Cas.	S. et P. 1913 - 1 - 597	71
1912 — 25 juil. - Cas.	D. 1913 - 1 - 497	70
26 juil. - Rouen	G. P. 1912 - 2 - 151	190
1913 — 9 mai - Cas.	B. 1913 n° 235	163
7 nov. - Paris	D. 1924 - 2 - 106	209
1914 — 31 janv. - Cas.	S. 1916 - 1 - 59	28
1915 — 11 févr. - Cas.	B. 1915 n° 30	141
25 nov. - Cas.	B. 1915 n° 221	150
1916 — 17 févr. - Cas.	D. 1920 - 1 - 167	96
9 mars - Cas.	B. 1916 n° 58	152
1917 — 18 mai - Cas.	B. 1917 n° 133	102
9 nov. - Paris	D. 1919 - 2 - 5	224-226
1919 — 17 janv. - Cas.	G. P. 1919 - 1 - 826	212-220
1920 — 27 févr. - Cas.	D. 1921 - 1 - 53	218
5 nov. - Cas.	S. 1923 - 1 - 387	71
1921 — 25 janv. - Cas.	G. P. 1921 - 1 - 409	87
1922 — 24 juin - Cas.	D. 1924 - 1 - 58	181-184
12 déc. - Paris	D. 1924 - 2 - 79	48-216
1923 — 8 juin - Cas.	D. 1923 - 1 - 201	72-217
1924 — 26 janv. - Alger	D. H. 1924 p. 358	11-37-187-190
5 avril - Cas.	B. 1924 n° 163	87
28 juin - Cas.	B. 1924 n° 267	219
1925 — 28 mai - Cas.	B. 1925 n° 170	89-177
4 juin - Nîmes	G. P. 1925 - 2 - 315	11-37-190
2 juil. - Cas.	B. 1925 n° 408	70
12 déc. - Cas.	B. 1925 n° 344	56
1926 — 8 juil. T.C. Marseille	G. P. 1926 - 2 - 542	37
17 nov. - Aix	G. P. 1927 - 1 - 404	39
16 déc. - Cas.	B. 1926 n° 390	124

DATE DES DÉCISIONS de Jurisprudence	R É F É R E N C E S aux Recueils	PAGES où les décisions sont commentées ou citées
1927 — 12 févr. - Cas. 1 ^{er} avril - Cas. 27 mai - Cas..	D. H. 1927 p. 209 G. P. 1927 - 1 - 743 B. 1927 n° 131	39 166 40
1928 — 18 déc. - Paris	G. P. 1929 - 1 - 459	217
1829 — 18 avril - Cas.	B. 1929 n° 128	91
11 mai - Cas.	G. P. 1929 - 2 - 197	46
	S. 1929 - 2 - 49	94
16 nov. - Cas.	D. 1929 - 1 - 145	99
1930 — 4 janv. - Cas.	Sem. jur. p. 258	221
8 févr. - Cas.	D. H. 1930 p. 149-150	212
20 févr. - Rouen	D. 1930 - 2 - 70	94
23 juil. - Dijon	G. P. 1930 - 2 - 836	48-89
1 ^{er} août - Cas.,	Sem. jur. 1930 p. 1184	196
1931 — 29 janv. - Cas.	G. P. 1931 - 1 - 249	95-97-99
1932 — 7 janv. - Cas.	B. 1932 n° 1	124
21 avril - Cas.	G. P. 1932 - 2 - 239	88
30 juin - Cas.	B. 1932 n° 161	123-124
1933 — 5 mai - Cas.	B. 1933 n° 98	207
1934 — 2 février - Cas.	B. 1934 n° 19	222
7 mars - Angers	G. P. 1 - 930	48
2 août - Cas.	B. 1934 n° 153	141 146
27 octobre -	G. P. 1934 - 2 - 763	70
16 nov. -	G. P. 1934 - 2 - 861	88-190
1935 — 28 juin - Cas.	B. 1935 - n° 87	51

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le principe de la Séparation de la Poursuite et de l'Instruction

	Pages
<i>Section 1.</i> — Le principe.....	2
<i>Section 2.</i> — Justification du principe.....	7
<i>Section 3.</i> — Application du principe.....	11
<i>Section 4.</i> — Exceptions au principe.....	13
<i>Plan</i> de cet ouvrage.....	29

1^{re} PARTIE

Modes de Saisine du Juge d'Instruction

CHAPITRE 1^{er}

Saisine du Juge d'Instruction par le Procureur de la République

<i>Section 1.</i> — Le Principe de l'opportunité des poursuites.....	34
<i>Section 2.</i> — Le Réquisitoire introductif en droit commun.....	35
<i>Section 3.</i> — Le Réquisitoire introductif en matières d'infractions régies par la loi du 29 juillet 1881.....	42
<i>Section 4.</i> — Choix du juge d'instruction.....	50

CHAPITRE II

Saisine du Juge d'Instruction par la partie lésée

<i>Section 1.</i> — Rôle de la partie lésée dans la mise en mouvement de l'action publique. Son origine en droit français.....	59
<i>Section 2.</i> — Conditions de la mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée.....	65
<i>Section 3.</i> — Effets de la plainte et constitution de partie civile. Arrêt du 8 déc. 1906.....	74
<i>Section 4.</i> — Réouverture de l'information à raison de la survenance de charges nouvelles. Arrêt des Chambres Réunies du 29 janvier 1931.....	91
<i>Appendice.</i> — Choix du juge d'instruction.	103

CHAPITRE III

Saisine du Juge d'Instruction par le fait lui-même**Flagrant délit**

<i>Section 1.</i> — L'article 59 C. I. C., exception au principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction. Nécessité et origine de la procédure du flagrant délit.....	105
<i>Section 2.</i> — Les cinq cas de flagrant délit. Discussion en ce qui concerne les délits flagrants...	110
<i>Section 3.</i> — Pouvoirs du juge d'instruction en cas de flagrant délit	120
<i>Section 4.</i> — Fin de la procédure du flagrant délit. Retour à la procédure de droit commun quand les actes urgents sont accomplis.	128

Pages

CHAPITRE IV

Modes Spéciaux de Saisine du Juge d'Instruction

<i>Section 1.</i> — Saisine par renvoi du Tribunal de Simple Police....	138
<i>Section 2.</i> — Saisine par renvoi du Tribunal Correctionnel et de la Chambre d'Appel Correctionnel	140
<i>Section 3.</i> — Saisine par renvoi de la Chambre des Mises en Accusation.....	148
<i>Section 4.</i> — Saisine par renvoi de la Cour d'Assises.....	153
<i>Section 5.</i> — Saisine par renvoi d'un autre juge d'instruction.....	158
<i>Section 6.</i> — Saisine du juge d'instruction en cas de charges nouvelles.....	164

II°. — PARTIE

Etendue et effets de la Saisine du Juge d'Instruction

CHAPITRE 1^{er}

Etendue de la Saisine du Juge d'Instruction

<i>Section 1.</i> — Le juge d'instruction est saisi de l'action publique ; il est en outre saisi de l'action civile lorsque la partie civile est intervenue dans la poursuite.....	169
<i>Section 2.</i> — Le juge d'instruction est saisi « in rem » et non « in personam ». Conséquences.....	175
<i>Section 3.</i> — Pouvoirs du juge d'instruction en ce qui concerne l'intention criminelle, les excuses et les faits justificatifs.....	196

CHAPITRE II

Etendue de la Saisine du Juge d'Instruction

<i>Section 1.</i> — La saisine du juge d'instruction est irrévocable...	199
<i>Section 2.</i> — Le juge d'instruction régulièrement saisi est obligé d'instruire.....	210
<i>Section 3.</i> — Cas dans lesquels le juge d'instruction peut se refuser à informer.....	215

CONCLUSION

CONCLUSION.....	229
-----------------	-----



